

— C R E D O C —

LES CONSOMMATEURS ONT-ILS CHANGE?

UNE ANALYSE DE LONGUE PERIODE
DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Sou1986-2236

Les Consommateurs ont-ils
changé ? / Alain Galibert, Philippe
L'Hardy, Joëlle Maffre et
Mai-Phuong Tachon. (Février
1986).

CREDOC•Bibliothèque



ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE
ET - 75013 PARIS - TEL: 45-84-14-20

— C R E D O C —

Président délégué : Bernard Jouvin
Directrice : Catherine Blum

LES CONSOMMATEURS ONT-ILS CHANGE?

UNE ANALYSE DE LONGUE PERIODE
DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Alain Galibert
Philippe L'Hardy
Joëlle Maffre
Mai-Phuong Tachon

Secrétariat : Dominique Gambier

FEVRIER 1986

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE
142, RUE DU CHEVALERET - 75013 PARIS - TEL: 45-84-14-20

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	
CHAPITRE I CROISSANCE ET CONSOMMATION : LES CERCLES VERTUEUX DU "FORDISME".	1
. Présentation du cadre d'analyse	1
. Résultats sur la période 1959 - 1973.	4
CHAPITRE II L'ADAPTATION DU CONSOMMATEUR DANS LA CRISE	23
. Des déformations lentes mais puissantes	23
. Crise et instabilité des prix relatifs	33
CHAPITRE III LES RESPONSABILITES DE L'OFFRE : LA RELANCE CONTRARIEE DE 1981 - 1982	49
. Une relance en direction des ménages	50
. Consommation : un comportement singulier ?	57
. Détérioration de l'offre et déclin de la compétitivité	66
CONCLUSION	75
ANNEXES	81

I N T R O D U C T I O N

Investir dans la consommation

Les changements actuels résultent de l'interférence entre les mutations sociales, culturelles, économiques. L'ampleur et la durée de la crise que traversent les économies montre bien que nous sommes dans une phase d'adaptation et de sélection où tous les aspects de notre économie, de la production à la consommation, sont en train de subir des transformations radicales.

C'est l'occasion de développer la réflexion sur l'avenir, parmi les acteurs économiques et sociaux, permettant aux uns et aux autres de mieux anticiper les relations entre leur activité et l'environnement, et d'avoir de ce fait des stratégies plus dynamiques. Le programme "investir dans la consommation" que le CREDOC lançait en 1985 veut être une contribution à une réflexion sur la nature et la spécificité des problèmes qui mettent en jeu les intérêts essentiels du système productif, comme ceux des distributeurs et des consommateurs.

Croissance et crise : les interrogations sur la consommation

La consommation a connu une croissance sans précédent entre l'immédiate après-guerre et la crise. On considère généralement que l'élévation exceptionnelle du niveau de vie a résulté de la généralisation d'un mode de croissance articulant production et consommation de masse. C'est l'uniformisation des comportements de consommation qui a permis la création de vastes marchés balisant ainsi le développement d'une offre compétitive. La crise est venue bouleverser ces cohérences. La période de croissance ralentie qui est la nôtre depuis une dizaine d'années, les tensions et l'instabilité des ressources des ménages se sont accompagnées d'une érosion des forces assurant les cohésions antérieures. Qu'en est-il alors de la tendance d'homogénéisation de la consommation de masse ? Dans quelles directions ont joué les adaptations des ménages ? S'analysent-elles comme de simples perturbations passagères ou marquent-elle une transition entre modes de consommation ? Quelles sont les responsabilités de l'offre dans les mutations des consommateurs ?

C'est à ces interrogations, cruciales pour toute démarche prospective, que l'étude apporte de premiers éléments de réponse.

Décloisonner les études sur la consommation

La problématique de l'analyse tire parti des deux rôles remplis simultanément par la consommation. D'un côté, la consommation est un point d'ancrage fort des modes de vie. C'est par elle que se concrétise le niveau de vie de la population. C'est aussi le lieu où s'inscrivent les distances entre les groupes sociaux. C'est dans l'achat et l'usage des biens et services que se développent les luttes de classement pour transformer du quantitatif en qualitatif, des avantages en distinctions. C'est enfin à l'ensemble des achats, usages et pratiques que l'on a pris l'habitude de mesurer le progrès social.

D'un autre côté, la consommation est la finalité de la production et comme telle, soumise aux conséquences de la lutte concurrentielle entre unités de production. De plus, dès lors que le système productif a vocation au produit de masse, l'industrie doit profiter des usages, essayer de les transformer en routines, tenter de créer des complémentarités, provoquer certaines substitutions..., finalement, l'industrie cherche à favoriser l'émergence de modèles de consommation.

C'est par une meilleure connaissance de l'articulation entre ces deux rôles de la consommation que passe aujourd'hui une réflexion sur les transformations des modes de vie. L'objet de l'étude a donc consisté à tenter des recoupements entre différentes approches de la consommation ; autrement dit, à decloisonner les analyses de la consommation en recherchant les cohérences entre les interprétations courantes.

S'intéressant au temps "long" de la consommation, on a pu privilégier une démarche plutôt historique. Le chapitre I propose un retour sur l'analyse de la période de croissance permettant de dégager les cohérences essentielles ayant marqué l'essor de la consommation de masse. Les adaptations de la consommation dans la crise sont abordées au chapitre II. Enfin, l'analyse de la crise est prolongée par l'examen plus "local" des années 1981-1982 (relance de l'économie) dont la spécificité permet d'éclairer les transformations de la consommation depuis 1973.

CHAPITRE I

CHAPITRE I

CROISSANCE ET CONSOMMATION : LES CERCLES VERTUEUX DU "FORDISME"

On cherchera dans cette partie à obtenir une vue d'ensemble sur la façon selon laquelle s'articulent les différents points de vue esquissés en introduction. Le cadrage statistique de quelques tendances de long terme viendra appuyer, par les cohérences dégagées, l'approche adoptée qu'il est maintenant utile de préciser.

1. Présentation du cadre d'analyse

Les études empiriques sur la consommation révèlent en règle générale deux "fractures" traversant l'ensemble des sujets abordés :

- D'une part, ces travaux, en particulier ceux menés au sein de l'INSEE, révèlent une autonomie excessive entre d'un côté une approche dynamique, macro-économique de la consommation et d'un autre côté un point de vue plus statique et analytique dont les résultats s'interprètent plus en termes socio-culturels qu'économiques. Dans un cas, la consommation est réduite à un élément de la demande finale, les travaux débouchent sur l'étude des courbes de demande (modèle néoclassique du consommateur) dont l'estimation fournit une cohérence essentielle à une démarche orientée vers la prospective (DARMON 1983). Dans l'autre, on s'attache plutôt à montrer l'importance de variables structurantes autres que les revenus ou les prix, non plus sur l'évolution mais plutôt sur les différences de consommation dans la population. Dans ce cas, l'étude du comportement du consommateur acquiert une "épaisseur" extra-économique reposant sur des facteurs psychologiques, sociaux et débouche sur des résultats positifs mais peu reliés aux déformations historiques du mode de consommation (GLAUDE 1984).
- Une deuxième zone d'ombre dépasse le champ traditionnel des études de consommation pour couvrir plus largement les interactions qui se développent entre l'offre et la demande. Trop souvent bouclée sur elle-même, l'étude de la consommation néglige l'analyse des conditions d'offre des biens de consommation pour se concentrer sur les paramètres captant le mieux les préférences des consommateurs. Démarche utile sur le court terme mais ambiguë, appliquée aux évolutions de moyen-long terme. Les dynamiques industrielles des branches du système productif, le rôle joué par l'ouverture internationale et l'offre étrangère

font encore partie des marges des travaux étudiant les transformations historiques du mode de consommation. Il est utile de remarquer que d'un point de vue symétrique, des lacunes identiques apparaissent dans les analyses s'intéressant aux mutations lentes du système productif. La dynamique longue de la consommation, son influence sur la structuration de l'offre sont ignorées. Les travaux de synthèse sont le plus souvent réduits à un examen rapide des caractéristiques marquant l'essor de la consommation de masse (1).

Qu'il faille réduire ces écarts ne fait guère de doute. Pour se limiter aux thèmes de cette étude il est clair qu'illustrer aussi bien les conditions de détérioration de notre appareil productif, que les adaptations de la consommation dans la crise ou les enjeux d'une démarche prospective passe par un rapprochement et une mise à plat "historique" des éléments esquissés ci-dessus.

Pour ce faire, on a cherché à explorer les enchaînements cruciaux dont la prise en compte répond à deux critères complémentaires :

- . combler les zones d'écart brièvement exposées.
- . déboucher sur une "traduction" statistique suffisamment légère pour permettre des cadrages maîtrisables.

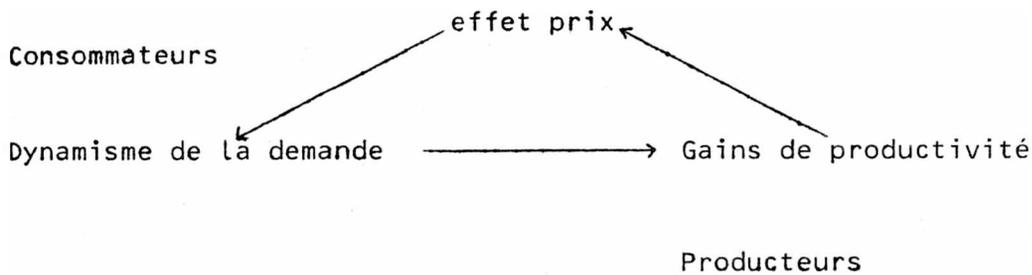
Trois directions de travail

La première répond au souci d'intégrer l'offre dans les transformations du mode de consommation. L'idée générale sera d'examiner comment l'engagement d'un système productif dans des directions particulières permet d'appuyer les choix du consommateur. L'enchaînement dynamique repose sur les relations productivité-croissance dont l'étude macro-économique a permis de dégager la pertinence sur les années de croissance. L'élargissement des marchés procurés par le dynamisme de la consommation permet d'enclencher un cercle vertueux de croissance dont l'essentiel passe par les progrès de productivité réalisés par l'offre. (Graphique 1)

(1) Pour se limiter à quelques travaux récents, on peut citer : BASLE-MAZIER-VIDAL. "Quand les crises durent"... CEPII *Economie Médicale* : "La fracture!" *Economica* 1984.

L'efficacité déployée dans les secteurs porteurs est à l'origine de la déformation tendancielle des prix relatifs qui accompagne les transformations structurelles du mode de consommation.

GRAPHIQUE 1 : INTERACTIONS OFFRE-DEMANDE



Un deuxième axe de synthèse privilégiera la relation que l'on peut établir entre la croissance de la consommation des biens et services et leur répartition dans la population. Il cherchera à vérifier comment les cercles vertueux de croissance décrits plus hauts peuvent être reliés à une dynamique sociale d'essor et de renouvellement de la consommation de masse que l'on réduira ici à l'examen de la diffusion des produits. Il est en effet classique, au moins depuis WEBLEN, de considérer les disparités de consommation dans la population comme le résultat d'un jeu de différenciation et d'imitation : les catégories "*pilotes*" cherchent à se distinguer par des consommations particulièrement prestigieuses (effet de signe, consommation ostentatoire) mais à cet effort de différenciation s'oppose la volonté d'imitation des autres catégories sociales qui prennent les catégories "*pilotes*" comme modèle et cherchent à s'identifier à elle dans leur consommation. La diffusion des biens de consommation résulterait de ce processus autodestructeur, de cette perpétuelle surenchère dans une vaine recherche de la distinction. L'hypothèse que l'on cherchera à tester est alors l'existence d'une relation positive entre l'intensité de ce processus relié à l'hétérogénéité plus ou moins grande de la diffusion d'un bien ou service et la croissance du produit.

Intégrer la "contrainte extérieure"

Les raisonnements précédents ont été menés en "économie fermée". Prendre en compte l'extérieur revient à se poser la question suivante : "Comment l'ouverture internationale participe-t-elle à la transformation du mode de consommation ?".

D'un point de vue très global on peut distinguer au moins deux champs d'intérêt illustrant ce problème :

- . Tout d'abord, rapprocher les tendances de croissance de la consommation des conditions du partage du marché intérieur permet de porter un diagnostic sur le degré et l'évolution de la spécialisation du système productif : que celle-ci soit envisagée sous l'angle d'une sanction du marché mondial sur l'efficacité de l'offre nationale ou plutôt comme la trace macro-économique de "choix" implicites débouchant sur une spécialisation inter-branches plus ou moins marquée. Rapprochée des résultats précédents, cette approche permet de porter un jugement plus normatif sur la capacité d'autonomie et d'adaptation de l'offre nationale sur les segments de la demande soumis à la dynamique sociale évoquée ci-dessus.
- . La concurrence internationale est également susceptible d'engendrer une contrainte de prix localisée sur les branches exposées du système productif. Celle-ci peut constituer un moteur puissant de déformation de la structure des prix relatifs dont les conséquences sur les tendances de la consommation seront à analyser. On peut penser que ce type d'effet, s'il peut appuyer des déformations de long terme, doit surtout être sensible lors de périodes de chocs inflationnistes et de destabilisation du système des prix.

2. Traduction statistique et résultats

Ces directions de travail ont fait l'objet de premiers tests statistiques.

La méthode choisie, délibérément empirique, a consisté à sélectionner plusieurs indicateurs dont on peut raisonnablement penser qu'ils fournissent une "trace" macro-économique des mécanismes plus complexes évoqués. La construction de graphiques de corrélation permet alors d'apporter un éclairage d'ensemble des enchaînements, trop simple pour apporter une confirmation des hypothèses avancées mais suffisant pour tester les cohérences de la démarche adoptée.

2.1. présentation des indicateurs

Les critères pris en compte sont réduits au strict minimum.

- . Le dynamisme de la demande et l'évolution des prix sont représentés respectivement par les taux de variation annuels de la consommation en volume et des prix à la consommation sur les périodes étudiées (voir ci-dessous).
- . La contrainte extérieure est captée par l'évolution des taux de pénétration étrangère (PE).

$$PE = \frac{M}{P + M - X}$$

avec M : importations

X : exportations

P : production nationale

Ces trois agrégats sont exprimés en francs courants.

Toutes ces données sont extraites de la Comptabilité Nationale. La liste des postes de nomenclature est donnée en annexe II. Elle est construite à partir de la nomenclature de produits "au niveau 40" et sélectionne les postes ayant une certaine importance au point de vue de la consommation des ménages.

Plaçant la crise au centre de l'analyse, on sera amené à distinguer les périodes suivantes : (1959 - 1973), (1973 - 1979), (1979 - 1983), chaque période fera l'objet d'analyses transversales (comparaisons de produit à produit), les indicateurs réduits à la moyenne arithmétique des taux de variation annuels.

- . Il est plus délicat de définir un critère simple pour rendre compte du mode de diffusion d'un produit ou d'un ensemble de produits.

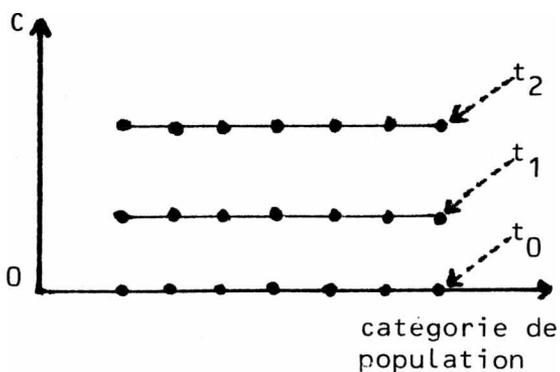
Le terme de "diffusion" en lui-même revêt des significations assez différentes dans les analyses empiriques de la consommation. On opposera ici :

- une diffusion homogène : la pénétration du bien de consommation (accroissement des dépenses moyennes ou des taux de possession sur une période donnée) se fait de façon égale pour les différentes catégories de population. Le mode de diffusion est fréquent pour les produits déjà bien répandus (produits de masse).
- une diffusion hétérogène : la pénétration commence par se faire de façon sélective sur certaines catégories de ménages, avant de se développer de façon significative sur les autres (voir graphique 2).

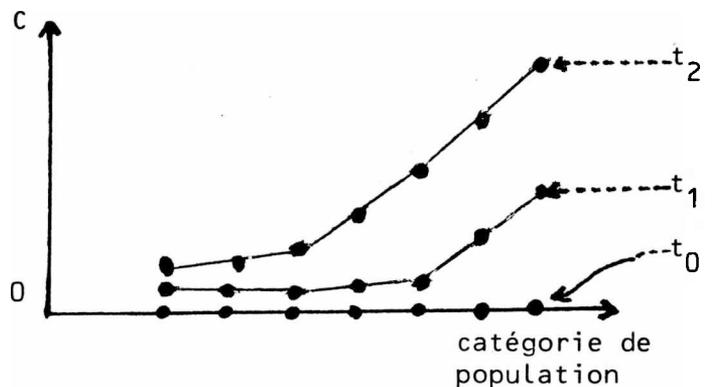
GRAPHIQUE 2

Modes de diffusion d'un bien de consommation

DIFFUSION HOMOGENE



DIFFUSION HETEROGENE



C : consommation moyenne par catégorie de population, (ou taux de possession par catégorie).

t_0 : début du processus de diffusion (apparition du bien).

t_1, t_2 : dates ultérieures.

A la diffusion hétérogène est associée la notion de classes pilotes : celles par où commence la diffusion du bien. L'expérience montre que les classes pilotes sont en général des classes "supérieures" (revenus élevés, statut social élevé).

Les travaux de M. GLAUDE (1) par exemple, qui analysent les biens de consommation selon leur différenciation sociale plus ou moins forte, opèrent sur un thème voisin de cette notion de mode de diffusion homogène ou hétérogène. En particulier, ce que M. GLAUDE appelle la "consommation de masse" c'est-à-dire "les produits ayant vocation à être appropriés par l'ensemble de la population et vers lesquels se porte la demande globale des ménages en cas d'augmentation du niveau de vie, mais qui de ce fait perdent leur valeur distinctive" correspond assez finement aux dépenses à mode de diffusion homogène.

On a supposé ici que la classe pilote était systématiquement la catégorie des "cadres supérieurs", il s'agit là d'une simplification qui peut se justifier dans une certaine mesure, cette catégorie étant "supérieure" à divers points de vue : ressources financières, statut social, niveau d'instruction notamment. On considèrera alors le rapport :

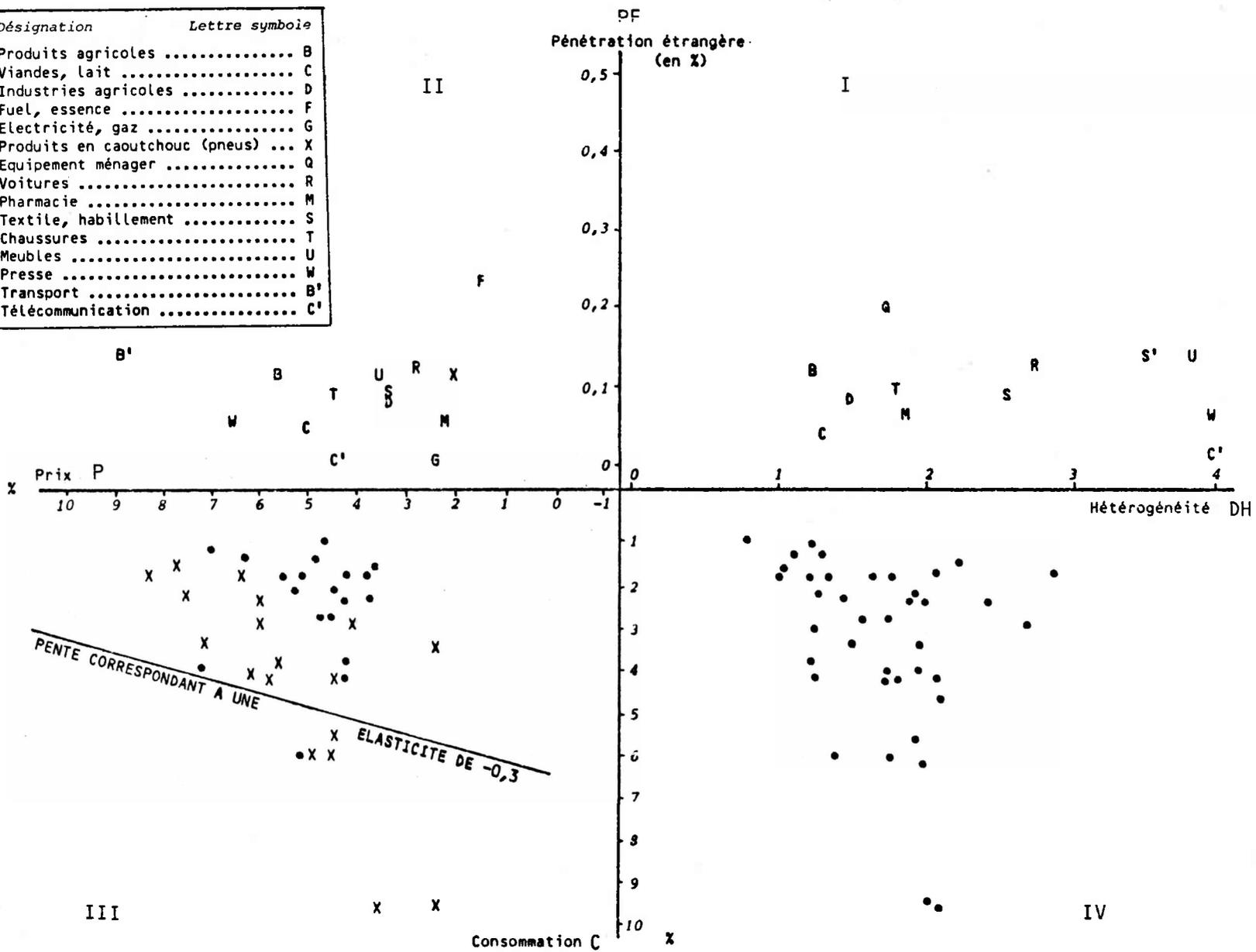
$$\frac{\text{Consommation moyenne des cadres supérieurs}}{\text{Consommation moyenne de l'ensemble de la population}}$$

comme l'indicateur du degré d'hétérogénéité de diffusion du produit (les consommations moyennes sont calculées par ménage).

Les contraintes d'utilisation de l'indicateur sont, en pratique, assez sévères. Il s'agit en effet de combiner des informations provenant d'enquête auprès des ménages (Enquête Budgets de famille - indicateur d'hétérogénéité de la diffusion) avec celles apportées par la Comptabilité Nationale. Construite de façon à être compatible avec ces deux sources statistiques, la nomenclature utilisée n'est pas sans défaut : limitée à une quarantaine de postes, elle est assez déséquilibrée, avec une présentation du domaine alimentaire beaucoup plus détaillée que celle du domaine non alimentaire (voir annexe II). Elle ne sera donc pas strictement comparable à celle utilisée pour l'étude des relations entre consommation, prix et contrainte extérieure (défaut à avoir en mémoire lors de l'examen des graphiques d'ensemble).

(1) M. GLAUDE - Diversité et cohérence des budgets - INSEE données sociales - 1984.

Désignation	Lettre symboie
Produits agricoles	B
Viandes, lait	C
Industries agricoles	D
Fuel, essence	F
Electricité, gaz	G
Produits en caoutchouc (pneus) ...	X
Equipement ménager	Q
Voitures	R
Pharmacie	M
Textile, habillement	S
Chaussures	T
Meubles	U
Presse	W
Transport	B'
Télécommunication	C'



Consommation, prix et contrainte extérieure : Les cohérences de long terme sur la période 1959 - 1973

GRAPHIQUE 3

2.2. Résultats sur la période 1959 - 1973.

Le graphique 3 reprend ces indicateurs sur la période de croissance (1959 - 1973). Il fournit une évaluation "réduite" de la cohérence des relations étudiées. Quatre quadrants résument les enchaînements pris en compte qui s'articulent autour des deux pôles du raisonnement : Consommation et contrainte extérieure.

Il est rassurant de constater, qu'en règle générale, les configurations viennent appuyer les hypothèses retenues. Les relations entre consommation et prix, consommation et mode de diffusion sont du signe attendu (négative pour l'une - positive pour l'autre). Par contre, l'influence de la contrainte extérieure n'apparaît pas clairement.

a) Recul de la spécialisation dans les biens de consommation.

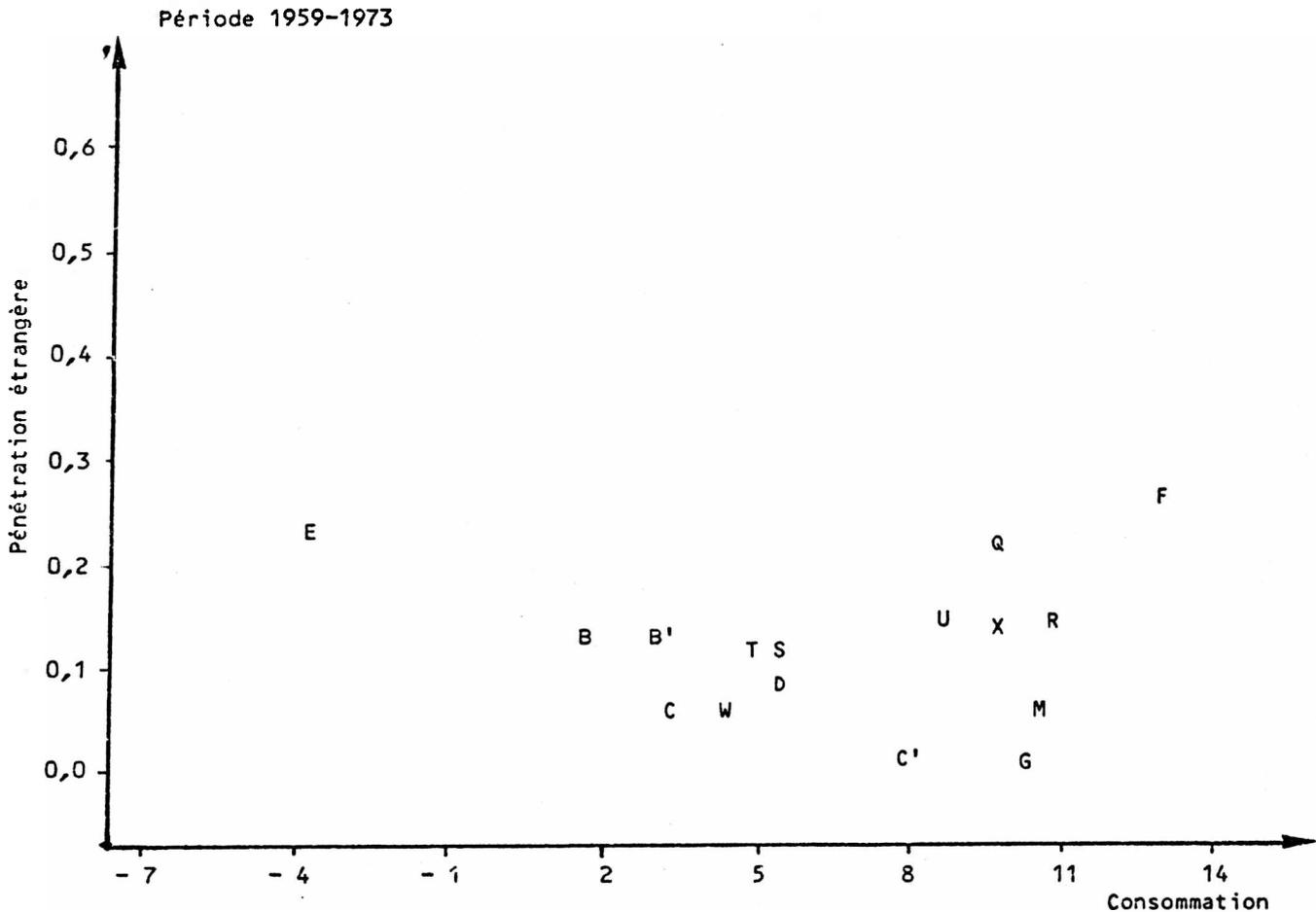
L'impression générale que donne un premier examen des nuages de points dans les plans (PE - P) et (PE - DH) est assez ambiguë (cadrants I et II). Plutôt que deux corrélations claires, l'orientation des nuages suggère une indépendance des indicateurs de diffusion et prix par rapport à la pénétration étrangère. Si l'on excepte les produits énergétiques et les biens d'équipement ménager, celle-ci semble en effet assez homogène. Les taux varient d'un rapport de 1 à 2, soit presque cinq fois moins que les écarts sur l'ensemble du système productif.

L'indépendance entre indicateurs est franche pour le graphique liant l'ouverture internationale et mode de diffusion des produits (1). L'éventail des degrés d'hétérogénéité est large pour des taux de pénétration voisins. Des biens parmi les plus hétérogènes, comme la pharmacie ou la voiture, sont aussi ouverts à l'offre étrangère que des produits homogènes (par exemple les produits alimentaires). Rapproché de la relation positive entre croissance et diffusion des produits, ce résultat montre qu'il est difficile de relier l'intensité de l'ouverture nationale et la croissance des marchés. L'offre étrangère est aussi présente sur les segments dynamiques de la demande que sur les produits en croissance plus lente (graphique 4).

(1) La lecture du graphique (prix, pénétration étrangère) est plus délicate. Si on raisonne sur les biens durables (meubles, voitures, équipement ménager) et certains semi-durables (chaussures, textiles), on peut lire une relation négative liée en fait à la singularité de la branche "équipement ménager". Ce résultat "local" est trop fragile pour confirmer l'hypothèse initiale.

GRAPHIQUE 4

CROISSANCE ET PARTAGE DU MARCHÉ INTERIEUR



Légende : voir page 8

Source : Comptabilité Nationale

On peut se demander si ce constat ne résulte pas d'un mauvais choix d'indicateur pour rendre compte de l'ouverture internationale. En particulier, prendre d'emblée un taux de pénétration moyen sur la période revient à "écraser" des évolutions temporelles propres à chaque produit en privilégiant les comparaisons entre branches au détriment des mouvements de spécialisation ou désengagement de l'offre nationale. Pour pallier cet inconvénient, le graphique a été repris en introduisant la variation des taux de pénétration sur la période 1959-1973 plutôt que leur niveau moyen (tableau 1).

TABLEAU 1

Croissance et modification du partage du marché intérieur

	Pénétration étrangère(1)	Consommation(2)
Produits agricoles	+ 0,5	+ 1,8
Produits agro-alimentaires	+ 4,5	+ 3,9
Parachimie, Pharmacie	+ 6,7	+ 10,5
Biens d'équipement ménager	+ 27,6	+ 9,7
Automobiles et transport terrestre	+ 17,9	+ 11,0
Textiles, Habillement	+ 15,7	+ 5,3
Cuir, Chaussures	+ 14,1	+ 4,9
Bois, Meubles	+ 12,3	+ 6,6
Transports	+ 3,2	+ 2,9
Télécommunications et postes	- 2,5	+ 7,9
Presse et Edition	+ 7,9	+ 4,3

(1) Variation absolue du taux de pénétration étrangère entre 1959 et 1973.

(2) Taux annuel moyen du volume de la consommation - 1959-1973.

Source : Comptabilité Nationale

Ainsi défini, l'indicateur confirme les résultats précédents et dégage les contre-performances enregistrées par l'offre nationale.

. l'évolution du taux de pénétration pour l'ensemble des biens de consommation est spectaculaire comparée aux autres branches du système productif. Parmi les plus bas en 1959, ils enregistrent les hausses les plus rapides sur la période.

. la poussée de l'offre étrangère a été particulièrement sensible sur les marchés au centre des transformations structurelles de la consommation (voitures, équipement du logement). Elle est tout aussi marquée sur des branches caractérisées par une demande intérieure moins dynamique (textiles - habillement, chaussures). L'offre nationale recule dans toutes les branches à l'exception des produits agricoles. Plutôt qu'un engagement plus ou moins marqué du système productif sur certains produits, l'ouverture internationale a entraîné un recul général de la spécialisation de l'offre dans les biens de consommation (INSEE 1981).

b) Un cercle "vertueux" consommation - prix

La relation liant rythme de la consommation et croissance des prix apparaît clairement négative : (graphique 3, quadrant. III) à un fort dynamisme de la demande est associée une faible croissance des prix (équipement ménager, voitures, meubles), inversement les produits dont la croissance apparaît durablement plus faible connaissent une évolution des prix plus défavorable (produits agricoles, agro-alimentaires). Si l'on classe les produits selon une nomenclature de durabilité, ceux-ci s'ordonnent bien sur la diagonale descendante du plan C selon une séquence distinguant les biens durables (habillement, textiles, chaussures) et des biens fongibles (viande, lait, produits agricoles). Enfin, le cas des services apparaît remarquable par sa position typique sur le graphique : à l'exception des services de télécommunications, ceux-ci se situent à l'extrémité de l'axe général du nuage de points, configuration associant une croissance parmi les plus faibles à une hausse tendancielle du prix relatif.

Comment peut-on expliquer cette cohérence des évolutions de croissance et prix ?

Il est évident que les consommateurs ont une responsabilité dans cet état de fait : les ménages développent d'autant plus leur consommation que l'évolution des prix est faible. Mais on peut se demander si cette explication rend compte à elle seule de ce qu'on observe. Il est intéressant de remarquer que l'axe général de la relation Consommation - prix semble avoir une pente plus marquée que ce qu'indiquent certains résultats économétriques portant sur la demande des ménages (résultats établis sur séries temporelles et non en coupe transversale - voir encadré 1).

ENCADRE 1

Les fonctions de consommation obtenues par ajustement des séries temporelles (Travaux de D.DARMON (1)) peuvent, en simplifiant (2), se représenter par la formule suivante :

$$\text{Log} \frac{C_{1i}}{C_{0i}} = \epsilon_i \cdot \text{Log} \frac{R_1}{R_0} + \eta_i \text{Log} \frac{P_{1i}}{P_{0i}} \cdot \frac{P_1}{P_0}$$

avec : C : Consommation en volume
 R : revenu (ou consommation totale)
 P : prix
 i : indice du poste de consommation
 0 et 1 : début et fin de période

ϵ et η sont les élasticités du poste i , respectivement par rapport au revenu et au prix relatif

Si TX est le taux de croissance annuel moyen de la grandeur X sur la période de 0 à 1 (η années), on a les approximations mathématiques suivantes :

$$\text{Log} \frac{X_1}{X_0} = \text{Log} (1 + TX)^\eta \simeq \eta \cdot TX$$

D'où la relation entre les taux de croissance moyens :

$$TC_i = \epsilon_i \cdot TR + \eta_i (TP_i - TP)$$

TC_i : croissance de la consommation
 TP_i : évolution des prix du poste i
 TP : évolution générale des prix

D'une consommation à l'autre, les élasticités-revenus sont très variables; en revanche, les élasticités-prix le sont moins, et on peut considérer qu'un chiffre de l'ordre de -0,3 convient assez généralement. D'où la relation :

$$TC_i = \epsilon_i \cdot TR - 0,3 \cdot TP_i + \text{cste}$$

(1) DARMON D. 1983 - La consommation des ménages à moyen terme - "Archives et documents" n°92.

(2) En négligeant les termes retardés et en adoptant systématiquement une loi de demande double-logarithmique.

Cet écart peut s'interpréter comme la permanence d'un effet de "structure" associant dynamisme de l'offre et croissance de la consommation : l'engagement du système productif dans les secteurs porteurs débouche sur une progression très différenciée des gains de productivité permettant au consommateur d'appuyer ses choix sur une déformation stable et régulière des prix relatifs (tableau 2).

TABLEAU 2

L'EVOLUTION DES PRIX RELATIFS EN LONGUE PERIODE. 1959 - 1973

en taux annuels moyens

	1959-1963	1963-1969	1969-1973
Produits agricoles	- 0,5	- 0,7	2,7
Viandes et produits laitiers	0,7	- 0,7	1,1
Autres produits agro-alimentaires....	- 0,8	- 1,0	- 0,9
Produits pétroliers	- 4,8	- 2,2	- 2,0
Electricité, gaz et eau	- 4,3	- 2,1	- 0,4
Parachimie, Pharmacie	- 2,2	- 2,2	- 3,7
Biens d'équipement ménager	- 5,7	- 5,0	- 4,4
Automobiles, transport terrestre	- 3,3	- 1,9	0,5
Textiles, Habillement	- 1,4	- 1,1	- 1,0
Cuir, Chaussures	- 1,0	- 0,7	0,7
Ameublement	- 1,4	- 1,1	- 1,0
Presse, Edition	1,3	2,6	1,0
Restauration, Hébergement	0,7	2,0	1,5
Transports	0,4	1,3	0,3
Services de logement	6,0	4,3	1,0
Services aux ménages	1,5	1,4	0,6

Source : INSEE

c) Croissance et diffusion des produits

A cette relation positive (croissance - prix) on peut associer une corrélation positive entre la croissance de la demande et le degré d'hétérogénéité (axe de pente positive sur le graphique 3. Quadrant IV).

Les biens les plus hétérogènes, c'est-à-dire ceux dont la diffusion est la plus réduite, ont enregistré une croissance rapide comparée aux biens "de masse" stabilisés sur une trajectoire moins favorable.

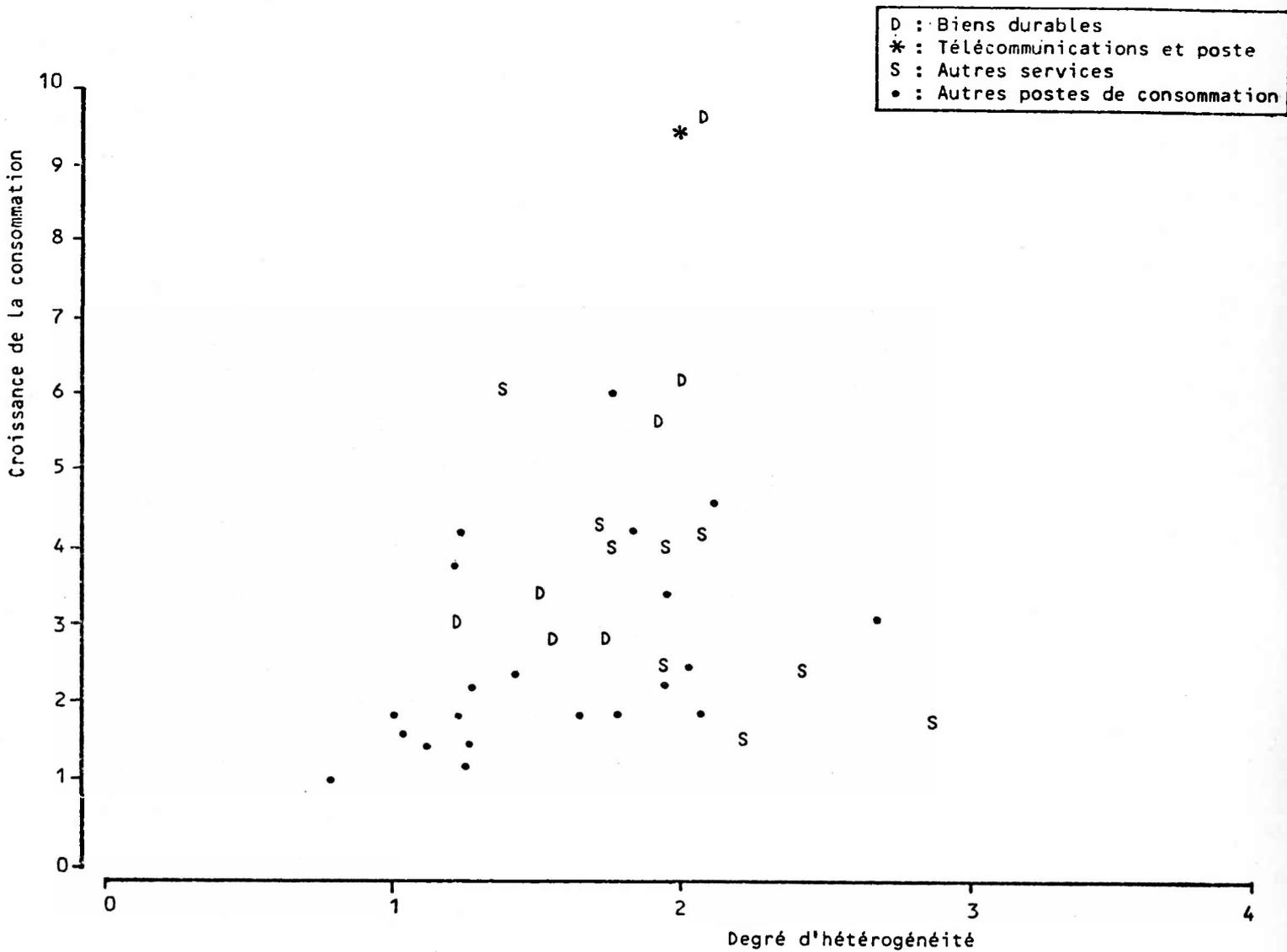
On peut remarquer que cette relation semble démentie par un ensemble de points, situés au-dessus de la diagonale du graphique c'est-à-dire caractérisés par une forte hétérogénéité et une croissance parmi les plus faibles. Ce contre-exemple s'éclaire si on lit la relation selon un classement opposant les biens durables aux services (graphique 5) : l'axe apparaît franchement positif pour les biens durables mais de pente négative pour les services. Ceux-ci se placent à contre-courant de l'évolution générale, plus leur diffusion est inégalitaire moins leur croissance est forte et leurs prix élevés (1).

On peut avancer l'idée que, dans ce secteur, l'hétérogénéité de la diffusion renvoie à la persistance de consommations *distinctives* liée à des effets prix défavorables. L'essor d'une consommation de masse semble verrouillée par la persistance d'un mode de production encore artisanal dont les "produits" s'échangent sur un marché peu concurrentiel.

(1) les télécommunications font exception à cette configuration. Il faut rappeler que leur croissance est liée à une décision publique motivée par la volonté de rattraper les autres pays européens dans la généralisation de l'usage du téléphone.

GRAPHIQUE 5

CROISSANCE ET MODE DE DIFFUSION DES PRODUITS
L'OPPOSITION BIENS DURABLES - SERVICES



Source : INSEE - Calculs CREDOC définitions des indicateurs pages 5 et 7

Mode de diffusion et saturation des besoins

Si l'on exclut les services de l'analyse, la relation liant croissance et hétérogénéité de la diffusion apparaît bien positive. Comment interpréter ce résultat ?

Un premier schéma explicatif pourrait se déduire des cohérences entre les fondements de la dynamique de la consommation de masse et les théories liant formation de l'offre et rythme de diffusion des biens (schéma évolutif du produit ou théorie du cycle du produit). Lecture séduisante à deux titres, elle relierait une dynamique "demande" à une logique "d'offre" et donnerait le cadre d'un mécanisme global capable de rendre compte simultanément des évolutions de croissance, prix, productivité et diffusion du produit : la croissance rapide de la consommation d'un bien s'expliquerait par une diffusion hétérogène débouchant sur un élargissement du marché, une offre efficace et donc une évolution favorable de son prix.

Cette grille d'interprétation semble en fait peu adaptée aux résultats. Et ce pour deux raisons :

- Elle se cale sur un horizon de court-moyen terme et met l'accent sur le profil de la croissance du produit, cadre assez différent de l'étude des tendances de long terme.
- Elle suppose une nomenclature détaillée des produits capables de capter les trajectoires de croissance de biens élémentaires. Cette condition n'est bien sûr pas remplie par la classification utilisée ici.

Une explication plus prometteuse peut en effet s'esquisser si on examine la relation à la lumière, non plus de l'opposition entre biens durables et services mais d'un classement des consommations selon un critère de saturation des besoins (graphique 6), c'est-à-dire utilisant une approche fonctionnelle de la consommation. (encadré 2)

ENCADRE 2
SIGNIFICATION DE LA NOMENCLATURE
PAR FONCTION

L'optique "fonctionnelle" consiste à classer les dépenses de consommation selon les besoins qu'elles satisfont : elles regroupent les produits complémentaires (simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin) ou substituables (moyen alternatif de satisfaire un même besoin). Ce faisant, on s'aperçoit que les "besoins" ainsi dégagés sont hiérarchisés selon une échelle allant des "biens de nécessité" aux "biens de luxe". Cette hiérarchie correspond à la croissance sur longue période.

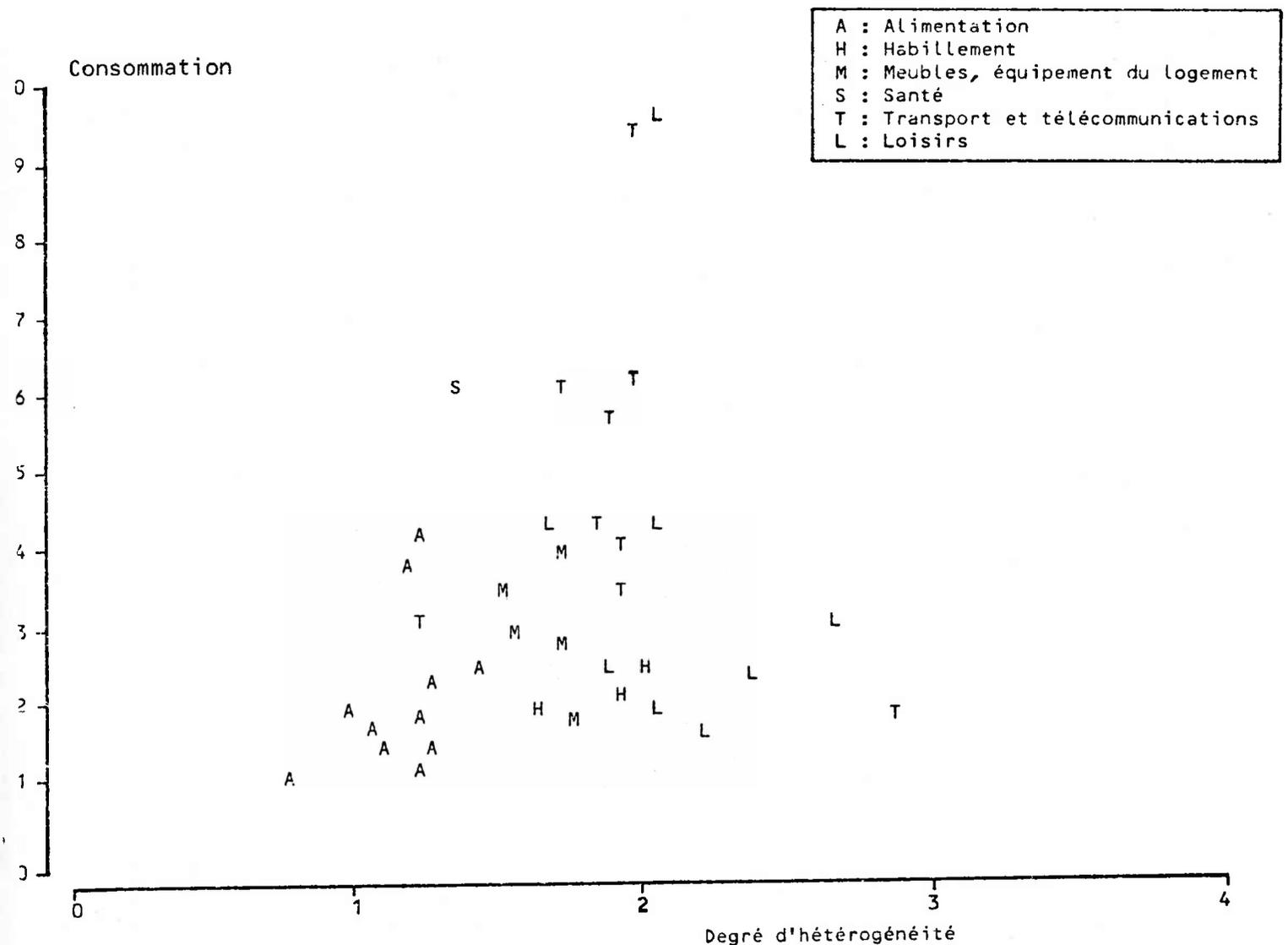
Les "biens de nécessité" (p. ex : Alimentation) ont connu une faible croissance, à l'inverse des "biens de luxe" (p. ex : Equipement de loisirs), en forte croissance. On peut aussi dire que cette hiérarchie correspond au degré de saturation des besoins : les besoins en biens de nécessité sont quasi-saturés, ceux en biens de luxe loin de la saturation. Concrètement, la liste suivante :

*Alimentation, Habillement, Logement et équipement du logement,
Transport, Loisirs.*

donne les principaux besoins, classés par degré de saturation décroissante. On a exclu de cette liste deux postes, pour lesquels le schéma proposé ne s'applique pas : Santé et Télécommunications.

On retrouve sur le graphique 6 la corrélation positive entre la croissance de la demande et le degré d'hétérogénéité de la diffusion. Les différentes fonctions, classées dans un ordre de saturation décroissante, se rangent assez bien le long de l'axe général.

GRAPHIQUE 6
CROISSANCE ET DIFFUSION DES PRODUITS
CLASSEMENT PAR GRANDES FONCTIONS



On trouve successivement les biens de "luxe" (loisirs) puis l'équipement de logement, les transports, l'habillement et enfin les biens alimentaires globalement. Le degré de saturation semble rendre compte du mouvement général. Il déterminerait donc conjointement la croissance et la diffusion des biens ; l'axe sous-jacent à ces deux dimensions ne concernerait donc pas des produits (d'ordre technique) mais des besoins (d'ordre socio-culturel). On peut remarquer que ce schéma évolutif n'est pas sans analogie avec les résultats tirés des analyses statiques de la structuration des budgets familiaux : les tendances qui caractérisent l'évolution temporelle de la consommation recourent les inégalités de structure liées à la hiérarchie des revenus des ménages (1), Dans les deux cas, semble être en jeu une hiérarchie des besoins, du plus élémentaire au superflu, qu'on peut interpréter en termes de degré de saturation.

Cette "uni-dimensionnalité" de la consommation s'explique sans doute par cette hiérarchie des besoins que révèle l'évolution des revenus des ménages (déformation de la structure de la consommation) ou l'inégale répartition des revenus dans la population (diffusion hétérogène dans la population). La croissance exceptionnelle des années soixante a permis une progression stable et soutenue des revenus réels propice à une déformation lente des modes de consommation.

Mais l'élévation du niveau de vie et la diffusion des besoins réalisée à l'occasion, n'ont pas été assez importantes pour résorber les écarts de structure de consommation liés à la persistance des inégalités de revenus entre ménages. Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, d'observer l'hétérogénéité de consommation la plus grande dans les fonctions caractérisées par un contenu important en services, secteur où des conditions d'offre trop négatives viennent contrarier le schéma de diffusion au sein de la population.

(1) Les travaux de GLAUDE (1984) ont montré qu'on ne pouvait réduire les différences observées dans les budgets des ménages à des écarts de revenus. Néanmoins, ce facteur de différenciation est suffisamment puissant pour être retenu en première approximation.

*

*

*

Depuis la dernière guerre, l'ensemble des économies occidentales a connu un très fort développement qui s'est traduit par une croissance continue d'une ampleur jamais observée auparavant : de 1959 à 1973, le pouvoir d'achat des ménages français a été multiplié par plus de 2. Cette longue période de croissance montre de très grandes régularités dans l'évolution structurelle de la consommation dont rend compte correctement la théorie du consommateur : sur le long terme, la demande impose sa loi, qui est celle de la hiérarchie des besoins : ceci est bien connu.

On est sans doute moins conscient du rôle de la hiérarchie des besoins dans le domaine des inégalités de consommation. L'intérêt de la corrélation entre consommation et hétérogénéité de la diffusion est de montrer qu'il existe, sur les phénomènes de répartition de la consommation dans la population, un point de vue certes très global, mais qui en donne une vision recoupant celle acquise sur les faits d'évolution. Les différences de comportement des consommateurs sont assez bien connues à travers les enquêtes auprès des ménages : on sait que dans cette différenciation des facteurs nombreux et divers interviennent : revenu, catégorie socio-professionnelle, taille et composition du ménage, âge, habitat citadin ou rural, etc.

Aussi la force de la corrélation entre consommation et hétérogénéité de la diffusion peut surprendre : la répartition dans la population d'une consommation se module en fonction de ses caractéristiques évolutives. Cette observation traduit-elle simplement le poids du facteur "revenu" dans les inégalités de consommation ? Signifie-t-elle, plutôt, que par rapport au reste de la population, les cadres supérieurs disposent d'une pluralité d'avantages, différents par leur nature (par exemple : facilité d'accès géographique ou socio-culturel, niveau d'instruction etc), mais cumulatifs ? Ceci renvoi évidemment à des analyses sur des données plus

riches, mais d'ores et déjà on peut établir un pont entre les études de diffusion des consommations et celles sur les évolutions macro-économiques, et même penser utiliser les secondes comme cadrage pour les premières.

Sur un autre point l'étude de la période 1959 - 1973 permet de rompre l'isolement de la théorie du consommateur. En effet, dans la relation offre-demande de moyen terme paraissent intervenir certains mécanismes qui ont été jusqu'ici peu décrits, en tout cas sans les situer dans l'évolution globale du budget des ménages.

Le premier de ces mécanismes concerne la situation particulière des services, du point de vue de leur répartition dans la population en liaison avec leur évolution : certains services, du fait des conditions défavorables de l'offre (notamment en matière de prix) voient leur diffusion avorter : ils restent confinés dans les catégories supérieures, et stagnent ou même régressent. On a ainsi le point de départ possible d'un modèle de l'influence des facteurs d'offre sur la diffusion et les inégalités de consommation.

Le second mécanisme apparaît à l'analyse de la relation entre l'évolution de la consommation et celle des prix. L'examen de la période 1959 - 1973 suggère à propos de cette relation qu'elle ne semble pas être uniquement le fait des comportements des consommateurs, mais aussi en partie d'une réaction du système productif. C'est là l'idée de "cercle vertueux", voire de "fordisme", mais concernant assez généralement l'ensemble des postes de consommation, et non limité à un champ étroit (biens d'équipement). Si cette piste empirique se confirme il y aurait donc lieu d'envisager dans l'équilibre offre-demande de moyen terme une réaction de l'offre aux dynamismes de la demande.

Ainsi, dans le développement de la consommation de 1959 à 1973, certaines structures peuvent se lire, qui ne concernent pas uniquement la demande, mais correspondent à des interactions entre offre et demande. Comme on va le voir, à partir de 1973, la "crise" va perturber ces structures.

CHAPITRE II

CHAPITRE II

L'ADAPTATION DU CONSOMMATEUR DANS LA CRISE
OU COMMENT LES CONSOMMATEURS NEGOCIENT LEURS "ROUTINES"

L'approfondissement de la crise depuis 1973, par les tensions affectant la progression des revenus, les chocs répétés sur les prix, a entraîné une transformation progressive de l'environnement économique des ménages. Comment ceux-ci ont-ils réagi ? En quoi l'adaptation des modes de consommation a-t-elle remis en cause les tendances antérieures ? C'est à cette synthèse des grandes évolutions de la consommation dans la crise que ce chapitre est consacré. S'intéressant aux tendances, l'analyse sera de moyen terme. En particulier, on négligera les adaptations transitoires des comportements, qu'elles soient liées aux à-coups des ressources des ménages (Chapitre III) ou à l'instabilité des prix internationaux (L'HARDY - TROGNON, 1980).

1. Des déformations lentes mais puissantes

L'impression générale qui se dégage d'un premier examen des agrégats est celle d'une profonde inertie (Tableau 3). Alors que le rythme de croissance de l'économie est divisé par deux après 1973, puis baisse à nouveau de moitié après le second choc pétrolier, la consommation ne s'ajuste qu'avec retard.

Les dépenses des ménages progressent jusqu'en 1979 à un rythme voisin de 4% par an, soit plus d'un point au-dessus de la croissance du PIB. Elles demeurent soutenues malgré le ralentissement de la croissance. Le second choc pétrolier se répercute plus brutalement. Le rythme de la consommation fléchit de moitié (de 3,8% à 1,7% par an, soit une progression trois fois inférieure à la période "d'avant-crise") mais reste supérieur à la progression du PIB.

Plusieurs facteurs ont donc contribué à amortir le choc de la crise sur la consommation.

TABLEAU 3

Croissance, Revenus et Consommation - prix 1970
(taux annuels moyens)

	1969-1973	1973-1979	1979-1984
PIB	5,9	2,8	1,1
Revenu disponible brut des ménages	6,6	3,6	1,1
Consommation	5,6	3,8	1,7
Contributions à la croissance du PIB *			
	1974-1979	1980-1984	
Consommation des ménages	2,3	1,1	
FBCF ménages	0	-0,2	
FBCF entreprises	0,2	+0,1	
Demande des administrations	0,4	+0,2	
Variations de stocks	-0,1	-0,1	
Exportations	1,3	+0,8	
Importations	-1,3	-0,8	
PIB	2,9	1,1	
* La contribution de chaque poste à la croissance du PIB est égale à son taux de croissance pondéré par sa part dans le PIB. Les taux moyens sont obtenus par moyenne arithmétique des taux annuels.			

Source : Comptes nationaux

Inertie des revenus et déclin de l'épargne

D'une part, la dérive des conditions de répartition des revenus a permis de différer l'ajustement du pouvoir d'achat. Aussi bien les revenus primaires que les prestations sociales soutiennent jusqu'en 1980 la croissance des ressources financières des ménages. Le second choc pétrolier est au contraire le signe d'une cassure durable dans la progression des revenus. La stabilisation, puis le retournement du partage de la valeur ajoutée, une dérive moins accentuée des revenus indirects, entraînent une montée brutale des contraintes financières : la progression des revenus fléchit, en termes réels, de 3,6% à 1,1% par an, soit un taux six fois inférieur à la période "d'avant-crise" (6,6% par an).

TABLEAU 4
Formation du revenu disponible des ménages - prix 1970*
(taux annuels moyens)

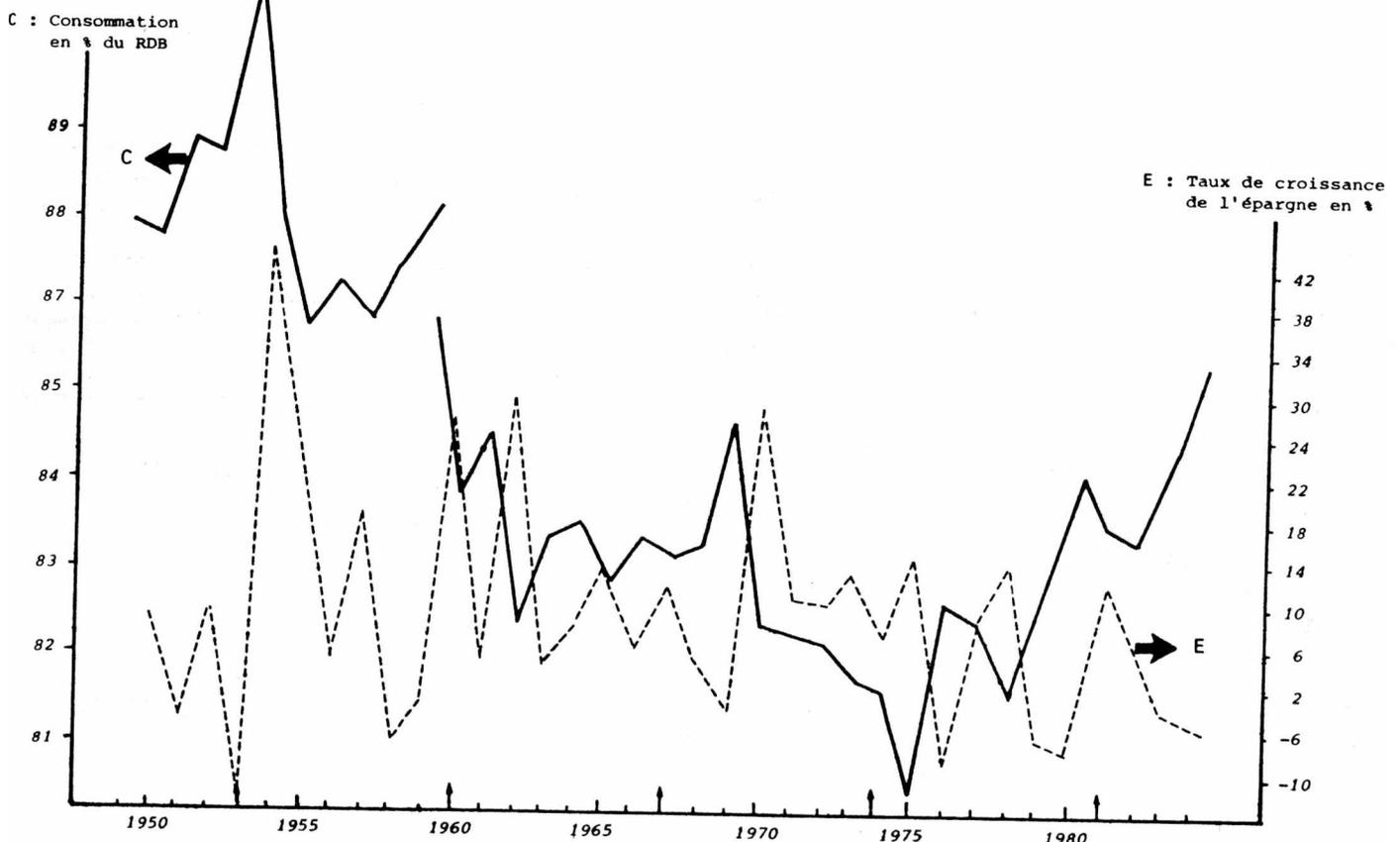
	1973-1979	1979-1984
Revenus primaires	3,2	0,7
Prestations sociales	7,1	3,7
Revenu disponible brut	3,2	0,7

* Le déflateur utilisé est l'indice des prix de la consommation des ménages.

Source : Comptabilité Nationale

Deuxième facteur favorable à la consommation, la baisse de l'épargne, est venue amortir les tensions nées de la décélération des revenus (Graphique 7). Placés devant une croissance des ressources plus lente et surtout, depuis 1980, plus incertaine, les ménages ont préféré conserver leur mode de consommation en ajustant l'épargne. Au-delà des fluctuations conjoncturelles, la hausse tendancielle de la propension à consommer depuis 1975 traduit de manière synthétique la persistance d'un tel comportement (Graphique 7).

GRAPHIQUE 7
Propension à consommer et évolution de l'épargne en termes réels



Source : Comptabilité nationale

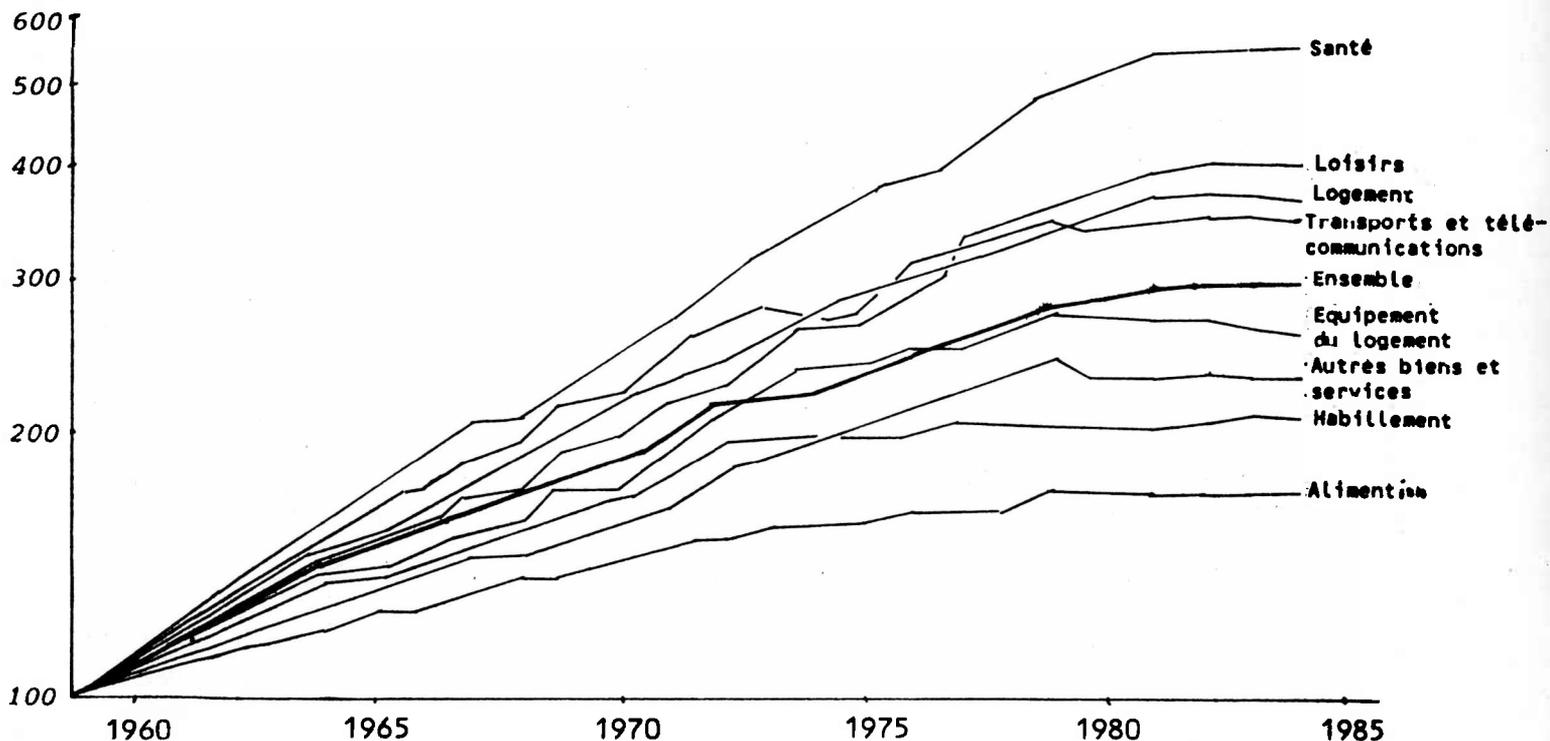
L'inertie du mode de consommation

Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, de ne pas observer de bouleversements massifs des structures de consommation après 1973 (Graphique 8). La hiérarchie des dépenses caractéristique de la période de croissance se retrouve dans la crise. L'alimentation croît à un rythme sensiblement inférieur à l'ensemble, on trouve en position moyenne l'équipement du logement, les transports et télécommunications. Enfin, le dynamisme des fonctions de santé et loisirs se poursuit après 1973. Dans l'ensemble, les régularités de croissance n'ont guère été entamées par les coups de freins successifs donnés à la progression des revenus.

GRAPHIQUE 8

Les tendances de l'évolution de la consommation
par fonction - indices de volume - base 100 = 1959

CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PAR FONCTION Indices de volume, base 100 en 1959



Source : Comptabilité Nationale

Cette vision d'ensemble doit cependant être nuancée par l'examen plus fin des évolutions depuis 1973. On a décomposé à cet effet les dépenses de consommation par fonction pour les périodes 1969 - 1974 ("cycle" de croissance précédant la crise) et les deux périodes de crise : 1973 - 1979 (ralentissement de la croissance des revenus des ménages) et 1979 - 1984 (contraction du pouvoir d'achat) (1). Entre parenthèse figurent les différentiels de croissance entre la fonction considérée et la consommation totale.

TABLEAU 5
 Consommations par fonctions. Prix 1970
 Taux de croissance moyens annuels

en %

1969 - 1974		1974 - 1979		1979 - 1984	
Santé	8,4 (3,2)	Santé	7,3 (3,3)	Santé	5,7 (4,0)
Loisirs & Culture	7,5 (2,3)	Loisirs & Culture	6,3 (2,3)	Logement	3,2 (1,5)
Equipement du Logement	6,8 (1,6)	Transports & Télécom.	5,5 (1,5)	Loisirs & Culture	2,5 (0,8)
Logement	6,3 (1,1)	Logement	5,0 (1,0)	<u>Consommation totale</u>	1,7 -
Autres biens & Services	5,5 (0,3)	Autres biens & Services	4,3 (0,3)	Transports & Télécom.	1,6 (-0,2)
Transports & Télécom.	5,3 (0,1)	<u>Consommation totale</u>	4,0 -	Alimentation	1,0 (-0,7)
<u>Consommation totale</u>	5,2 -	Equipement du Logement	2,6 (-1,4)	Habillement	0,4 (-1,3)
Habillement	3,2 (-2,0)	Alimentation	1,8 (-2,2)	Equipement du Logement	-0,8 (-2,5)
Alimentation	2,4 (-2,8)	Habillement	0,8 (-3,2)	Autres biens & Services	-1,3 (-3,0)

Source : INSEE

Premier trait caractéristique, le ralentissement de la consommation a pesé d'une manière inégale sur les différentes fonctions. La hiérarchie des taux de croissance observable avant 1974, se modifie dans la crise. Plusieurs fonctions ont vu leur progression stoppée, voire inversée après 1979. C'est le cas de "l'équipement du logement", poste des plus dynamiques avant 1974 dont la croissance chute puis devient

(1) L'analyse est menée ici dans une optique de moyen terme. Le problème spécifique posé par la politique de relance menée en 1981-82 sera abordé au chapitre III.

négative à partir du second choc pétrolier, des "autres biens et services" (1) qui régressent brutalement après 1979 et des dépenses d'habillement, dont le développement plus modéré avant la crise, a connu un coup d'arrêt dès 1973.

Deuxième trait caractéristique, la crise a débouché sur un alignement de la progression des dépenses par fonction. Mis à part les cas précédents, le ralentissement de la consommation a porté sur les postes les plus dynamiques de la période de croissance (loisirs - culture, transports, télécommunications); inversement les postes plus inertes avant 1974 se maintiennent mieux dans la crise. Il est intéressant de remarquer que le resserrement des taux de croissance intervient surtout après 1979. La hiérarchie des dépenses est aussi ouverte avant 1973 qu'après le premier choc pétrolier ; elle se ferme après le second.

On peut y voir l'effet des deux temps de la crise en fonction de l'évolution des revenus : confrontés à un ralentissement du pouvoir d'achat les ménages ont d'abord cherché à préserver les consommations antérieures puis des tensions durables sur des revenus jugés plus incertains les ont poussés à opérer des réaménagements plus profonds touchant l'ensemble de la consommation.

Comment peut-on les interpréter ?

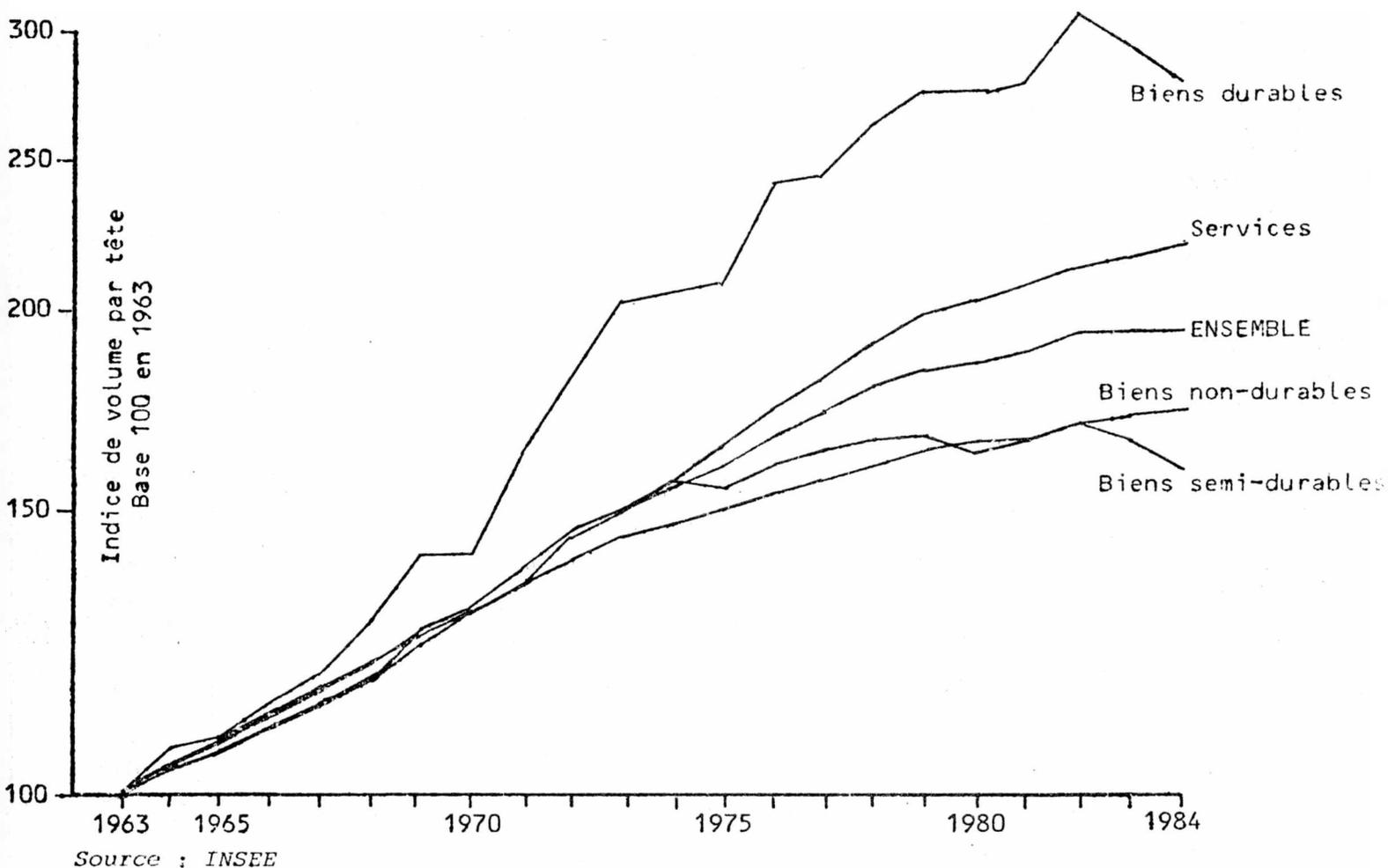
Une première lecture pourrait se déduire de l'opposition entre biens durables et reste de la consommation. L'idée de distinguer les biens durables est traditionnelle. A court terme, ceux-ci, dont les achats peuvent être décalés dans le temps sont les plus sensibles à l'état de la conjoncture. A moyen terme, une sensibilité élevée aux variations de revenus peut entraîner un ralentissement tendanciel des achats en période de croissance lente.

Un tel effet semble apparaître au vu des tendances de la consommation classée selon le critère de durabilité (graphique 9). Les biens durables sont caractérisés par une croissance vigoureuse dans les années soixante, suivi d'une cassure nette dès 1973. Leur croissance devient plus instable mais surtout plus lente qu'auparavant. Inversement les autres biens et services croissent lentement mais plus régulièrement sur l'ensemble de la période.

(1) Produits divers, soins personnels, voyages touristiques.

GRAPHIQUE 9

Evolution de la consommation classée par durabilité.



En fait, ce point de vue semble trop grossier pour rendre compte de la diversité des ajustements. Le tableau 6 reprend non plus par fonction, mais par produit les évolutions caractéristiques depuis 1973. Il est clair que le critère de durabilité reste très insuffisant pour expliquer le profil des ajustements :

- D'une part, le ralentissement et l'instabilité de la croissance dépasse largement les biens durables. Ceux-ci touchent également certains biens semi-durables (chaussures, habillement) voire plusieurs catégories de services (soins personnels, restauration - hébergement).
- D'autre part, les consommations de biens durables sont très hétérogènes. Si plusieurs chutent durement dès 1973 (motos, voitures, machines à laver), certains conservent une croissance plus modérée (appareils d'équipement ménager, lave-vaisselle) voire plus vigoureuse (biens d'équipement de loisirs).

TABLEAU 6
 Consommations des produits - prix 1970.
 Taux de croissance annuels moyens.

en %

	1963-1973	1973-1979	1979-1983
Automobiles	7,2	2,8	2,6
Téléviseurs	11,6	10,6	2,7
Réfrigérateurs congélateurs	4,7	3,4	0,4
Machines à laver	11,2	0,4	- 0,2
Lave-vaisselle	35,5	8,4	1,7
Meubles	8,7	5,3	- 0,6
Autres biens durables importants	4,6	7,2	3,8
Biens durables importants	7,4	5,3	1,7
Textiles cuirs	2,9	0,5	0,5
Autres biens semi-durables	7,3	3,8	- 1,6
Biens semi-durables	4,3	1,8	- 0,4
Energie y compris sylviculture	8,0	2,7	0,4
Autres biens non durables non alimentaires	6,3	3,6	3,3
Biens non durables non alimentaires	6,9	3,2	2,2
Alimentation	2,0	1,3	0,4
Biens non durables	3,8	2,1	1,2
Locations de logements	5,9	4,8	3,5
Services de santé	6,8	7,1	4,3
Transports en commun et P.T.T.	3,2	6,1	5,2
Services des hôtels cafés rest. Cant. Foyers	1,6	2,3	0,2
Autres services	3,2	4,4	- 1,4
Services	4,2	4,9	2,2
Consommation totale	4,3	3,4	1,4

Au total, le critère de durabilité ne débouche pas sur une interprétation claire de l'hétérogénéité de croissance des produits. Au contraire, ce sont les évolutions des fonctions sous-jacentes qui rendent compte plus précisément des tendances de la consommation. La résistance des biens de loisirs et culture renvoie au développement de la fonction "loisirs"; la contraction des dépenses d'équipement ménager, mais aussi des services associés s'interprète comme le recul du pôle "équipement du logement". On retrouve là un résultat traditionnel des études empiriques de la consommation : une nomenclature fonctionnelle se révèle la mieux adaptée à l'étude des tendances de moyen terme.

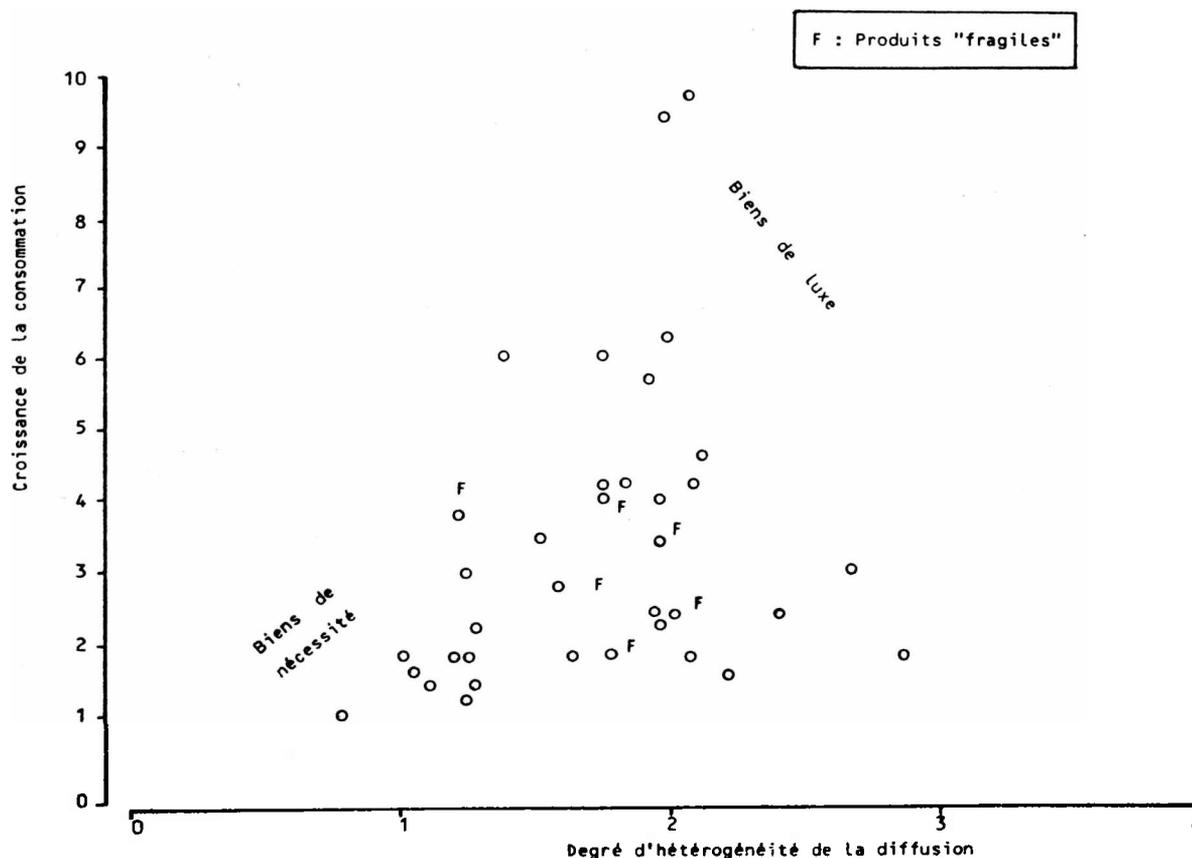
Plus fécond est de chercher alors une explication d'ordre général dans une confrontation des tendances de la consommation avec un classement des produits établis selon le critère de saturation des besoins utilisés au chapitre I.

Si l'on ne retient que les mouvements significatifs, on peut résumer les ajustements de la consommation selon trois grands types :

- . les postes "*fragiles*" dont la croissance a marqué un coup d'arrêt durable à partir de 1973, qu'ils soient auparavant en progression soutenue (équipement du logement) ou plus modérée (habillement).
- . les postes "*réguliers*" dont les rythmes de croissance n'ont pas été remis en cause par la crise (biens semi-durables à l'exception de l'habillement - biens non durables).
- . enfin les produits "*sensibles à la conjoncture*" des ménages, caractérisés par une progression plus soutenue mais très instable depuis 1973 (équipement de loisirs, voitures).

Il est frappant de constater que globalement ces trois catégories s'ordonnent assez bien selon un critère de degré de saturation du besoin des consommateurs (graphique 10).

GRAPHIQUE 10
Croissance et hétérogénéité
Les produits "fragiles"



Source : INSEE - Calculs CREDOC Définition des indicateurs pages 5 et 7

Les produits fragiles sont en position intermédiaire sur l'axe retraçant le degré de saturation des besoins des consommateurs. Le déclin de leur consommation semble renvoyer à des besoins jugés superflus face à la contraction des revenus. On peut remarquer que cette remise en cause des besoins ne touche ni les "routines de consommation" portant sur les biens de nécessité ni les biens de luxe définis par une hétérogénéité importante de la diffusion au sein de la population.

Les produits sensibles à la conjoncture sont eux caractérisés par un degré d'hétérogénéité élevé mais non extrême. La diffusion dans la population se poursuit après 1973 selon un rythme moins soutenu et fortement lié aux à-coups des revenus réels.

2. Crise et instabilité des prix relatifs

Les tendances de la consommation ont été jusqu'ici commentées en privilégiant le rôle joué par l'évolution des revenus. Or, si les études historiques montrent le rôle crucial joué par le niveau et la régularité des revenus on a pu souligner au chapitre I l'importance des prix. Le mode de consommation n'a pu se transformer dans les années de croissance que parce qu'il s'est appuyé sur des conditions d'offres favorables et une évolution stable des prix relatifs.

Qu'en est-il dans la crise ?

Répondre d'une manière rigoureuse est une tâche qui dépasse cette étude. cela impliquerait d'avoir simultanément une bonne connaissance des ajustements d'offre et des comportements de prix des branches, complétée d'un outil permettant d'isoler les effets "purs" des prix sur le comportement des consommateurs. A défaut de tels résultats, on axera le commentaire dans deux directions plus empiriques. La première montrera à travers les tendances de l'évolution des prix, l'originalité de la crise par rapport aux années de croissance. Elle sera complétée par la construction de graphiques de corrélations résumant les cohérences que l'on peut établir entre évolution des prix et consommation.

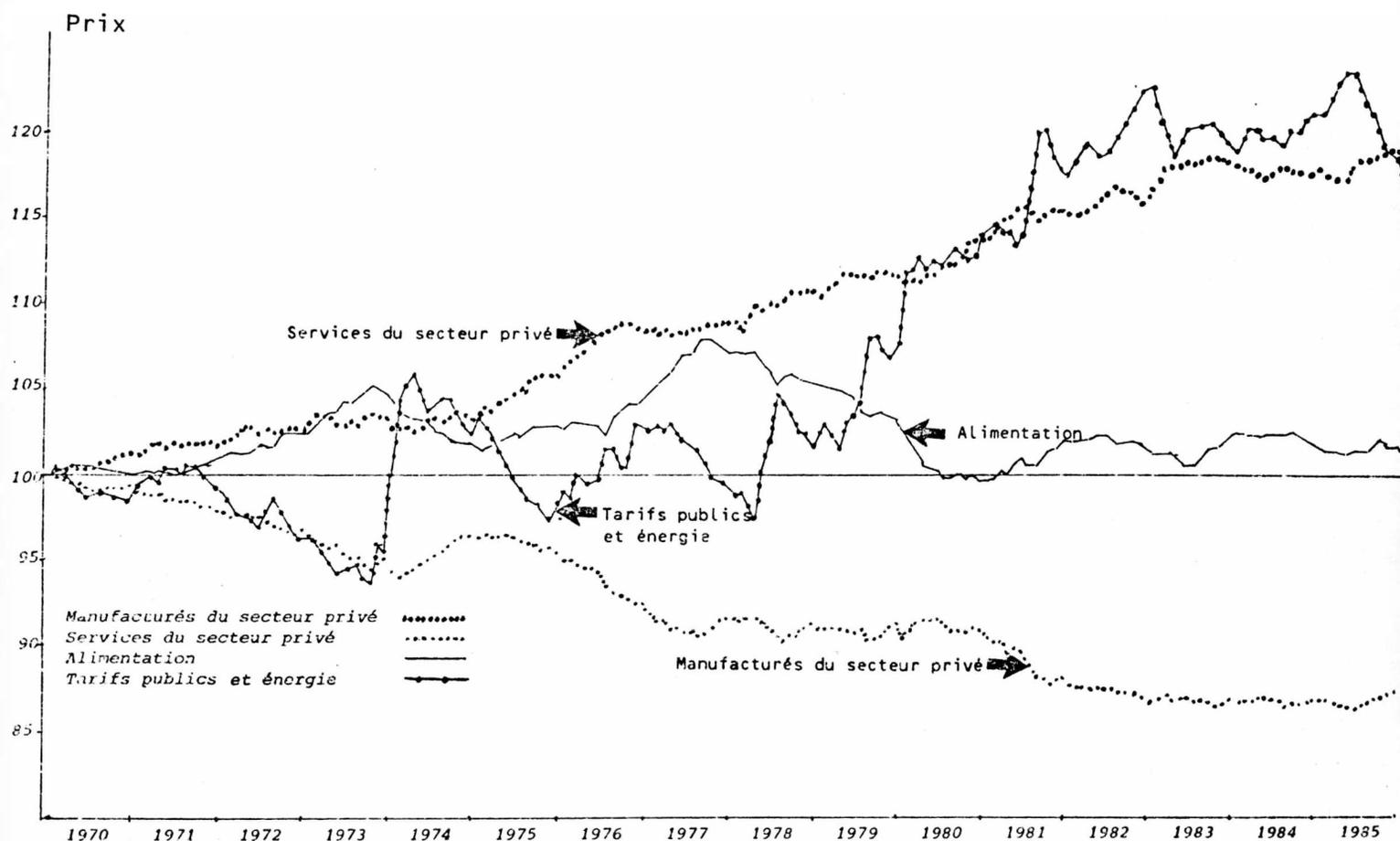
2.1. Inertie des prix relatifs

Le graphique 11 retrace l'évolution des prix relatifs de la consommation classée en quatre catégories de produits. On distinguera :

- . Les produits énergétiques et les services publics, tarifs relevant de décisions gouvernementales.
- . Les services privés
- . Les produits alimentaires
- . Les biens industriels.

GRAPHIQUE 11

Prix relatifs la consommation base 100 - janvier 1970



Source : INSEE

Avant 1973, le mouvement général dans les pays industrialisés était la baisse régulière des prix relatifs des produits industriels et la hausse régulière de ceux du tertiaire. Hormis le cas spécifique de l'énergie, on observe que la configuration générale des courbes reste stable dans la crise :

- . les prix des services du secteur privé s'inscrivent dans une tendance régulière de hausse ;
- . le prix des produits alimentaires présente des oscillations de grande ampleur autour d'une évolution proche du niveau général des prix ;
- . enfin, le prix des produits industriels décroît sur l'ensemble de la période.

Cette impression d'inertie doit cependant être nuancée. Si l'on écarte de l'analyse les produits énergétiques (influence directe des chocs pétroliers de 1974 et 1980) et les services publics, le profil des produits industriels et des services privés présente deux singularités. La première est visible sur les deux chocs pétroliers 1974 et 1980. Les perturbations entraînées par la hausse brutale des prix extérieurs se traduisent par un relèvement rapide du prix relatif des biens industriels et une baisse ou un ralentissement de la hausse du prix des services. Ces fluctuations conjoncturelles renvoient bien sûr à la sensibilité inégale des secteurs aux prix des matières premières et ne débouchent pas sur une remise en cause des tendances. (1)

Par contre, les courbes présentent des inflexions intéressantes à moyen terme. La baisse du prix relatif des produits industriels est moins régulière depuis 1973 que sur les années de croissance. Elle s'interrompt après le premier choc pétrolier pour reprendre en 1981. Symétriquement la hausse du prix relatif des services présente une inflexion caractéristique en 1976. Elle se poursuit à un rythme ralenti mais régulier sur les années suivantes. Au total les prix relatifs entre industries et services présentent dans la crise des fluctuations que l'on peut rapprocher des phases de l'inflation (Tableau 7). L'accélération de la hausse des prix après 1973 a été l'occasion pour l'industrie d'enrayer la dégradation tendancielle des prix relatifs et inversement l'avance de la désinflation après 1981 est venue peser sur les prix industriels. A moyen terme le comportement de l'industrie rythme donc l'amplitude des déformations de la structure de prix. Celle-ci serait forte avant 1973, plus faible entre les deux chocs pétroliers puis s'ouvrirait à nouveau après 1981.

(1) *Les fluctuations sont plus atténuées lors du second choc pétrolier. On peut l'expliquer par un facteur spécifique aux années 1979-1980-1981 : la libération des prix des services du secteur privé s'est effectuée progressivement à partir de 1979. Elle a pu alimenter des tensions inflationnistes dans le secteur et stabiliser l'évolution du prix relatif.*

TABLEAU 7

Evolution des prix relatifs entre les services et les produits
de l'industrie manufacturière

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
(1) prix relatifs services/ manufacturés	2,4	-1,5	3,4	6,0	1,3	2,1	0,9	2,1	4,8	2,7	1,3
(2) Taux d'inflation	8,5	15,2	9,6	9,9	9,0	9,7	11,8	13,6	14,0	9,7	9,3

(1) *Rapport des accroissements annuels.*

Source : INSEE

(2) *Hausse intra-annuelle des prix de détail - indice des 295 articles.*

2.2 L'instabilité des prix industriels

L'analyse plus fine des prix relatifs par produit confirme le schéma esquissé ci-dessus. Le tableau 8 décrit, par sous périodes (1963 - 1973, 1973 - 1979, 1979 - 1983) l'évolution des prix d'une douzaine de produits caractéristiques du point de vue de la consommation des ménages ainsi que de l'ensemble des produits classés selon un critère de durabilité. L'indicateur est la différence entre les taux annuels moyens de hausse de prix du produit considéré et de la consommation totale. L'écart-type des taux par sous périodes donne une mesure synthétique de la dispersion des prix relatifs. Confirmation du schéma précédent, l'indicateur baisse entre 1973 et 1979 pour retrouver une valeur identique à celle de la période de croissance après 1979. De plus, le tassement de la hiérarchie des prix après 1973 apparaît bien lié à l'instabilité des prix des produits industriels :

TABLEAU 8

L'instabilité des prix relatifs dans la crise
(écart par rapport à la tendance moyenne de la consommation totale)
(en % par an)

1963 - 1973 (écart-type = 3,6)	1973 - 1979 (écart-type = 2,8)	1979 - 1983 (écart-type = 3,6)
Réfrigérateurs -8,6		Téléviseurs -10,6
Téléviseurs -8,4		
Machines à laver -8,0		
	Téléviseurs -6,4	
	Lave-vaisselle -6,3	
	Machines à laver -4,7	Lave-vaisselle -4,7
Lave-vaisselle -3,8	Réfrigérateurs -3,1	
Biens durables -2,5		Biens durables -2,6
		Machines à laver -2,6
Energie -1,6		Transports-télécom. -2,5
Meubles -1,6		Textile -Cuirs -1,7
Biens non durables non alimentaires -1,2	Logements -1,4	Réfrigérateurs -1,6
Textile -Cuirs -1,0	Biens durables -1,2	Automobiles -1,0
Biens semi-durables -1,0		Biens semi-durables -0,9
Automobiles -0,9		Meubles -0,7
Biens non durables -0,5	Meubles -0,2	Logements -0,5
	Services -0,1	Alimentation -0,4
	Transports-Télécom. +0,1	
Transports-Télécom. +1,1	Biens semi-durables +0,1	
	Alimentation +0,1	
Santé +1,3	Textile-Cuirs +0,3	
	Biens non durables +0,4	Services 0,4
Service privés -,-		
	Santé +0,8	Biens non durables 0,4
Services +1,9	Biens non durables non alimentaires +0,9	
Logements +3,2	Automobiles +1,6	Santé +1,2
	Services privés +1,7	Biens non durables non alimentaires +1,4
	Energie +4,4	Services privés +2,0
		Energie +4,3

Source : INSEE

- Sur la période 1963 - 1973, on retrouve la hiérarchie des prix examinée au chapitre I. Les produits s'ordonnent selon un classement clair, en fonction d'un critère de durabilité : on trouve d'abord, les biens durables, puis semi-durables, non-durables et enfin, les services.
- Le schéma est brouillé par le comportement des prix industriels après 1973. D'un côté, la baisse du prix relatif des biens durables est enrayée avec l'accélération de l'inflation. Trait plus significatif, les autres produits industriels enregistrent une légère hausse des prix relatifs qui les placent dans une situation plus défavorable que l'ensemble des services.
- On retrouve après 1979 une configuration des prix proche de la période de croissance. Seuls, les biens non-durables paraissent "à la traîne" alors que les services enregistrent une hausse plus modérée des prix relatifs.
Enfin, on peut remarquer que certains produits ont connu des évolutions singulières sur l'ensemble de la période, qu'elles aient été marquées par une régularité exceptionnelle (bonnes performances des biens d'équipement ménager, transports, télécommunications) ou par une instabilité particulièrement importante (automobiles, textiles - cuirs).

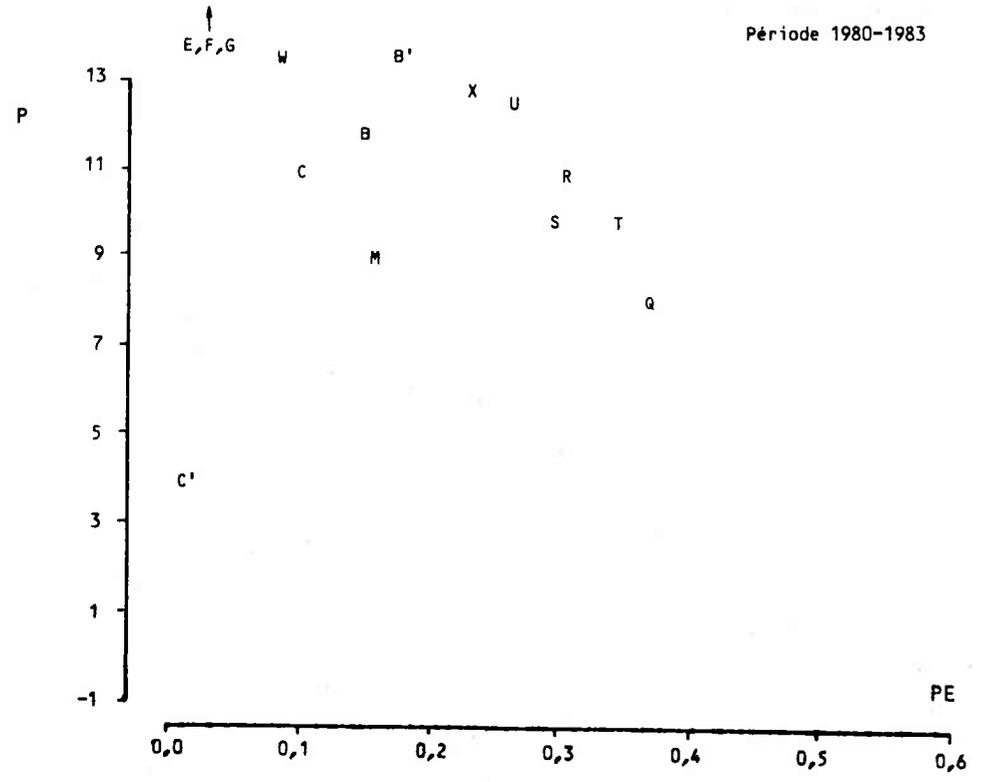
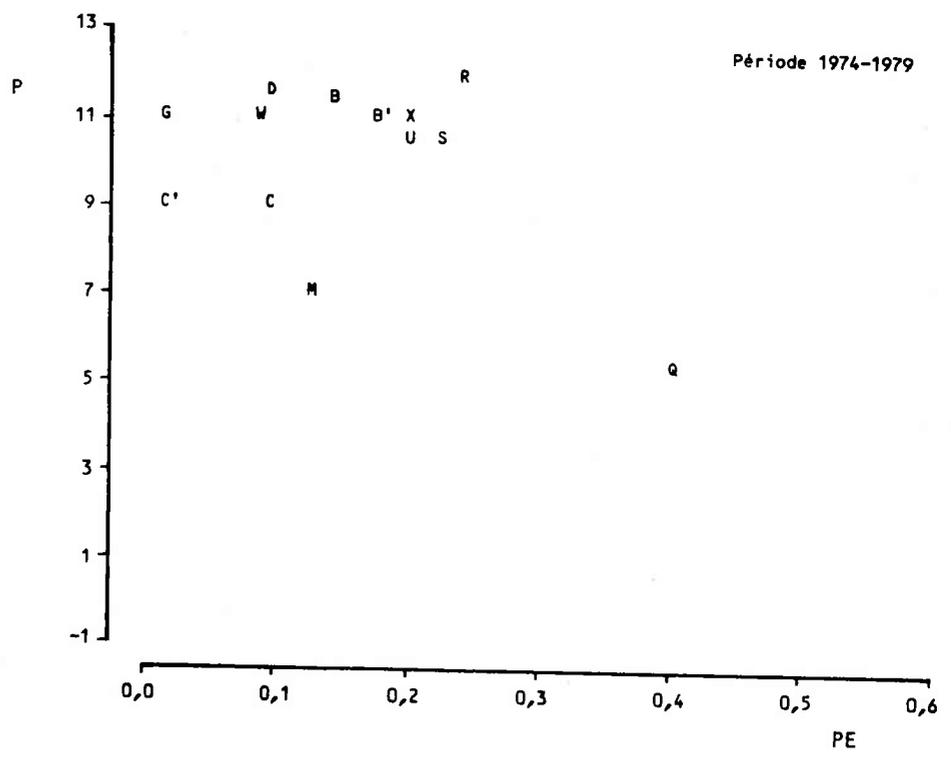
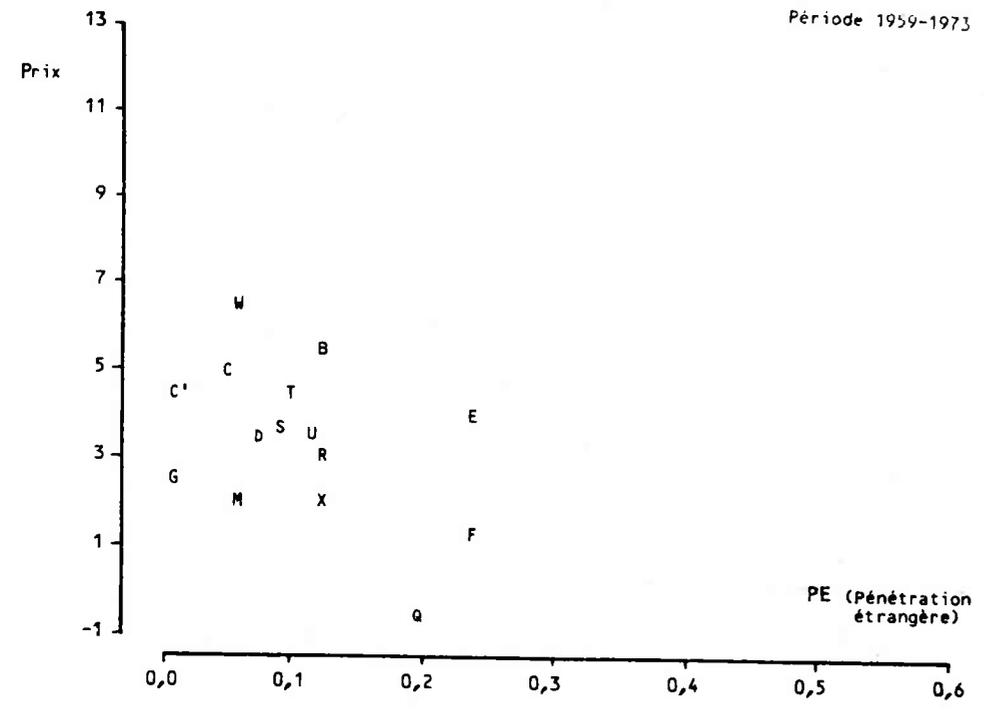
Instabilité des prix et contrainte extérieure

Expliquer la variété des comportements de prix devient difficile dès que l'on dépasse l'analyse macro-économique. Ajustement des facteurs de production, comportement de marge, rôle des pouvoirs publics se conjuguent au niveau de la branche pour déterminer le prix du produit. A défaut d'étudier l'ensemble de ces facteurs on peut tester une idée simple reliant les mouvements de prix relatifs à l'ouverture internationale des marchés. L'intensité de la contrainte extérieure a-t-elle été un facteur dominant de l'évolution des prix relatifs ? Le chapitre I a pu montrer qu'une telle relation ne se dégagait pas clairement avant le premier choc pétrolier. Afin d'étudier la période de crise, le graphique 3 (page 8) a été actualisé sur les années 1973 - 1979 et 1980 - 1983. Les indicateurs sont identiques :

- . taux de pénétration étrangère moyen sur la période.
- . taux moyen de hausse de prix à la consommation (nomenclature de branches)

Afin de rendre la comparaison plus facile, les trois graphiques de corrélations sont reproduits côte-à-côte ci-contre.

Prix relatifs et contrainte extérieure



- Agriculture, sylviculture, pêche B
- Viande et produits laitiers C
- Autres produits agricoles alimentaires ... D
- Combustibles minéraux solides, coke E
- Produits pétroliers, gaz naturel F
- Electricité, gaz et eau G
- Parachimie, pharmacie M
- Biens d'équipement ménager Q
- Automobile, transport terrestre R
- Textiles, habillement S
- Cuirs et chaussures T
- Bois, meubles, industries diverses U
- Presse et édition W
- Caoutchouc, matières plastiques X
- Transports B'
- Télécommunications et postes C'

Prix : Taux moyens sur la période (en %)
Pénétration étrangère : Moyenne des taux de partage du marché intérieur sur la période

Les deux graphiques portant respectivement sur les périodes (1959 - 1973) et (1973 - 1979) ne montrent pas de relation claire entre les deux indicateurs. Dans un cas, c'est lié on l'a vu, à une pénétration étrangère très homogène selon les branches. Sur la période de crise, l'absence de relation renvoie à l'indépendance des hausses de prix vis-à-vis de la contrainte extérieure. Le rééquilibrage inflationniste des biens industriels s'est effectué aussi bien sur des postes "abrités" (produits agro-alimentaires) que sur des secteurs plus exposés (textiles - automobiles). On retrouve la singularité des postes "équipement ménager" pour lesquels une présence étrangère importante va de pair avec une hausse des prix à la consommation nettement plus faible (1)

Une relation beaucoup plus claire apparaît sur la dernière période. La majorité des points s'ordonnent correctement le long d'un axe de pente négative dans le plan (P - PE). Les produits dont les prix à la consommation ont crû le moins vite appartiennent au secteur le plus exposé de l'économie. Cela concerne certains biens durables (électro-ménager, voitures, meubles) mais également les produits textiles, l'habillement et les chaussures. Dans le même temps, la poussée de l'offre étrangère a été positive mais non exceptionnelle ; la désinflation sur certains produits semble liée à un effort d'adaptation de l'offre nationale (2).

On peut assez facilement rapprocher l'opposition des deux graphiques de l'instabilité des prix industriels commentée au paragraphe précédent. La désinflation et le jeu de la contrainte extérieure auraient été après 1979 le moteur impulsant une nouvelle cohérence des prix relatifs après une période d'instabilité liée à l'accélération de l'inflation.

.../...

(1) Cette corrélation peut renvoyer, pour un même effet de prix de demande, à deux logiques d'offre distinctes :

- . un effet de compétitivité directe, affectant le comportement de prix de l'offre nationale
- . une substitution, à demande donnée, d'une offre étrangère plus compétitive, à une offre nationale.

(2) Cette hypothèse, fragile, n'est pas démentie par certains travaux récents de l'INSEE. Voir M. DELATTRE : Forces et faiblesses des secteurs industriels - INSEE - Note interne - septembre 1985. L'automobile, le textile et les articles d'habillement enregistrent sur la période de 1979 - 1984 des gains importants de compétitivité - prix.

2.3 Un impact limité sur la consommation ?

Plutôt qu'un examen à un niveau fin des effets-prix sur la consommation, on privilégiera ici une démarche plus synthétique similaire à celle développée dans le chapitre I. Le graphique 13 reprend à cet effet sur les années de crise les indicateurs de croissance de la consommation et augmentation des prix introduits page 5.

Une première conclusion générale se dégage de la comparaison des graphiques. La crise est venue "brouiller" les cohérences entre consommation et prix. La structure "stable" observable en longue période se dilue dans des configurations

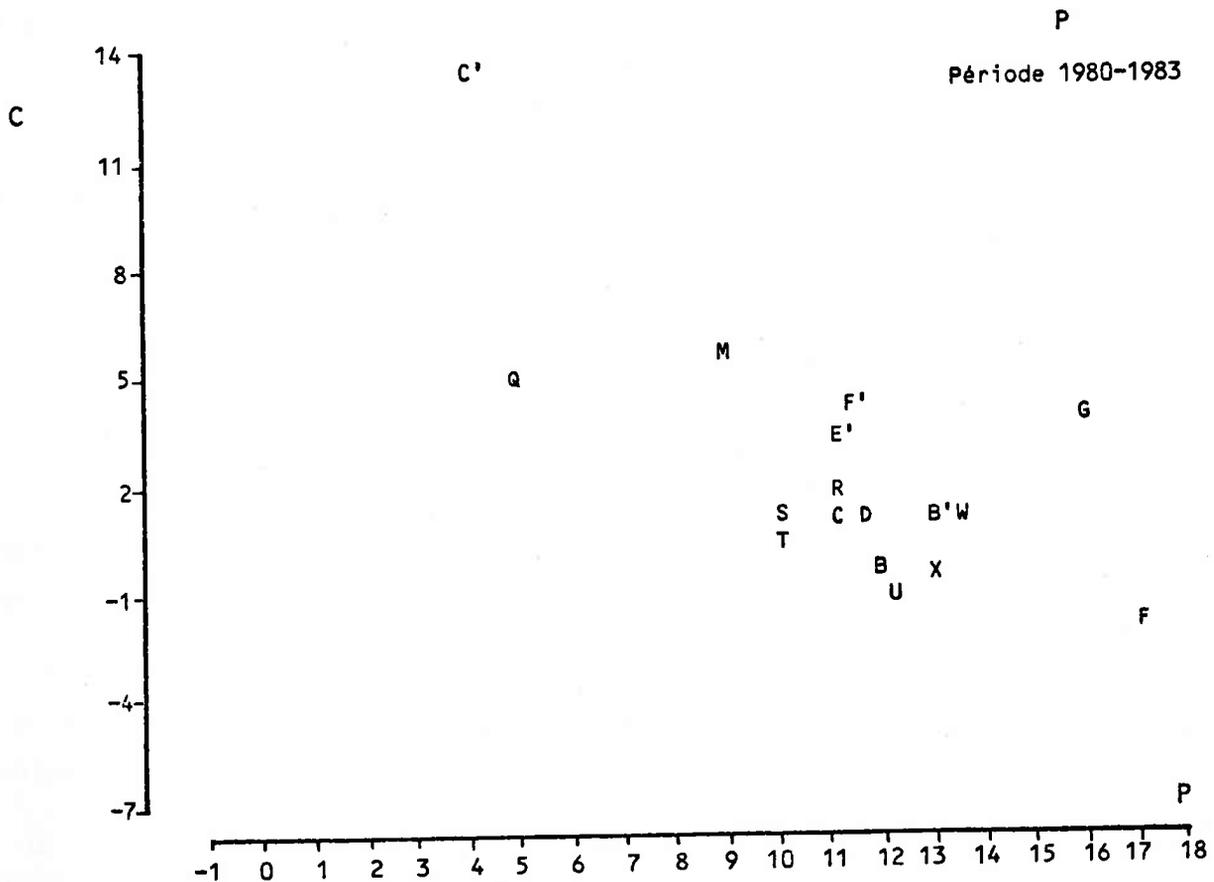
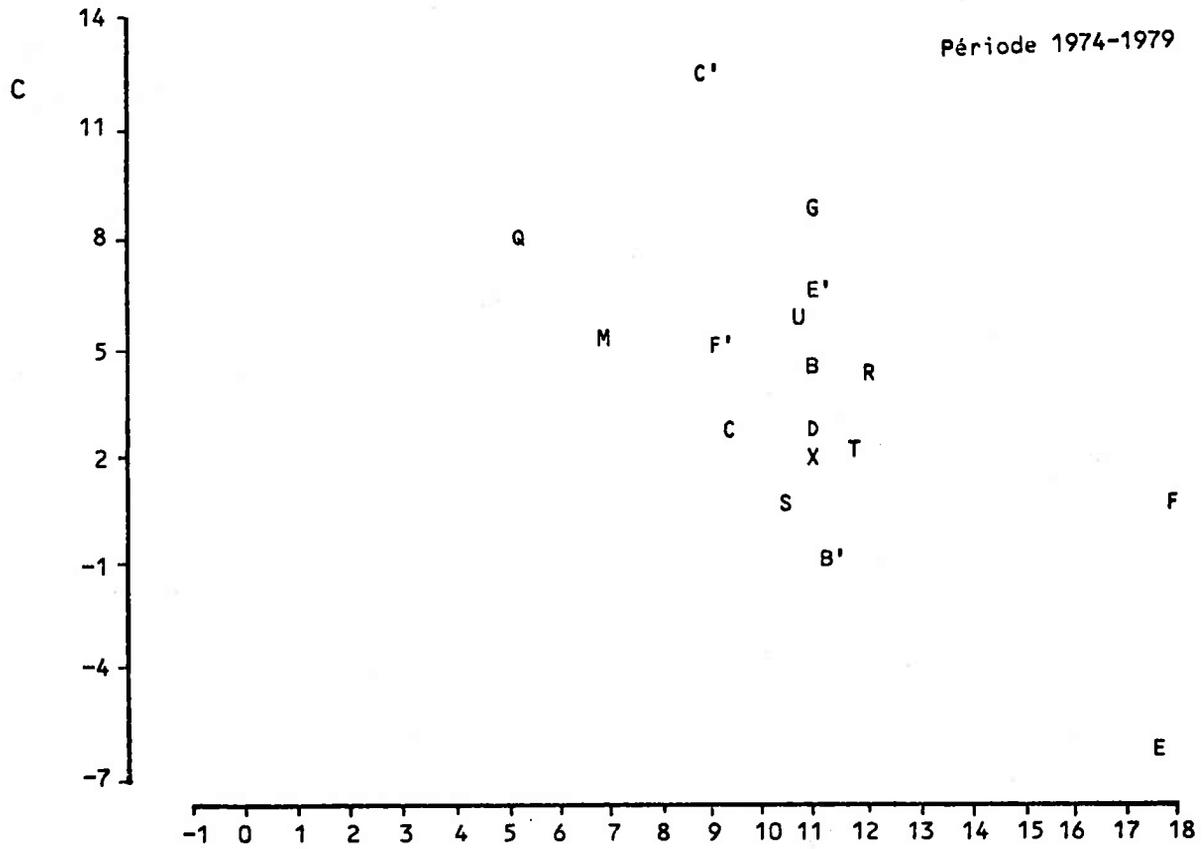
- Entre 1974 et 1979, exceptés l'énergie et l'orientation des points suggère une indépendance assez large des indicateurs. L'éventail de croissance est large pour des rythmes de hausse de prix relatifs très voisins. On peut y voir une confirmation à la fois du tassement des prix relatifs analysé plus haut et de leur impact limité sur les ruptures de consommation.
- La disposition des points change radicalement après 1979. Le fait marquant est le regroupement des points selon l'axe des consommations alors que les différences dans la hausse de prix s'accroissent. D'une orientation générale parallèle à l'axe de consommation on bascule vers une configuration parallèle à l'axe des prix : à l'hétérogénéité du comportement des prix répond l'atonie et le regroupement des consommations.

On peut remarquer que dans un cas comme dans l'autre, la disposition générale des points appuie l'idée d'un impact limité des mouvements de prix sur les rythmes de consommation.

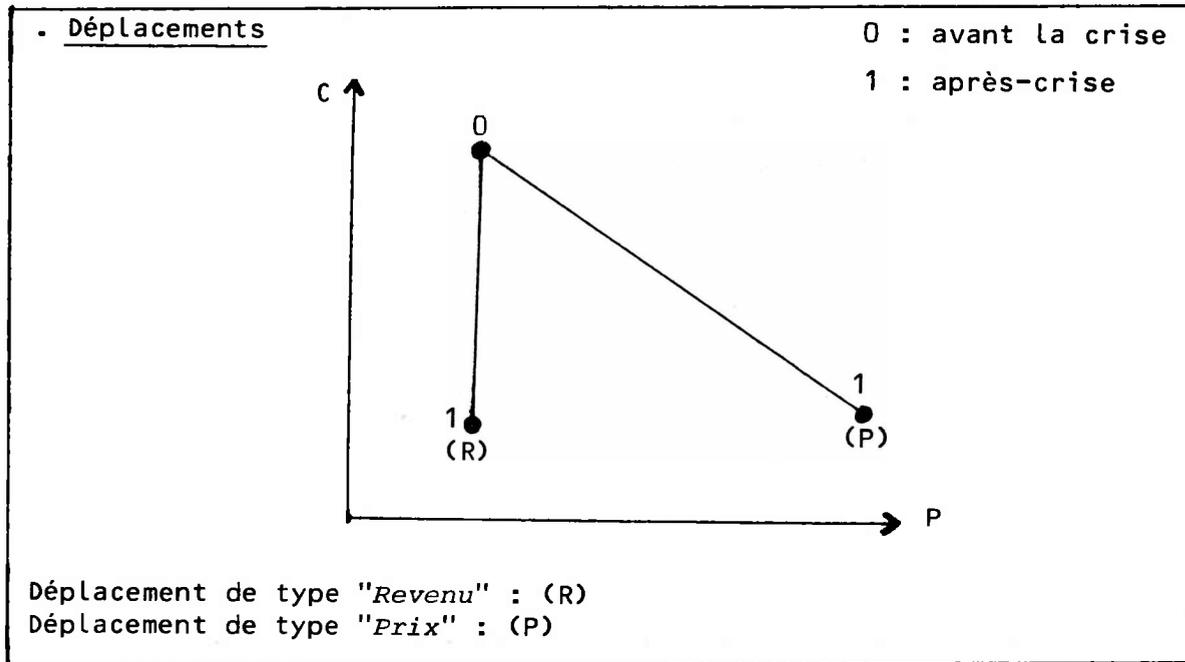
L'observation peut être précisée en examinant plus précisément les déplacements de points dans le plan C - P de période à période. Pour mener l'analyse, on opposera deux types "idéaux" de déplacements. (voir schéma page 42)

- . déplacements correspondant à une moindre croissance des revenus (type "revenu"). Cas où C diminue sans modification de l'évolution des prix P
- . déplacements correspondant à une hausse de prix plus rapide (type "prix") : croissance de P et décroissance de C. Le ralentissement de la croissance de la consommation est lié à la réaction du consommateur aux prix.

GRAPHIQUE 13
 Consommation et prix dans la crise



Légende : voir page 8



Pour chaque produit, le déplacement dans le plan C - P d'une période à une autre peut se schématiser par un segment de droite dont la pente représente l'élasticité apparente de la consommation par rapport au prix (rapport $\frac{\Delta C}{\Delta P}$).

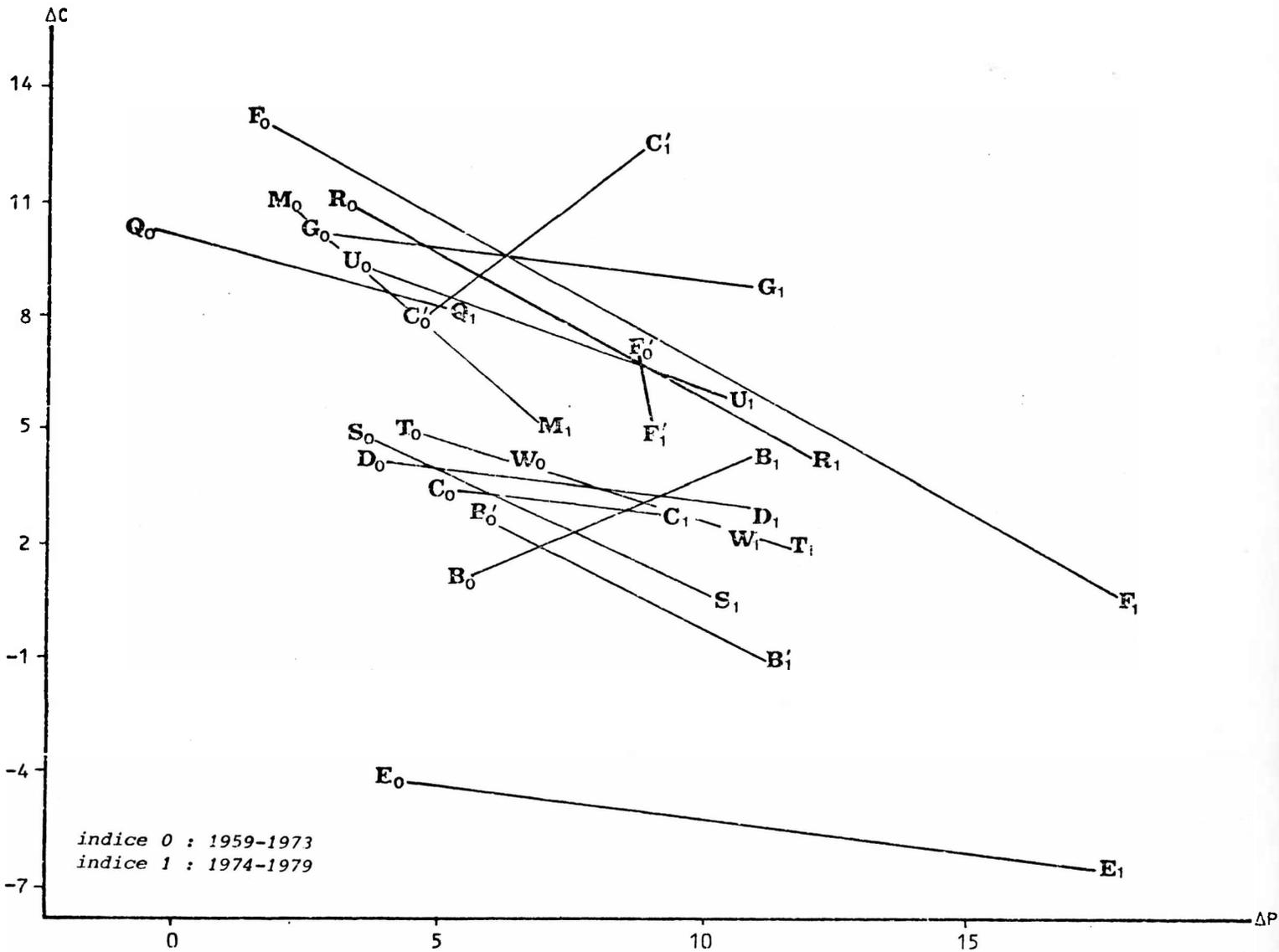
Pour les différents postes de la nomenclature, les graphiques montrent les déplacements des points entre la période d'avant-crise (1959-1973) et la première période de crise (1974-1979) puis entre celle-ci et la période postérieure au second choc pétrolier (1980-1984).

1ère phase de la crise

On peut classer les produits selon le signe des coefficients $\frac{\Delta C}{\Delta P}$:

- . Les pentes sont fortement négatives pour un nombre limité de produits. Le poste (Fuel essence) enregistre un fort déplacement de type prix, de même que l'automobile et les produits pharmaceutiques.
- . plusieurs postes ont des déplacements de type - prix "singuliers" c'est-à-dire avec une composante positive sur la consommation et positive sur les prix. L'accélération de la hausse des prix s'est doublée d'une croissance plus soutenue dans la crise. Ce cas concerne les services de transports et télécommunications, de logements ainsi que les produits agricoles et d'élevage. Dans deux cas sur trois, on peut faire l'hypothèse d'un effet - prix important (baisse marquée des prix relatifs) mais l'évolution des produits alimentaires paraît plus singulière.
- . Enfin, la majorité des postes n'enregistre pas de déplacements prix ou revenus significatifs. Les pentes des droites sont proches de zéro; l'accélération des prix n'a pas eu d'effets sensibles sur la consommation.

GRAPHIQUE 14
Les relations consommation-prix (1974-1979)



indice 0 : 1959-1973
indice 1 : 1974-1979

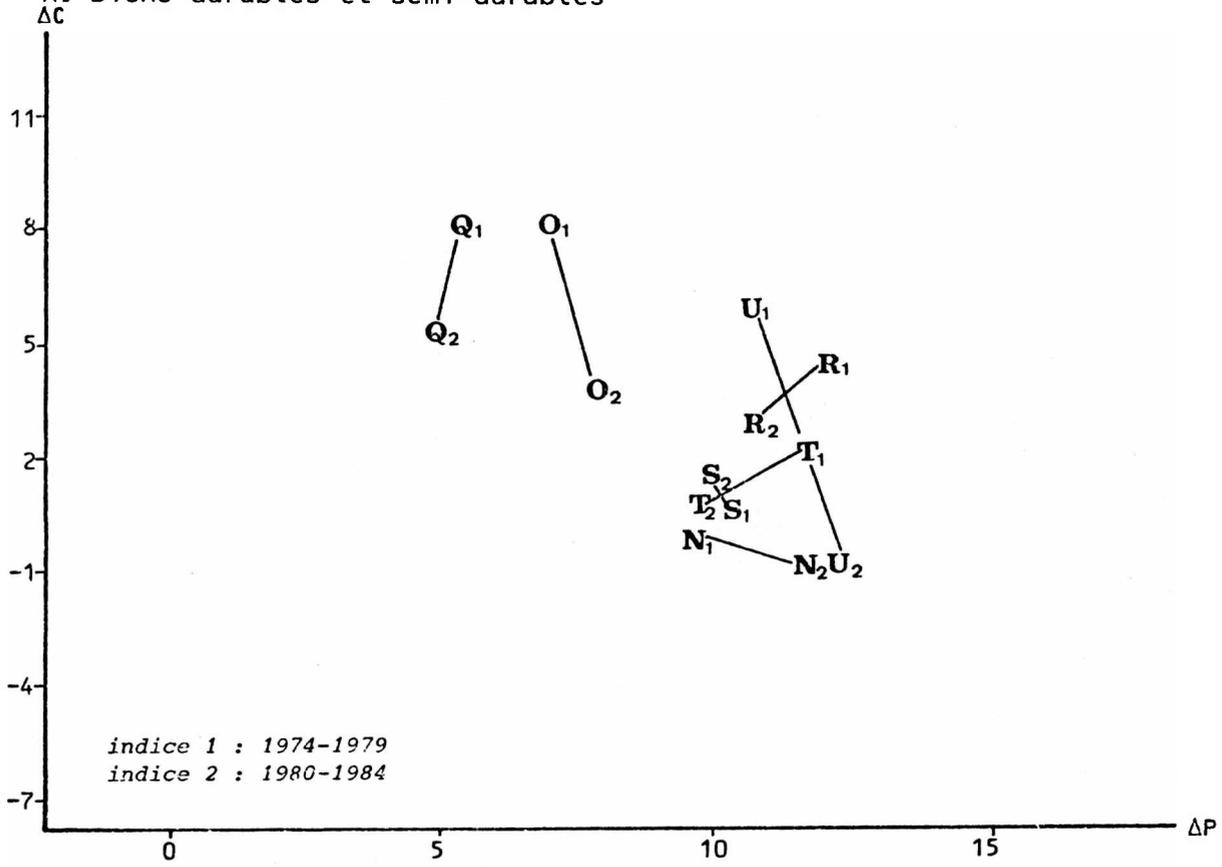
Source : Comptabilité Nationale

Agriculture, sylviculture, pêche	B	Textiles, habillement	S
Viande et produits laitiers	C	Cuir et chaussures	T
Autres produits agricoles alimentaires ...	D	Bois, meubles, industries diverses	U
Combustibles minéraux solides, coke	E	Presse et édition	W
Produits pétroliers, gaz naturel	F		
Electricité, gaz et eau	G		
		Réparation, commerce auto	Z
Parachimie, pharmacie	M	Hôtels, cafés, restaurants	A'
		Transports	B'
Biens d'équipement ménager	Q	Télécommunications et postes	C'
Automobile, transport terrestre	R	Services marchands aux entreprises ...	D'
		Services marchands aux particuliers ...	E'
		Location, crédit bail immobilier	F'
		Assurances	G'

GRAPHIQUE 15 A. B. C.

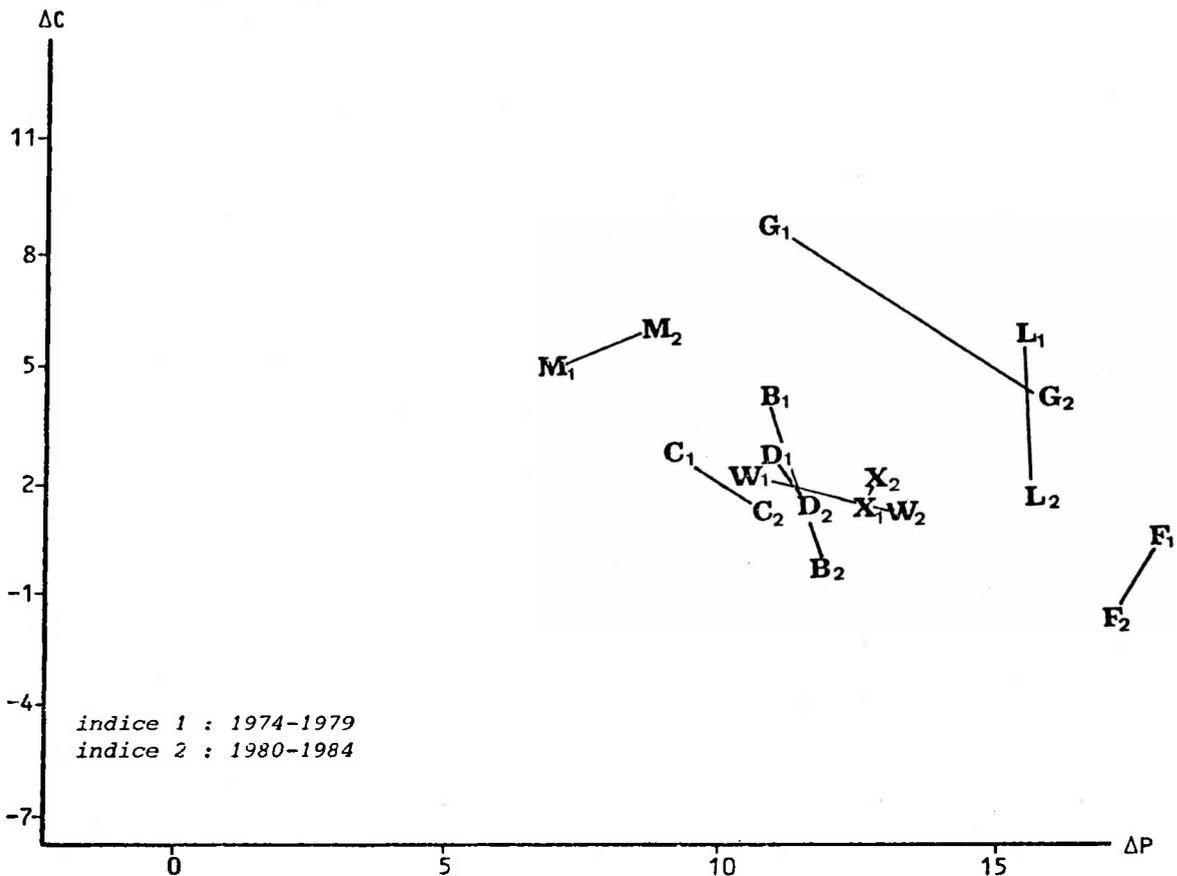
Les relations consommation-prix (1979-1984)

A. Biens durables et semi-durables



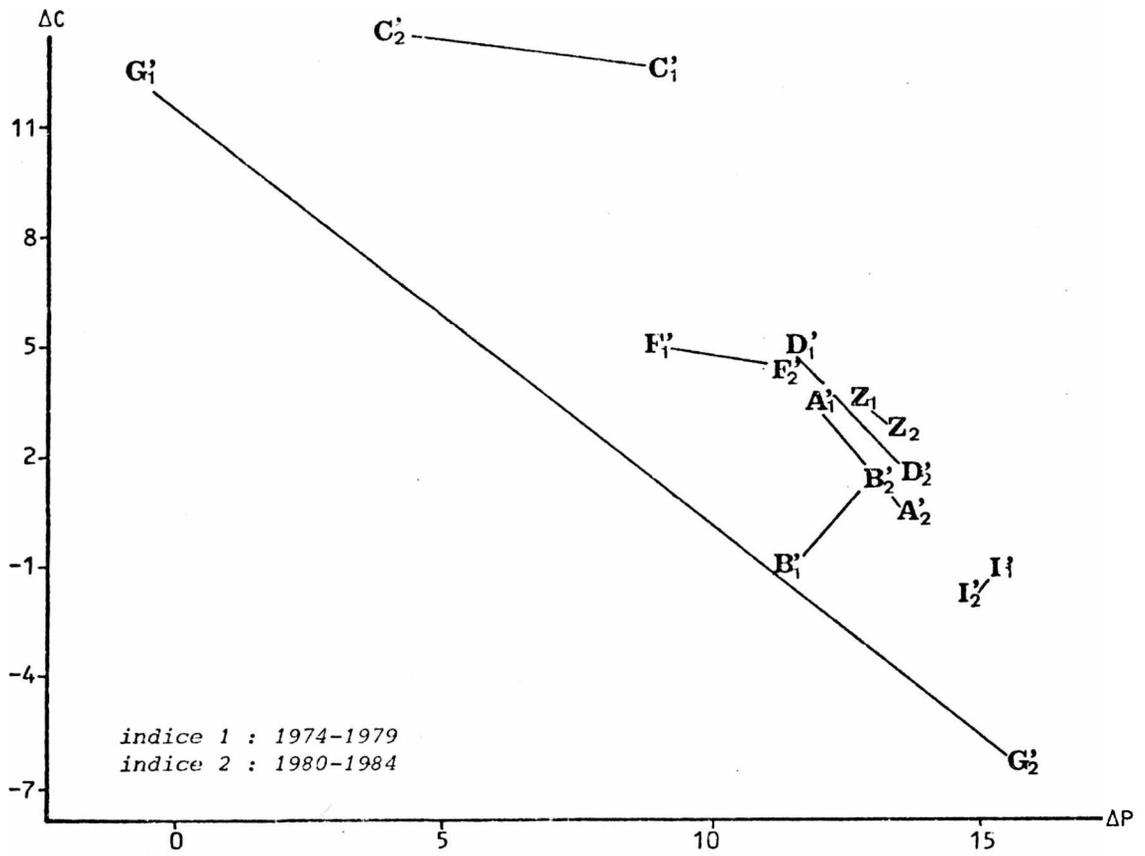
Source : Comptabilité Nationale

B. Biens non-durables



Source : Comptabilité Nationale

C. SERVICES



2ème phase de la crise

Le resserrement des taux de croissance rend le graphique moins lisible. Aussi, il a été éclaté en trois ensembles distinguant les biens durables et semi-durables, les biens non-durables et les services. Les déplacements de type "prix" sont à nouveau peu nombreux. Ils touchent essentiellement les biens non-durables (électricité - gaz, produits de l'agriculture) et peuvent s'expliquer par une évolution défavorable des prix relatifs. On remarque que les services de télécommunications occupent à nouveau une place singulière : l'accélération de la croissance va de pair avec une baisse importante du rythme de hausse de prix.

En ce qui concerne les biens semi-durables et durables, les déplacements de type revenus semblent dominants :

- . soit qu'une baisse de la consommation aille de pair avec une stabilité des prix (électro-ménager - automobiles)
- . soit que le ralentissement de la consommation aille de pair avec une baisse du rythme de hausse des prix (textiles - habillement).

Au total, que ce soit sur l'une ou l'autre des périodes de la crise, les résultats suggèrent l'idée d'un rôle négligeable des mouvements de prix. Certes, on peut déceler quelques exceptions liées à l'énergie. L'envolée des prix a déclenché un freinage de la consommation en produits pétroliers et poussé les ménages à ajuster les dépenses concernant des produits liés (voitures, chauffage des logements) Hormis ce cas, il est difficile de relier d'un point de vue empirique les grandes inflexions de la structure des dépenses des ménages aux mouvements des prix relatifs. Ceux-ci restent faibles et en tout cas sans commune mesure avec les réactions du consommateur dans la crise.

*
* *
*

L'analyse menée jusqu'ici a mis en relief les grands traits de l'adaptation du consommateur dans la crise. Ont pu ainsi être rappelées les inflexions importantes qui ont structuré l'évolution des dépenses des ménages.

L'impression que l'on peut dégager de ce bref survol n'est pas sans ambiguïtés. D'un côté, l'observation des comportements de demande conduit à rappeler l'inertie formidable de la consommation dans la crise. L'épargne a pu amortir la décélération des revenus des ménages en permettant au consommateur de gérer les acquis de la croissance. Ce rôle "amortisseur" est à l'origine de la lenteur des déformations de la structure de la consommation.

Pourtant, à côté de ces tendances lourdes sont apparues des cassures dans la consommation de plusieurs produits dont l'ampleur dépasse de simples fluctuations conjoncturelles. Elles sont maintenant suffisamment durables pour perturber la régularité des transformations structurelles étudiées sur les années de croissance. Sont-elles irréversibles ? Liées au ralentissement durable de la croissance ? A cette interrogation cruciale, on ne peut, pour l'instant, qu'apporter des réponses incertaines.

L'analyse, on l'a vu, incite à les interpréter en termes de satisfaction des besoins : ni la nature des biens (durables, semi-durables...), ni le comportement de l'offre et l'évolution des prix ne débouchent sur une explication convaincante. Les indicateurs utilisés ont pu suggérer par contre une typologie des ajustements permettant de préciser les directions des changements. La crise est venue entamer la progression des produits de masse caractérisés par une diffusion dans la population assez forte sans être extrême. Ceux-ci correspondent à des besoins jugés superflus par les ménages face à la montée des contraintes de revenus dans la crise.

Si cette piste empirique se confirme, on aurait dans les quelques cadrages effectués le point de départ d'une explication plus générale permettant de comprendre la logique des changements de préférence des consommateurs dans la crise.

*

*

*

CHAPITRE III

CHAPITRE III

LES RESPONSABILITES DE L'OFFRE

Les résultats de la relance de l'économie de 1981-1982 ont montré l'étroitesse des marges de manoeuvre dont pouvait disposer la France pour retrouver une croissance plus forte. La montée brutale de la contrainte extérieure, l'inertie du système productif ont révélé les faiblesses de l'offre industrielle nationale incapable de satisfaire l'augmentation de la demande intérieure.

Cruciale pour l'offre, l'expérience de 1981-1982 est riche d'enseignement quant à l'analyse de la consommation. Le chapitre précédent a permis de dégager le poids de la crise sur la dynamique de demande des ménages. Gênés par les contraintes financières, ceux-ci ont réagi par un réaménagement des dépenses de consommation dont l'interprétation reste délicate. Aussi l'expérience de relance, par la rupture introduite dans l'environnement macro-économique des ménages, peut-elle contribuer à la compréhension des mutations de la consommation dans la crise. Quelle est la nature du changement dans le comportement conjoncturel des consommateurs ? Peut-on déceler des spécificités dans la réaction de la consommation à la relance ? Révèlent-elles l'expression de "nouvelles" demandes que le relèvement des revenus aurait rendu solvables ? C'est à ces questions que ce chapitre s'efforce de répondre. Contrairement aux parties précédentes, l'analyse sera ici de court terme. Une première section introduira l'étude de la consommation par un bref rappel des évolutions macro-économiques. L'analyse sera prolongée par quelques remarques sur le comportement de l'offre permettant un premier cadrage des déséquilibres offre-demande.

1. Relance en direction des ménages

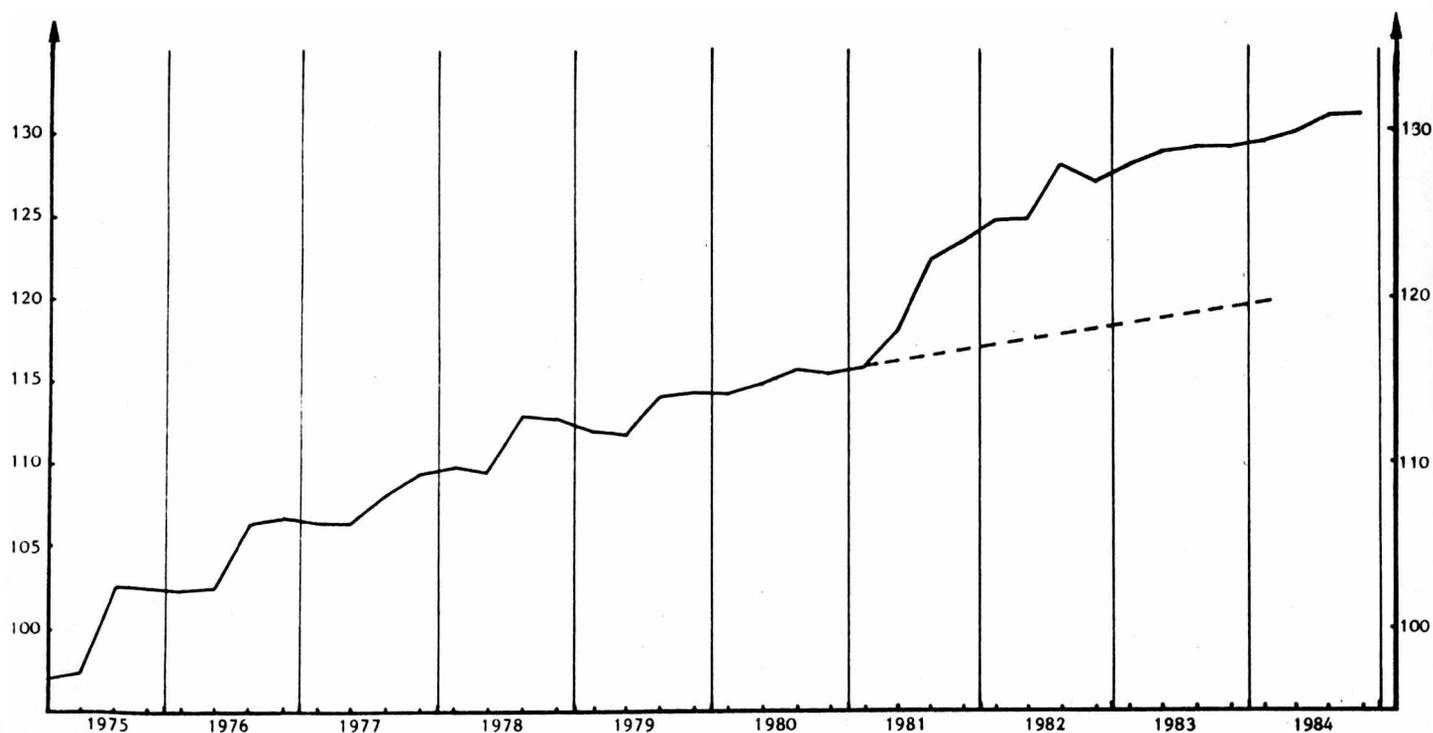
Les enchaînements macro-économiques conduisant de la relance à la rigueur (blocage des prix et salaires de juin 1982 puis plan de "rigueur" de mars 1983) sont maintenant connus (Fonteneau Gubian - 1985 ; Fonteneau - Muet 1985). Aussi se contentera-t-on d'en rappeler les traits caractéristiques avant d'étudier le comportement de la consommation.

Une relance par la dépense

La politique de relance a reposé essentiellement sur la revalorisation du SMIC, la hausse des prestations sociales et diverses mesures de soutien de l'activité économique. Privilégiant la dépense plutôt qu'une diminution des recettes budgétaires, elle a pour l'essentiel profité aux ménages tout en ayant un impact redistributif non négligeable.

. La hausse du SMIC a été immédiate dès juin 1981. L'augmentation initiale de 10% (dont 6.5% au titre de la progression du pouvoir d'achat) a été suivie de revalorisations moins importantes impulsant une accélération de la croissance du pouvoir d'achat sensible jusqu'en 1982 (Graphique 17).

GRAPHIQUE 17
Evolution du pouvoir d'achat du SMIC horaire de 1978 à 1984



Source : B.M.S. - I.N.S.E.E.
Déflateur utilisé : indice des prix des 295 articles.

- Les différentes mesures sociales ont touché principalement les familles et les retraités. D'une part, les prestations familiales ont été sensiblement et durablement accrues (voir encadré), d'autre part, le minimum vieillesse a été fortement revalorisé entre mai 1981 et juillet 1983. (+ 62% en deux ans).

Mesures relatives aux prestations familiales

1er juillet 1981	: + 25% pour les allocations familiales + 25% pour l'allocation logement + 20% pour l'allocation aux adultes handicapés
1er décembre 1981	: + 25% pour l'allocation logement
1er février 1982	: + 25% pour les allocations familiales aux familles de deux enfants
1er juillet 1982	: Augmentation de 14% du complément familial

- Enfin, parmi les mesures diverses de soutien de l'activité, il faut mentionner la politique de créations d'emplois par le secteur public (+ 110 000) ou par le biais d'aides à l'emploi associatif (+ 29 000 emplois créés).

L'ensemble des mesures adoptées a massivement profité aux ménages. En termes budgétaires, ceux-ci ont recueilli environ 70% des dépenses budgétisées au titre de la politique de relance. Ex post, elle s'est traduite par une accélération de la hausse du pouvoir d'achat et un redressement sensible de la part du revenu disponible des ménages dans le PIB (Tableau 9).

TABLEAU 9

L'impact de la relance sur le revenu des ménages

(1) Coûts budgétaires "ex ante" de la relance (en milliards de francs)	1981-1982				
	Total				
	42.2				
	dont mesures destinées aux ménages				
	30.				
(2) Progression du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages	en taux trimestriels moyens				
	1978-1980	1981-2	1982-2	1982-3	1984-4
	0.5		0.7		- 0.2
	0.2		0.1		- 0.5
	1.2		1.6		0.7
(3) Ratio RDB/PIB	1979	1980	1981	1982	1983
	73.8	73.7	76.3	76.2	76.2

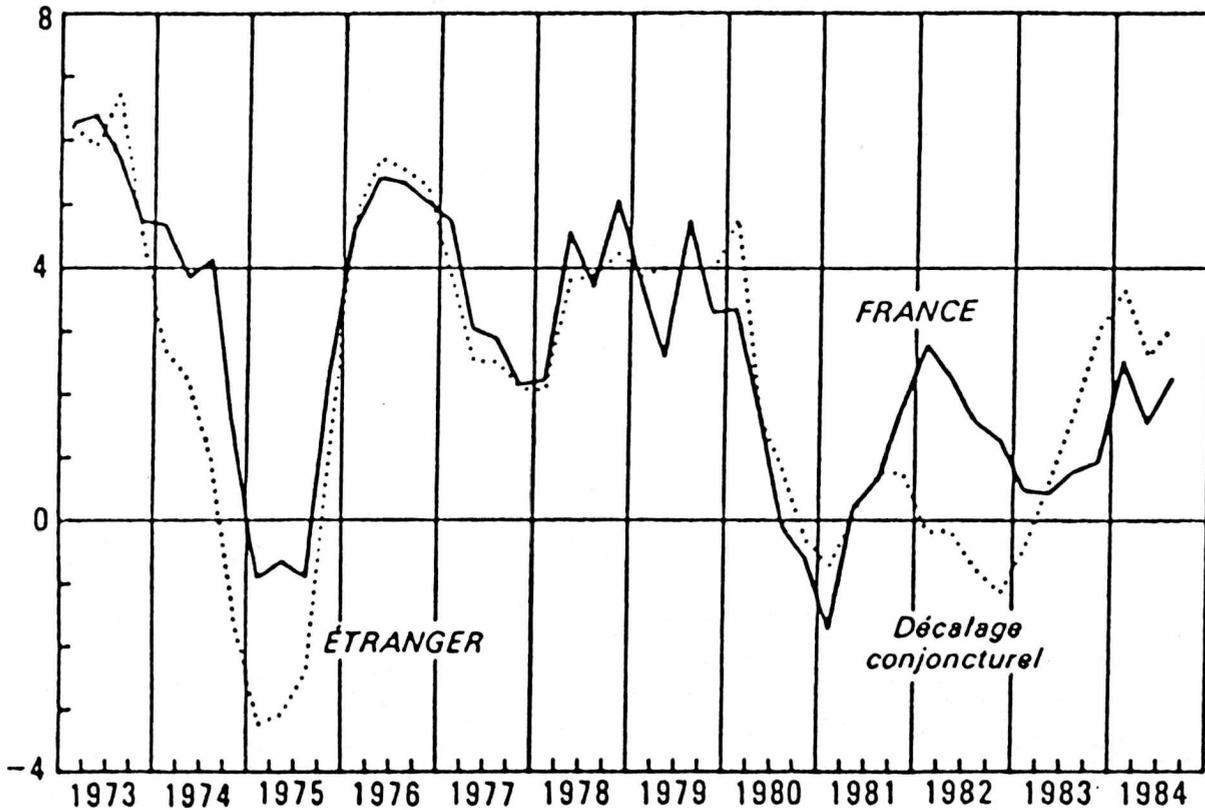
Source : (1) OFCE
(2), (3) Comptabilité Nationale

Gonflement de la demande intérieure

L'ensemble des mesures adoptées a rapidement entraîné un redressement de la demande intérieure. L'accélération de la consommation des ménages devait entraîner un redressement de la croissance perceptible dès la fin de 1981 (Graphique 18). Simultanément, l'environnement international de la France se dégradait. L'influence conjuguée du retournement du dollar et des politiques économiques restrictives mises en place par les pays partenaires débouchait sur une stagnation de la demande étrangère adressée aux producteurs nationaux. La France relançait seule, et le décalage de conjoncture ainsi introduit était fatal à la balance commerciale.

GRAPHIQUE 18

Redressement de la croissance et décalage conjoncturel avec l'étranger
 Evolution du PNB français et étranger(1) de 1973 à 1984 (en glissement annuel)



(1) PNB de nos principaux partenaires commerciaux pondéré par la structure de nos exportations en 1979.

Source : OFCE

Le resserrement de la contrainte extérieure

La dégradation rapide de la situation extérieure est connue. Aussi se contentera-t-on d'en rappeler les caractéristiques majeures :

- Elle s'explique par l'évolution du solde de produits industriels (Tableau 10). Malgré une évolution favorable des termes de l'échange, la chute des volumes exportés et la croissance rapide des importations ont entraîné une contraction brutale du solde industriel, expliquant l'essentiel de la dégradation de la balance commerciale.

TABLEAU 10

Contribution par secteur des variations des volumes échangés et des termes de l'échange à la dégradation du solde extérieur (en milliards de francs)

	1980-1981		1981-1982	
	Volume	Prix	Volume	Prix
Agro-alimentaire	+ 6	+ 3	- 7	+ 1
Energie	+ 18	- 47	+ 9	- 26
Industrie	+ 12	+ 8	- 45	+ 20
Services	+ 5	- 4	+ 5	+ 2
TOTAL	+ 41	- 40	- 38	- 3

Source : OFCE

- Les biens de consommation ont joué un rôle directeur dans la dégradation des échanges industriels. La poussée des importations n'a pu être compensée par un effort à l'exportation comparable et les taux de couverture par produit fléchissent brutalement en 1982 (Tableau 11). Le recul des performances des producteurs nationaux sur le marché intérieur se traduit par une augmentation sensible de la part des importations dans la demande des ménages. La croissance de la consommation a été captée par l'offre étrangère révélant ainsi les difficultés de l'appareil productif à répondre aux impulsions de la relance.

Comment interpréter ce déclin ? Doit-on l'analyser comme l'affirmation d'une inadéquation massive entre une demande des ménages en mutation et un appareil productif plus inerte ? Ou plutôt, comme l'amointrissement progressif des capacités de réponse de l'offre à des variations plus traditionnelles de la demande ? C'est à une introduction à ces questions que sont consacrées les sections suivantes de ce chapitre. Un premier point essaiera de cerner les spécificités de la période de relance du point de vue de la demande. On dégagera ainsi l'absence d'originalité de la période de relance. Mises à part quelques singularités locales, la crise de 1982 a été une crise de l'offre dont la compréhension nécessite une étude plus complète de modalités particulières de l'ajustement des industries de biens de consommation après le second choc pétrolier (point 2).

TABLEAU 11

La dégradation des échanges de biens de consommation

Taux de couverture par produit	1980	1981	1982
Produits agro-alimentaires	124.3	130.3	119.4
Biens d'équipement ménager	49.4	44.1	40.1
Matériel de transport terrestre	181.	167.4	138.4
Biens de consommation courante	90.2	93.9	86.4
TOTAL des produits	82.3	84.	80.
Evolution du volume des produits importés (en taux annuels)	1980	1981	1982
Produits agro-alimentaires	6.3	2.2	2.2
Biens d'équipement ménager	9.5	11.5	18.5
Matériel de transport terrestre	8.9	2.9	15.7
Biens de consommation courante	6.	- 0.9	7.9
TOTAL des produits	4.	- 3.7	0.4
Part des importations dans la demande intérieure de biens de consommation(1)			
	1980	1981	1982
Automobiles et transport terrestre	30.1	30.9	32.3
Biens d'équipement ménager ...	43.9	49.6	52.
Biens de consommation courante	26.	26.7	27.6
TOTAL de l'industrie	36.1	37.8	38.9

Source : Comptabilité Nationale.

2. Consommation : un comportement singulier ?

On cherchera la présence de facteurs de demande dans deux directions. La première est macro-économique. Elle relie l'origine du déficit extérieur à un gonflement rapide de la consommation dont l'ampleur aurait été susceptible de prendre le système productif de court. C'est généralement l'interprétation que l'on a pu donner au resserrement de la contrainte extérieure. Elle ne paraît pas confirmée par l'observation des statistiques. Une deuxième interprétation est plus "structurelle" que macro-économique. Les réactions des consommateurs n'auraient pas obéi au comportement de court terme retenu dans les analyses de conjoncture. La structure de la consommation se serait déformée dans des directions singulières exprimant soit un comportement d'achat novateur que la relance aurait rendu solvable, soit, plus simplement, la présence "d'effets de rattrapage" liés à l'atonie de la consommation dans les années précédant l'expérience de relance.

Pour tester ces idées, on examinera l'évolution à court terme de la consommation. Les comportements caractéristiques de 1982 seront mis en relief en comparant l'expérience de relance à une situation macro-économique aussi proche que possible. Le déroulement de la crise et les expériences récentes de politique économique invitent à prendre l'expérience de relance de 1975-1976 (dite "relance Chirac") comme période de référence.

Un choc macro-économique modéré

L'effet conjoncturel d'un choc apporté aux ressources des ménages est connu. L'inertie marquant les comportements de consommation imprime à court terme une modification de l'utilisation des revenus. Dans un premier temps, l'arbitrage joue favorablement pour l'épargne et l'augmentation des revenus disponibles ne se transmet que très amortie à la consommation. Après un délai de quelques mois, la reconstitution de l'épargne déclenche une accélération de la consommation doublée d'une déformation des dépenses au profit des biens durables. Au total, les fluctuations conjoncturelles de la consommation sont décalées de quelques mois par rapport aux fluctuations des revenus réels.

les enchaînements, dans leurs grandes lignes, sont bien connus. Se vérifient-ils sur la période de relance ?

Le graphique 19 reprend l'évolution des agrégats caractéristiques de 1975 à 1984. Il englobe les deux expériences de relance et permet une première comparaison des évolutions macro-économiques.

La relance Mauroy s'est traduite par une inflexion des revenus réels des ménages sensible de la mi-1981 au premier trimestre de 1982. La consommation augmente avec un décalage de six mois (1er trimestre 1982) avant de fléchir début 1983. L'année 1982 fournit donc un cadre correct pour étudier l'effet de la relance.

La pente de la courbe de la consommation est sensiblement moins forte en 1982 qu'en 1975-1976. Les dépenses des ménages ont crû moins vite, en termes réels, sous la "relance Mauroy" que lors du plan Chirac : 3,4% en 1982 contre 5,5% en 1976. En écart par rapport à une situation de référence, c'est-à-dire en comparant l'évolution observée à une simulation des comportements faisant abstraction des changements de la politique économique, il semble que le choc sur la consommation ait été comparable dans les deux périodes. L'évolution de 1982 n'a donc rien de surprenant d'un point de vue macro-économique.

TABLEAU 12

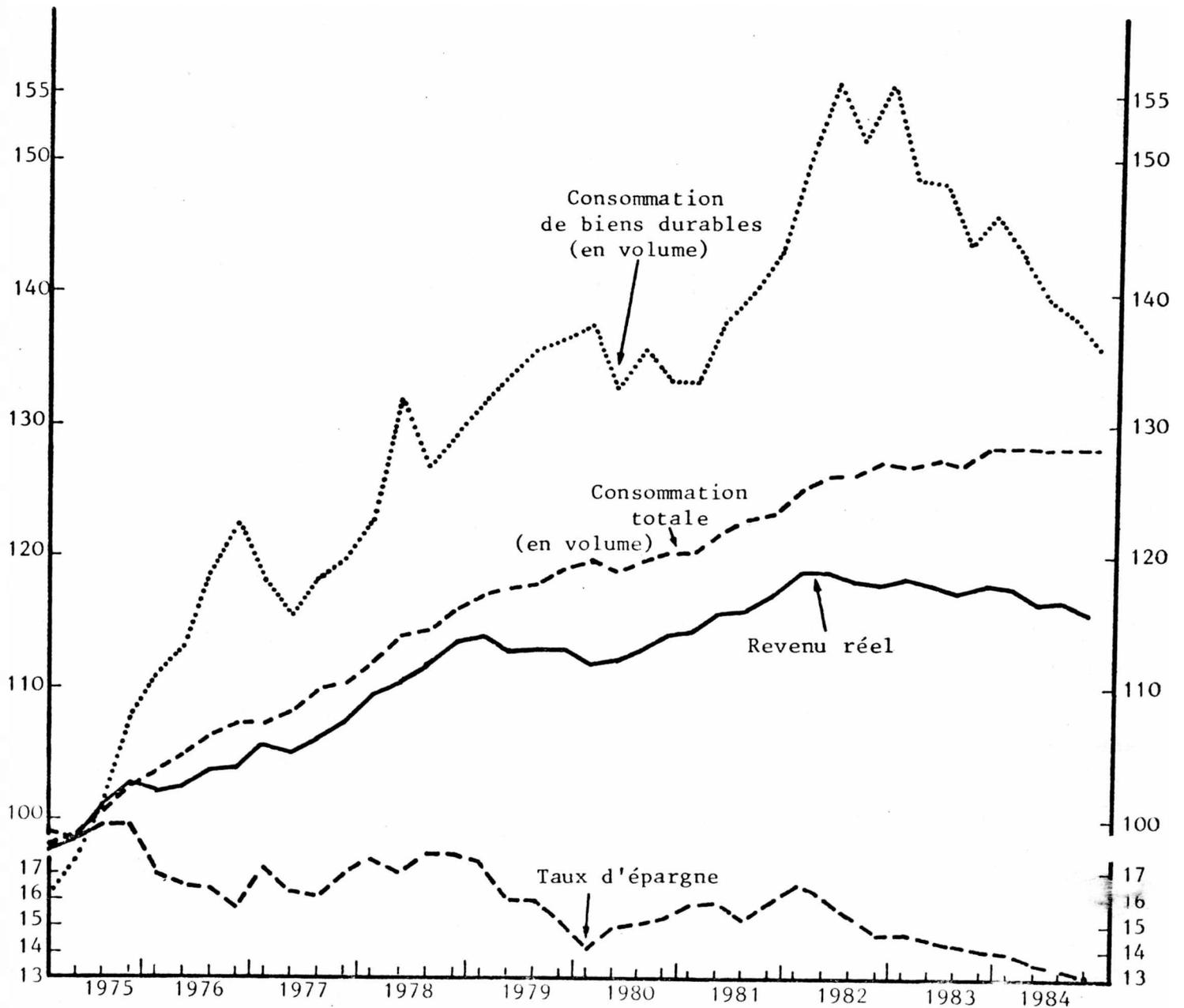
L'impact des politiques de relance sur la consommation

Consommation des ménages	1975	1976	1981	1982
(1) taux de croissance annuels	3,2	5,5	2,0	3,4
(2) en écart par rapport à la situation de référence	1,3	0,4	0,5	1,2

Source : (1) INSEE
(2) OFCE

GRAPHIQUE 19

Evolution du revenu de la consommation et de l'épargne
de 1975 à 1984



Source : Comptes trimestriels - I.N.S.E.E.

Une stabilité des comportements d'achats ?

Conformément aux résultats habituels de conjoncture, l'accélération de la consommation a porté essentiellement sur les achats de biens durables. Ceux-ci enregistrent une forte croissance en 1982 (10,7% contre 2,8% en 1981), mais qui reste largement en-dessous des évolutions constatées en 1976. Les autres composantes de la consommation sont plus inertes.

TABLEAU 13
Consommation classée par durabilité - prix 1970
(taux annuels)

	1975	1976	1977	1981	1982	1983
Biens durables	2.1	16.1	1.5	2.8	10.7	- 4.3
Biens semi-durables	0.	4.6	1.8	1.5	3.2	- 2.1
Biens non-durables	2.7	3.2	1.8	1.1	1.9	2.4
Services	5.5	5.8	5.6	2.9	3.0	2.2

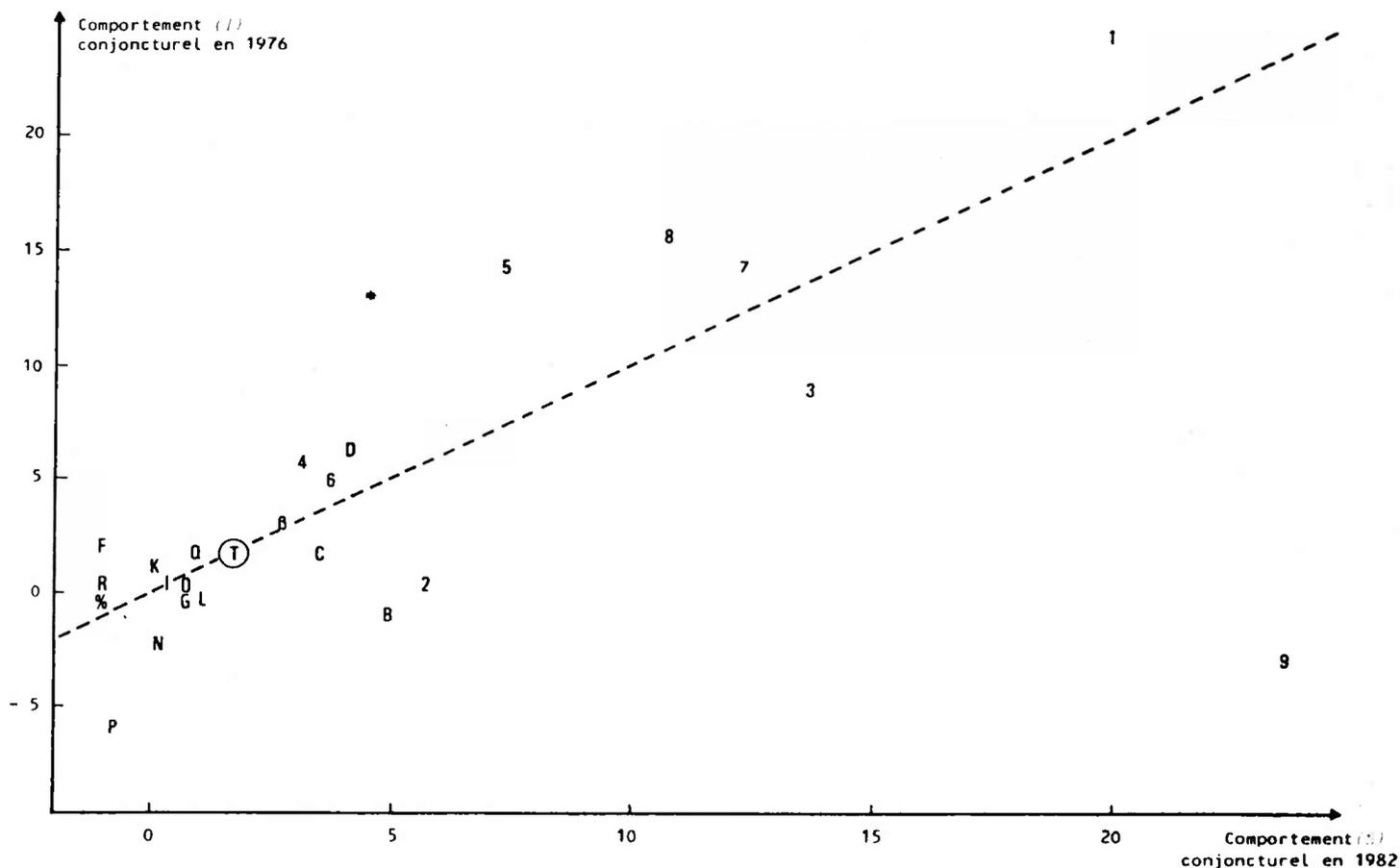
Source : INSEE

L'analyse peut être précisée en comparant à un niveau fin de la nomenclature les comportements d'achats pendant les deux relances. A cet effet, le graphique 20 rapproche l'évolution des consommations de produits en 1976 (axe des ordonnées) et 1982 (axe des abscisses). La composante conjoncturelle est isolée des tendances de moyen terme en normant sommairement les taux de croissance par la tendance de la consommation d'une part entre 1973 et 1979 et, d'autre part, sur la période 1980-1984.

On retrouve, dans un cas comme dans l'autre, l'hétérogénéité des comportements conjoncturels d'achat. Les produits se rangent correctement le long de la diagonale selon un critère de durabilité (produits fongibles, semi-durables, puis biens durables). Les biens durables se situent, en règle générale, au-dessus de la diagonale : l'accélération des achats a été plus marquée en 1976 qu'en 1982.

GRAPHIQUE 20

Comparaison des consommations par produits
en 1976 et 1982



Produits	Code		Code
Automobile	1	Habillement	C
Téléviseur	2	Autres biens semi-durables	D
Réfrigérateur-congélateur	3	Autres biens non durables non alim.	F
Machines à laver	4	Energie	G
Lave-vaisselle	5	Alimentation	I
Meubles	6	Location de logement	K
Radio	8	Services de santé	L
Appareils d'enregistrement du son..	9	Transport ferroviaire de voyageurs.	N
Appareils chauffage et cuisine non	%	Autres transports terrestres	O
électrique	%	Télécommunications et postes	P
Autres appareils d'équipement ménager	8	Services des HCR, cantines, foyers.	Q
Caravanes	*	Autres services	R
Motos	Z	Consommation totale	T
Chaussures	8		

(1) Différence entre le taux de croissance de 1976 et le taux de croissance annuel moyen 1974-1979.

(2) Différence entre le taux de croissance de 1982 et le taux de croissance annuel moyen 1979-1984.

Source : Comptabilité Nationale

Des achats plus ciblés.

Enfin, des singularités sont à souligner.

Plusieurs points se situent franchement en-dessous de la diagonale. Les écarts conjoncturels ont été nettement plus forts en 1982 qu'en 1976. Cela concerne les biens d'équipement de loisirs (téléviseurs, appareils d'enregistrement du son) mais également, quoique d'une manière moins nette, certains biens semi-durables (habillement-chaussures). Ces observations sont à rapprocher de la croissance plus forte des autres biens durables en 1976. L'accélération des achats, globalement identique, a été plus "ciblée" en 1982 qu'en 1976. Au risque de simplifier, on peut dire que le pôle "équipement de loisirs" aurait été privilégié au détriment des dépenses d'équipement du logement. Deuxième trait caractéristique, le redressement de la consommation a touché certains postes a priori moins sensibles aux variations conjoncturelles des revenus. Ceux-ci se rattachent à la fonction d'habillement, trait d'autant plus singulier que celle-ci était, on l'a vu au chapitre précédent, sacrifiée depuis 1973 dans le budget des ménages. Comment interpréter ces différences ?

Il est clair que plusieurs facteurs conjoncturels ont pu jouer. Par exemple, la poussée des achats de téléviseurs et magnétoscopes peut être rapprochée du déroulement de la coupe du monde de football. Les ménages auraient profité de la conjonction de l'évènement et d'une amélioration de leurs revenus pour avancer le renouvellement de leur poste de télévision. Dans le domaine de l'habillement, la poussée des achats peut être reliée à une évolution des prix particulièrement favorable. Le graphique 21 montre, sur cette période, la bonne corrélation entre le rythme de la consommation et l'évolution des prix.

GRAPHIQUE 21
Consommation et prix des produits d'habillement



Indice base 100 = moyenne trimestrielle 1975.

Source : INSEE - Comptes trimestriels.

La relance aurait amplifié les comportements d'achats caractéristiques de la crise.

Au-delà de ces facteurs conjoncturels, il peut être intéressant de chercher l'origine des spécificités de 1982 dans l'ajustement de la consommation depuis 1973 étudié au chapitre précédent.

Peut-on déceler une cohérence entre les comportements de court terme, liés à un allègement des contraintes financières pesant sur les ménages, et les réaménagements des dépenses effectués sous la contrainte du ralentissement tendanciel des revenus ? L'interprétation d'une telle relation pourrait déboucher sur une typologie des produits selon deux effets distincts :

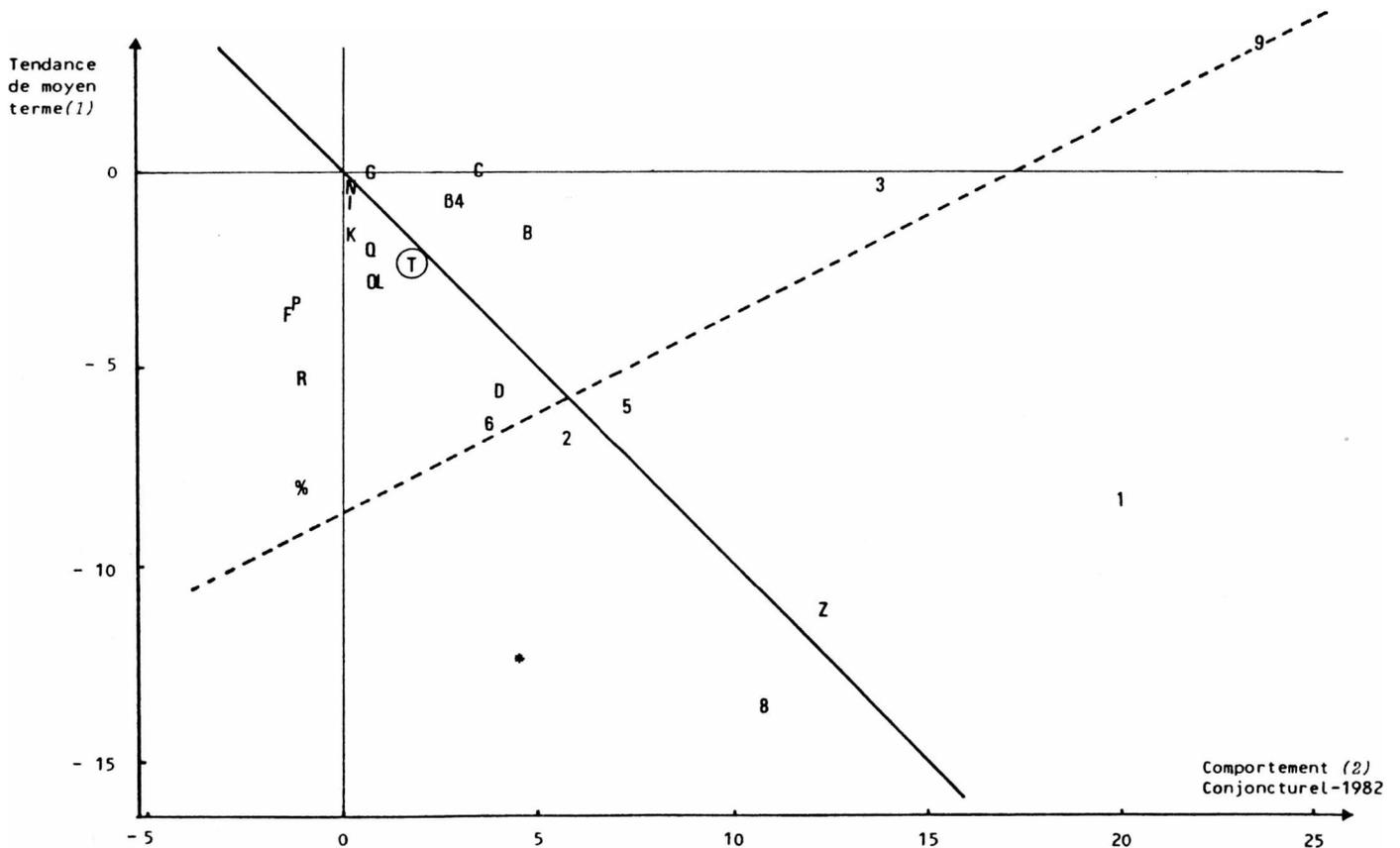
- un effet "rattrapage" traduisant la sensibilité importante des biens à la situation financière des ménages. La faiblesse de la consommation de ces produits dans la crise serait alors imputable, non à un changement de comportement mais à la crise des revenus ;
- un effet "d'amplification". L'augmentation des ressources des ménages déboucherait sur un comportement d'achat dans la ligne des tendances de moyen terme, les produits favorisés à court terme seraient également ceux privilégiés dans la crise. Inversement, les produits moins dynamiques depuis 1973 seraient également peu sensibles à la relance.

Le graphique 22 teste cette hypothèse. La dimension conjoncturelle est représentée sur l'axe des abscisses par la croissance de la consommation par produit en 1982, normée par la tendance 1979-1984. La dimension "de moyen terme" (axe des ordonnées) est ici résumée par l'écart des consommations moyennes par produit entre les périodes 1974-1979 et 1979-1984. L'échelle est inversée sur cet axe. Les biens les plus touchés par la crise seront donc les plus éloignés de l'origine.

On retrouve sur le graphique la distinction traditionnelle entre biens durables et autres produits. Les biens non durables et les services se groupent autour de l'origine. Ce sont des produits dont la croissance à moyen terme est régulière, peu sensible aux fluctuations conjoncturelles des revenus.

GRAPHIQUE 22

Comportements de court terme et évolution à moyen terme
de la consommation par produit



Produits

Automobile	1
Téléviseur	2
Réfrigérateur-congélateur	3
Machines à laver	4
Lave-vaisselle	5
Meubles	6
Radio	8
Appareils d'enregistrement du son..	9
Appareils chauffage et cuisine non	
électrique	%
Autres appareils d'équipement ménager	B
Caravanes	*
Motos	Z
Chaussures	B

Code

Habillement	C
Autres biens semi-durables	D
Autres biens non durables non alim.	F
Energie	G
Alimentation	I
Location de logement	K
Services de santé	L
Transport ferroviaire de voyageurs.	N
Autres transports terrestres	O
Télécommunications et postes	P
Services des HCR, cantines, foyers.	Q
Autres services	R
Consommation totale	T

(1) Différence entre les taux de croissance annuels moyens 1974-1979
et 1979-1984.

(2) Différence entre le taux de croissance de 1982 et le taux de croissance
annuel moyen 1979-1984.

Source : INSEE - Comptes annuels

Un deuxième ensemble de points, rassemblant plusieurs biens durables, se place assez bien le long de la diagonale. Les points vérifient une relation positive entre le ralentissement tendanciel de la consommation et une réaction conjoncturelle plus forte. Dans ce sens, on pourra parler d'un effet de rattrapage (meubles, moyens de transport).

Enfin, plusieurs points se situent franchement loin de la diagonale. Ils recouvrent des situations très contrastées.

Ce sont des biens "fragiles" dans la crise et peu sensibles aux variations conjoncturelles des revenus (appareils de chauffage et de cuisine non électriques, autres services, caravanes et remorques), ou, des produits dont la croissance est restée régulière après 1973, et s'est accélérée en 1982 (appareils d'enregistrement du son, réfrigérateurs, congélateurs). Il est intéressant de remarquer qu'ainsi interprétée, la relation positive entre la tendance de moyen terme et la sensibilité de court terme (matérialisée sur le graphique par la droite en pointillés) se vérifie pour l'ensemble des biens durables hors moyens de transport. Le résultat, quoique fragile, suggère une correspondance assez étroite entre l'évolution de moyen terme et les fluctuations de court terme. La sensibilité des biens durables aurait été en 1982 d'autant plus forte que la croissance était soutenue depuis 1973. Dans ce sens, la politique de relance n'aurait fait qu'amplifier les comportements d'achats des ménages caractéristiques de la crise.

*
* *

Les éléments statistiques rassemblés jusqu'ici permettent de mieux cerner le profil de la consommation dans la relance. Il est clair qu'au niveau d'analyse adoptée, mettre en évidence une évolution singulière ne semble guère fondé. Les cadrages macro-économiques ont montré la modération des effets de la relance, l'analyse par produits ne débouche pas sur une configuration radicalement différente de celle observée en 1976. Dans ces conditions, imputer la

détérioration rapide des conditions de partage du marché intérieur à la matérialisation de "nouvelles" demandes que la relance aurait rendu solvables ne paraît pas convaincant. Plus que des facteurs de "demande", c'est bien la crise de l'offre qui est à l'origine de la montée de la contrainte extérieure.

3. Détérioration de l'offre et déclin de la compétitivité

L'évolution des taux de partage du marché intérieur permet de prendre la mesure des "silences" de l'offre nationale face à l'augmentation de la demande intérieure.

TABLEAU 14

L'évolution du partage du marché intérieur *

	Taux moyens 1974 - 1979	1980	1981	1982	1983
Agriculture	14,5	14,3	14,5	14,3	15,2
Viandes et produits laitiers	9,1	9,5	9,5	9,6	9,8
Autres produits alimentaires	12,3	13,1	13,5	13,5	14,3
Parachimie, Pharmacie	12,5	14,9	15,4	16,3	16,6
Biens d'équipement ménager	40,0	44,2	50,1	52,4	53,0
Automobiles	23,4	26,9	29,9	32,1	32,4
Textiles, Habillement	21,5	26,9	28,1	30,8	30,9
Cuir, Chaussures	23,8	31,1	32,6	36,2	37,0
Bois, Meubles	20,5	27,0	27,4	27,4	28,0
Presse, Edition	8,4	8,6	8,7	8,1	8,8
Transports	17,7	18,7	24,5	27,0	25,2

Source : INSEE

* Importations

Demande intérieure à prix courants

Deux groupes de branches se distinguent selon le niveau et le mouvement des taux. D'un côté, l'agriculture, les industries agro-alimentaires et la parachimie-pharmacie ont une pénétration étrangère plus faible (les ratios sont inférieurs à 15-16%) et surtout assez stable sur la période 1980-1983. La poussée de l'offre étrangère n'a pas été sensible pendant la relance. Les autres branches enregistrent une dégradation sensible. Les ratios, plus élevés en début de période (de 20 à 40%) s'accroissent rapidement entre 1980 et 1982 : + 5% pour l'automobile, l'habillement, les cuirs-chaussures, + 8% pour les biens d'équipement ménager.

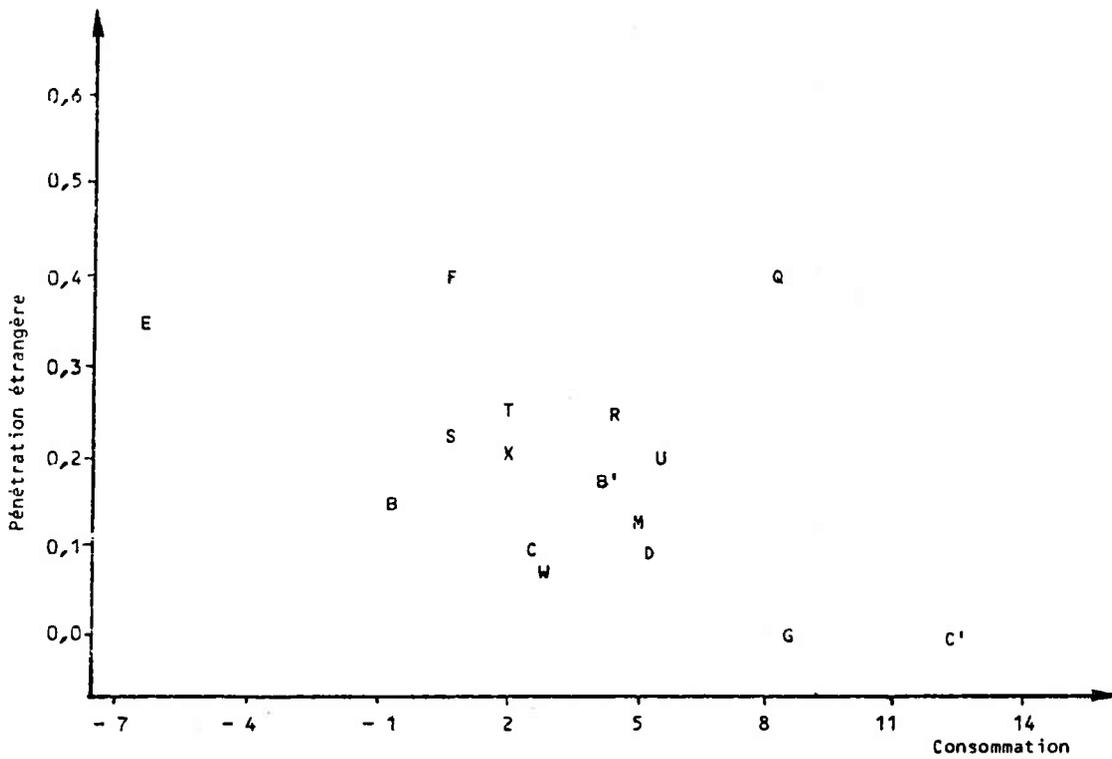
La ligne de partage entre les deux groupes recoupe assez bien les évolutions de la consommation. Le recul de l'offre nationale a donc été d'autant plus prononcé que la demande intérieure était soutenue. L'ensemble des marchés porteurs ont ainsi bénéficié aux producteurs étrangers alors que l'offre nationale résistait mieux sur les produits moins dynamiques. On peut remarquer que ce constat dépasse la période de relance. Les clivages entre les branches se vérifient aussi bien en 1979 que sur l'année 1983. Le désengagement des industries nationales renvoie à une tendance de moyen terme que la politique de relance n'aurait fait qu'accentuer en 1981-1982.

Le graphique 23 confirme cette interprétation. Les tendances de la consommation des produits sont rapprochées de la part de la demande intérieure couverte par les importations sur la période 1974-1979 et 1979-1983. Entre 1974 et 1979, il est difficile de lire une relation claire entre les deux indicateurs. Les niveaux atteints par la pénétration étrangère semblent indépendants des rythmes de croissance de la consommation. Par contre, une relation positive se dégage après 1979. Les marchés les plus porteurs sont en même temps ceux où la présence étrangère est la plus forte. Inversement, la pénétration des produits étrangers est moins importante sur les marchés en croissance plus lente. Les performances des producteurs nationaux se situent donc à rebours des tendances de la consommation.

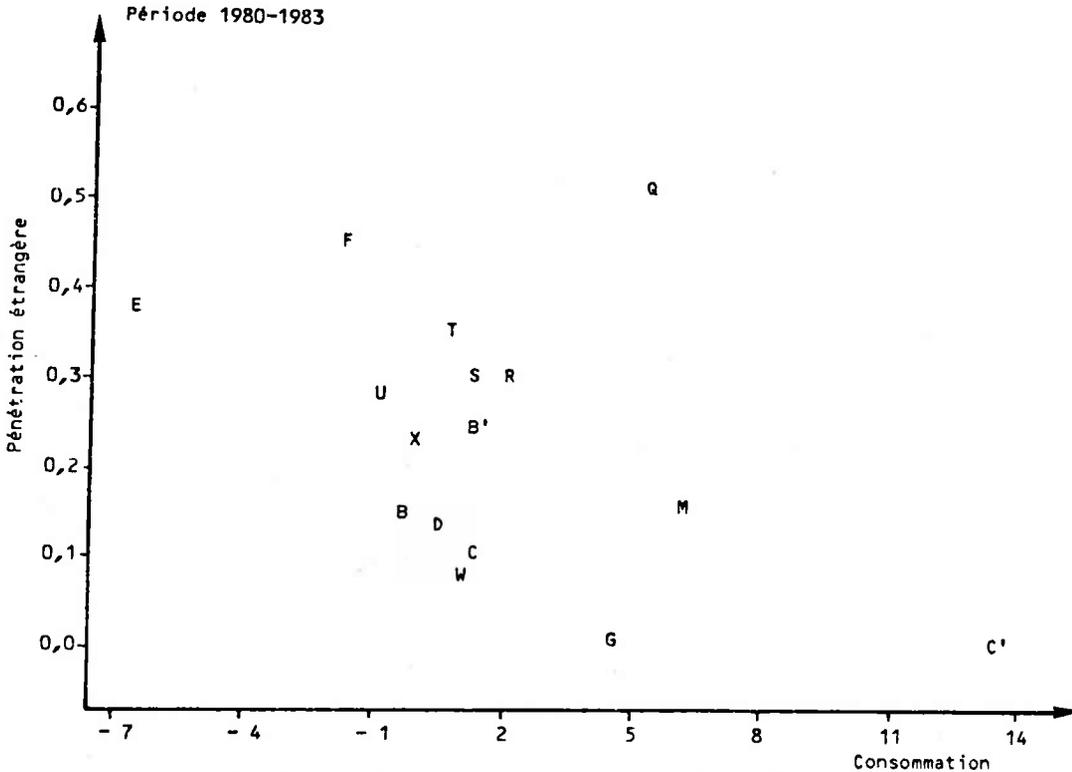
GRAPHIQUE 23

Consommation et pénétration étrangère

Période 1974-1979



Période 1980-1983



Agriculture, sylviculture, pêche	B	Textiles, habillement	S
Viande et produits laitiers	C	Cuir et chaussures	T
Autres produits agricoles alimentaires ...	D	Bois, meubles, industries diverses	U
Combustibles minéraux solides, coke	E	Papier, carton	V
Produits pétroliers, gaz naturel	F	Presse et édition	W
Electricité, gaz et eau	G	Caoutchouc, matières plastiques	X
Minerais et métaux ferreux	H	Bâtiment, génie civil	Y
Minerais, métaux non-ferreux	I	Réparation, commerce auto	Z
Matériaux de construction	J	Hôtels, cafés, restaurants	A'
Verre	K	Transports	B'
Chimie de base, fibres synthétiques	L	Télécommunications et postes	C'
Parachimie, pharmacie	M	Services marchands aux entreprises ...	D'
Fonderie, travail des métaux	N	Services marchands aux particuliers ...	E'
Construction mécanique	O	Location, crédit bail immobilier	F'
Matériels électriques professionnels	P	Assurances	G'
Biens d'équipement ménager	Q	Services organismes financiers	H'
Automobile, transport terrestre	R	Services non-marchands	I'

Insuffisance des capacités ou manque de compétitivité ?

Les facteurs expliquant le déclin de l'adaptation de l'appareil productif sont complexes et leur analyse dépasse largement le cadre de cette étude. On se bornera à discuter en conclusion une hypothèse fréquemment retenue pour expliquer la détérioration des échanges en 1982 : la politique de relance serait venue buter contre une insuffisance des capacités de production dans les industries de biens de consommation. Les goulots d'étranglements créés auraient été résorbés par une augmentation brutale des importations. L'hypothèse revient à attribuer l'origine de la dégradation du solde commercial à une *contrainte d'offre* s'exerçant à travers l'insuffisance des équipements installés. Elle paraît confirmée par un ensemble de travaux mettant l'accent, d'un point de vue macro-économique, sur la faiblesse de la progression du potentiel de production de l'économie (CEPII-1984/THELOT-1985). Celui-ci stagnerait depuis 1979 à un niveau insuffisant pour absorber un choc sur la demande tel que celui déclenché par la politique de relance.

Un potentiel de production insuffisant dans les biens de consommation.

Il faut remarquer tout d'abord que l'idée, séduisante par sa simplicité, bute sur une interprétation délicate. A court terme (c'est-à-dire à prix fixés), en économie ouverte, il est difficile de distinguer un défaut d'équipements installés d'une contrainte de compétitivité plus traditionnelle. L'indicateur utilisé à ces fins est le taux d'utilisation des capacités de production, déduit des résultats concernant les marges de capacités de production, avec embauches déclarées par les entreprises. Son interprétation n'est pas toujours claire. Supposons que sous l'impulsion d'une reprise, il augmente pour atteindre son maximum historique. L'industrie produit à pleine capacité et en même temps ne satisfait pas la totalité de l'accroissement de la demande intérieure. On peut raisonnablement typer la contrainte s'exerçant sur l'économie comme une contrainte d'offre, liée au manque d'équipements installés. Dans le cas inverse, c'est-à-dire si l'utilisation des capacités n'enregistre pas de mouvements significatifs, l'interprétation est plus délicate. Le défaut d'utilisation peut être interprété comme un manque de compétitivité qu'il est difficile de dissocier d'une insuffisance de capacités rentables du point de vue des entreprises. Dans ce cas, une faible utilisation des équipements est

compatible avec la présence de goulots d'étranglement s'analysant plus en terme de compétitivité au sens large (prix, qualité des produits, etc.) qu'en terme d'une contrainte liée aux équipements installés.

L'ambiguïté introduite par le choix de l'indicateur se retrouve assez bien dans l'examen de la situation de l'industrie en 1981-82. A l'appui d'une analyse mettant l'accent sur l'insuffisance des capacités, il est clair, quelles que soient les incertitudes de mesures, que la France souffre d'un potentiel de production insuffisant dans les biens de consommation. Les estimations usuelles font ressortir la faiblesse de l'évolution du secteur comparée à l'ensemble du système productif, (Tableau 15).

TABLEAU 15

Biens de consommation : l'érosion du potentiel productif

Production potentielle* - prix 1970 - taux annuels moyens		
	1973-1979	1979-1983
Industries manufacturières	3,1	0,5
Industries agro-alimentaires	2,7	2,0
Textiles, Habillement	-0,5	-1,6
Cuir, Chaussures	-1,4	-0,9
Biens d'équipement ménager	+6,2	-0,7
Bois, Meubles	-	-2,0
Biens de consommation (hors transport terrestre)	1,3	-0,6

* Production effective corrigée de l'utilisation des capacités

Source : INSEE - Estimations CREDOC

Entre 1973 et 1979, les capacités progressent à un rythme trois fois inférieur à l'ensemble de l'industrie (1,3% par an contre 3,1% pour le secteur manufacturier). L'ajustement rapide au second choc pétrolier se traduit par des taux de croissance négatifs. Les restructurations des branches, l'insuffisance du renouvellement de l'offre débouchent sur une contraction de la "surface productive" du secteur. Seule l'agro-alimentaire fait exception et se distingue par une extension régulière des capacités. Les tendances sont connues et les résultats convergent avec les estimations récentes de l'INSEE (THELOT-1985) établies au niveau macro-économique. L'examen de la crise de 1982, à l'aide des mêmes indicateurs statistiques est plus surprenant. Le graphique reprend au niveau de désagrégation usuel des enquêtes de conjoncture, l'estimation de l'utilisation des capacités de l'industrie française au moment de la relance. Afin de se doter d'une période de référence, la chronique des taux a été étendue à la période 1979-1984. On dispose ainsi d'un pic de conjoncture (3ème trimestre de l'année 1979) permettant d'approcher d'un point de vue statistique la notion de pleine utilisation des capacités disponibles.

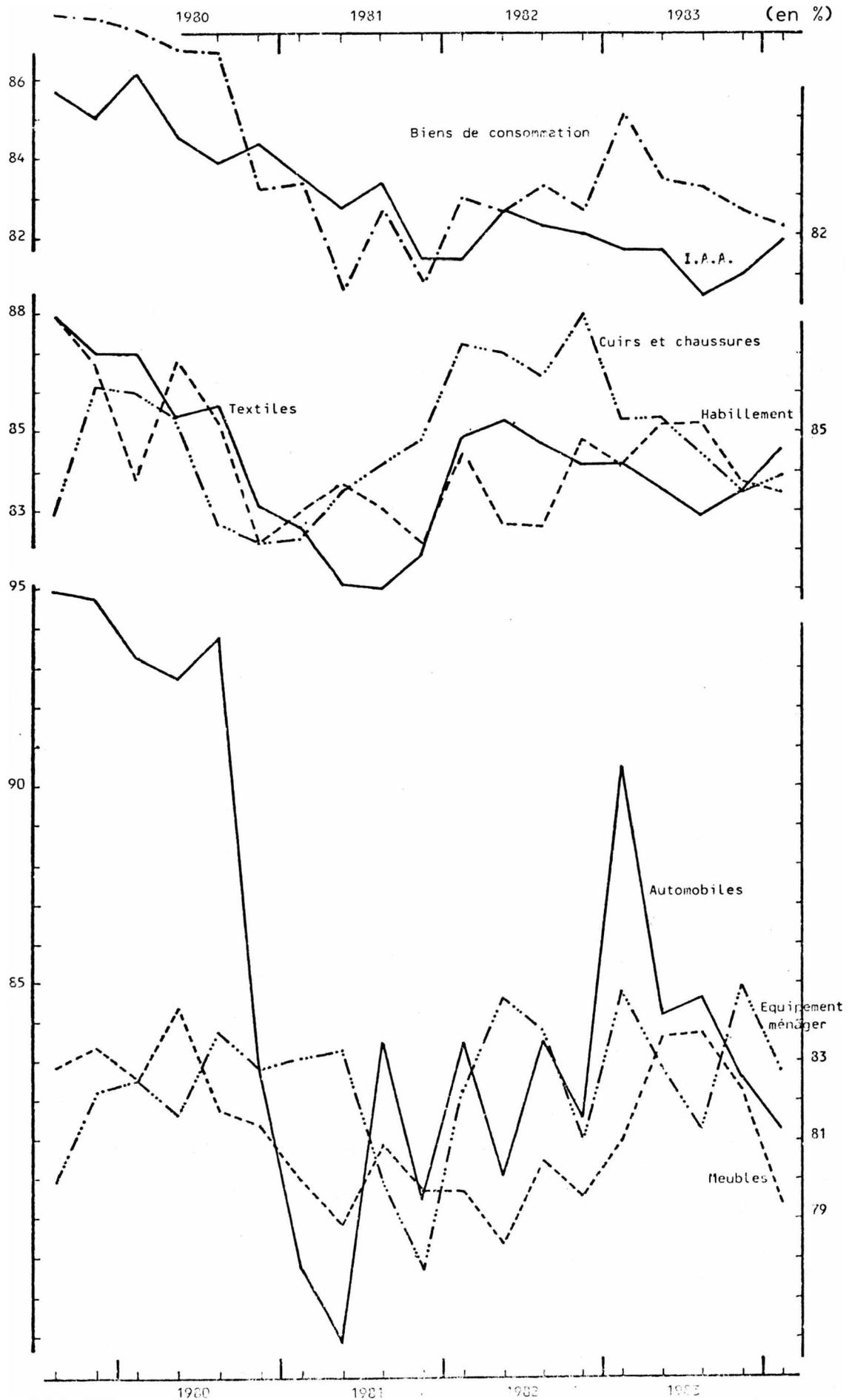
Trois types de branches

Pour l'ensemble des biens de consommation, l'indicateur ne montre pas de mouvements significatifs sur la période de relance, l'utilisation des capacités est stable, inférieure au pic de 1979, accreditant l'idée d'une demande globalement insuffisante pour soutenir l'activité des entreprises. A un niveau plus fin, on est conduit à nuancer le jugement.

Trois types de branches se dégagent selon le profil de l'indicateur :

- Les industries où l'utilisation des équipements reste faible sur la période. Elles regroupent des produits peu touchés par l'accélération de la consommation (agro-alimentaire, ameublement).
- Les branches où l'activité augmente sans atteindre le niveau de 1979 : biens semi-durables à l'exception des cuirs-chaussures. Il semble délicat d'avancer pour ces produits l'idée de goulots d'étranglement si ce n'est, comme on l'a souligné, en termes plus larges de compétitivité.

Source : INSEE
 GRAPHIQUE 24
 Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie (en %)



- enfin, les industries où l'indicateur atteint son maximum historique. Deux branches sont concernées : les cuirs-chaussures et les produits d'équipement ménager. La situation est claire pour la branche cuirs-chaussures. L'augmentation de la demande s'est portée vers les producteurs nationaux (l'indicateur remonte rapidement en 1982) qui, faute d'équipements, n'ont pu suivre l'essor de la consommation. Le résultat est cohérent avec l'ajustement de ce secteur après 1979. Les fermetures d'établissements, la faiblesse de l'investissement et du renouvellement de l'offre créent un goulot d'étranglement dès que la demande ne bride plus la croissance. L'interprétation est plus délicate pour les produits d'équipement ménager. On peut remarquer que le profil de l'indicateur est plus régulier que pour les autres biens durables ou semi-durables. On aurait pour ce secteur un goulot d'étranglement davantage lié à une gestion stricte des capacités sur le moyen terme qu'à un ajustement "de crise" de la branche.

Au total, la situation des branches semble très hétérogène. La typologie dégagée, malgré sa fragilité, recoupe bien les mouvements de la demande et du commerce extérieur. Elle suggère d'attribuer le dérapage des échanges en 1982 à la fois au manque de compétitivité des industries traditionnelles et à une contrainte de capacités touchant les branches motrices des biens de consommation.

*

*

*

C O N C L U S I O N

Le champ de cette recherche était très ouvert : il est donc assez normal que s'en soient dégagées des pistes de recherche plutôt que des confirmations de résultats. Cependant, on peut mettre en avant un certain nombre de résultats nouveaux.

Une "clef de passage" entre évolution et répartition

La corrélation entre consommation et diffusion des produits qui, comme on l'a déjà indiqué, donne des phénomènes de répartition de la consommation dans la population, une vision qui recoupe celle que suggèrent les faits d'évolution de moyen terme : considérée selon cet angle de vue, la répartition dans la population d'un poste de consommation se module en fonction de ses caractéristiques évolutives. Certes, ce résultat pose des problèmes d'interprétation et il correspond à une vision des phénomènes de répartition certainement très limitée. Mais on dispose, à travers cette représentation graphique, d'une "clef de passage" entre les deux aspects (évolution et répartition) de la consommation, ce qui n'est pas sans intérêt.

Passivité de l'offre nationale devant la contrainte extérieure

Sur les années précédant la crise (avant 1973), on trouve des disparités de hausse des prix, entre des postes de consommation, qui sont indépendantes de la pénétration étrangère (cf. graphique 3, page 8). Ce résultat est assez surprenant, voire même assez inquiétant pour l'adaptation de l'industrie française à la nouvelle situation depuis 1973 : il semble indiquer qu'il y avait avant la "crise" une déconnection entre la fixation des prix en France et la contrainte extérieure, traduisant ainsi une passivité de l'offre à l'égard de cette dernière.

Le "cercle vertueux"

Un résultat, sinon complètement acquis, du moins assez nettement suggéré par ce travail, est celui d'une rétroaction de l'offre en réponse au dynamisme de la demande. C'est une étude comparative par poste de consommation qui fait apparaître cette conclusion : la corrélation négative entre les évolutions des consommations (en volume) et des prix semble bien être plus forte

que ce que laisserait prévoir le seul comportement des ménages. Il existerait ainsi une adaptation favorable de l'appareil productif national à la demande ("cercle vertueux") correspondant assez au concept de "fordisme". La crise l'a fait disparaître. Cependant cet effacement est progressif et ne s'achève qu'au deuxième choc pétrolier, ce qui irait à l'encontre de la thèse du fordisme à l'origine de la crise. Mais ces interprétations et ces points de chronologie sont évidemment à affiner et à préciser.

Adaptation de la consommation après 1973 : des facteurs essentiellement macro-économiques

A partir de 1973, et encore plus après 1979, on peut suivre l'adaptation de la consommation à la situation de crise, et on trouvera dans ce travail une description de cette adaptation. Quels en sont les facteurs ? Il apparaît nettement que ceux-ci sont massivement d'origine macro-économique (pouvoir d'achat, prix) et non à rechercher dans un examen cas par cas des différentes catégories de consommation. On notera aussi la responsabilité de l'appareil productif national : faiblesse de l'offre nationale en biens de consommation en 1981-1982.

Singularité de la reprise de consommation en 1982

Les réactions du consommateur à une relance conjoncturelle sont depuis longtemps connues, théorisées (en particulier à partir des concepts introduits par M. FRIEDMAN : Consommation permanente et consommation transitoire) et analysées (notamment par les modèles économétriques trimestriels des instituts de conjoncture qui mettent surtout en évidence la sensibilité des dépenses en biens durables). Cependant, l'étude approfondie de la relance de 1982, proposée ici montre que cette dernière a des caractéristiques singulières assez marquées, résultant d'effets de cycles particuliers à certains biens durables (autrement dit : "effet de rattrapage"), et à des effets-prix.

*
* *

Parmi les pistes de recherche que cette étude a suggérées, on en citera trois.

Consommation dans le temps et dans la population

Une première piste de recherche est l'étude des relations entre l'évolution temporelle de la consommation et sa répartition dans la population : la "clef de passage" évoquée plus haut constitue une voie de recherche toute tracée ; il reste à rechercher les limites de validité et à approfondir les interprétations. D'après ce qui est esquissé à l'annexe I, une étude par période, distinguant évidemment l'avant-crise et l'après-crise, pourrait montrer comment s'est modifiée la répartition de la consommation dans la population, après la crise, en fonction de la moindre croissance du pouvoir d'achat.

La période 1981-1982

Une autre piste de recherche concerne l'approfondissement de l'analyse de la période 1981-1982. Les limites rencontrées sont celles d'une étude "littéraire" et qualitative. Pour progresser, une analyse quantifiée, donc par modélisation, serait nécessaire. Si les modèles conjoncturels (qui étudient la consommation sous une forme très agrégée) intègrent de façon assez sûre les facteurs macro-économiques (et encore y a-t-il bien des incertitudes à ce niveau), les effets de cycle de produits et de faiblesse de l'offre sont mal connus : ils devraient d'ailleurs être étudiés sur des postes de consommation assez fins. Ces remarques sont d'ailleurs valables non seulement pour la période 1981-1982, mais également depuis la "crise", c'est-à-dire pour étudier les fluctuations de la consommation introduites par la cassure de 1973.

Rôle de l'offre sur la consommation

Enfin, un champ de recherche important est d'approfondir l'étude des influences de l'offre sur la consommation, en suivant notamment les pistes de recherche dégagées ici. Pour l'avenir de la consommation, les conditions de l'offre, et particulièrement la productivité, vont jouer un rôle crucial. Le cas des services constitue une illustration de cette idée : on a vu que

certaines services "traditionnels", handicapés par une faible productivité, voyaient leur diffusion stagner ou régresser. En revanche, les télécommunications, en progrès technique, sont en forte croissance. Certains services, "à cheval" entre ces deux situations : restauration, réparation, transport, mériteraient une étude approfondie selon ce point de vue.

Une bonne compréhension des interactions entre offre et demande, en particulier du "cercle vertueux", devrait éclairer les pronostics sur la "sortie de crise" de l'appareil productif. Après les péripéties des deux chocs pétroliers, c'est en effet actuellement que se met en place l'adaptation de l'offre aux nouvelles situations. Cependant, sur ce point un examen des seules données nationales est insuffisant compte tenu du faible recul historique : il doit être complété par des études comparatives internationales.

R E F E R E N C E S

- DARMON D. *La consommation des ménages à moyen terme .- INSEE, Archives et Documents, N° 92.- 1983.*
- FONTENEAU A., GUBIAN A. *Comparaisons des relances économiques de 1975 et 1981-1982 .- Observations et Diagnostics Economiques N° 12.- 1985.*
- FONTENEAU A., MUET P.A. *La gauche face à la crise .- Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.- 1985.*
- GLAUDE M. *Diversité et cohérence des budgets .- Données Sociales, INSEE.- 1984.*
- INSEE *La crise du système productif. - 1981.*
- L'HARDY Ph., TROGNON A. *Le mythe du nouveau consommateur .- Economie et Statistique, N° 123.- 1980.*
- THELOT C. *La croissance du chômage depuis vingt ans : interprétations macro-économiques .- Economie et Statistique, N° 183 .- 1985.*

ANNEXES

A N N E X E I

Le graphique de corrélation entre C (croissance de la consommation) et DH (degré d'hétérogénéité de la diffusion) peut susciter la critique, dans la mesure où il approche une grandeur couvrant un large intervalle de temps (C : croissance de la consommation sur la période 1959 - 1983) à une autre grandeur, ponctuelle (DH : hétérogénéité de consommation d'après l'enquête de 1979). C'est pour examiner cette objection qu'on étudie ici quelques graphiques de corrélation temporellement mieux situés.

Le graphique I.1 représente la corrélation entre le coefficient d'hétérogénéité d'après l'enquête de 1965, et la croissance en volume de la consommation dans les 5 ans qui suivent (1965 - 1970). Le graphique I.2 donne de même la corrélation entre le coefficient d'hétérogénéité d'après l'enquête de 1970, et la croissance en volume de la consommation dans les 9 ans qui suivent (1970 - 1979).

On retrouve dans les deux cas le même schéma : une corrélation généralement positive, avec une branche "aberrante", à corrélation plutôt négative, correspondant à des services associés à des coefficients d'hétérogénéité très élevés.

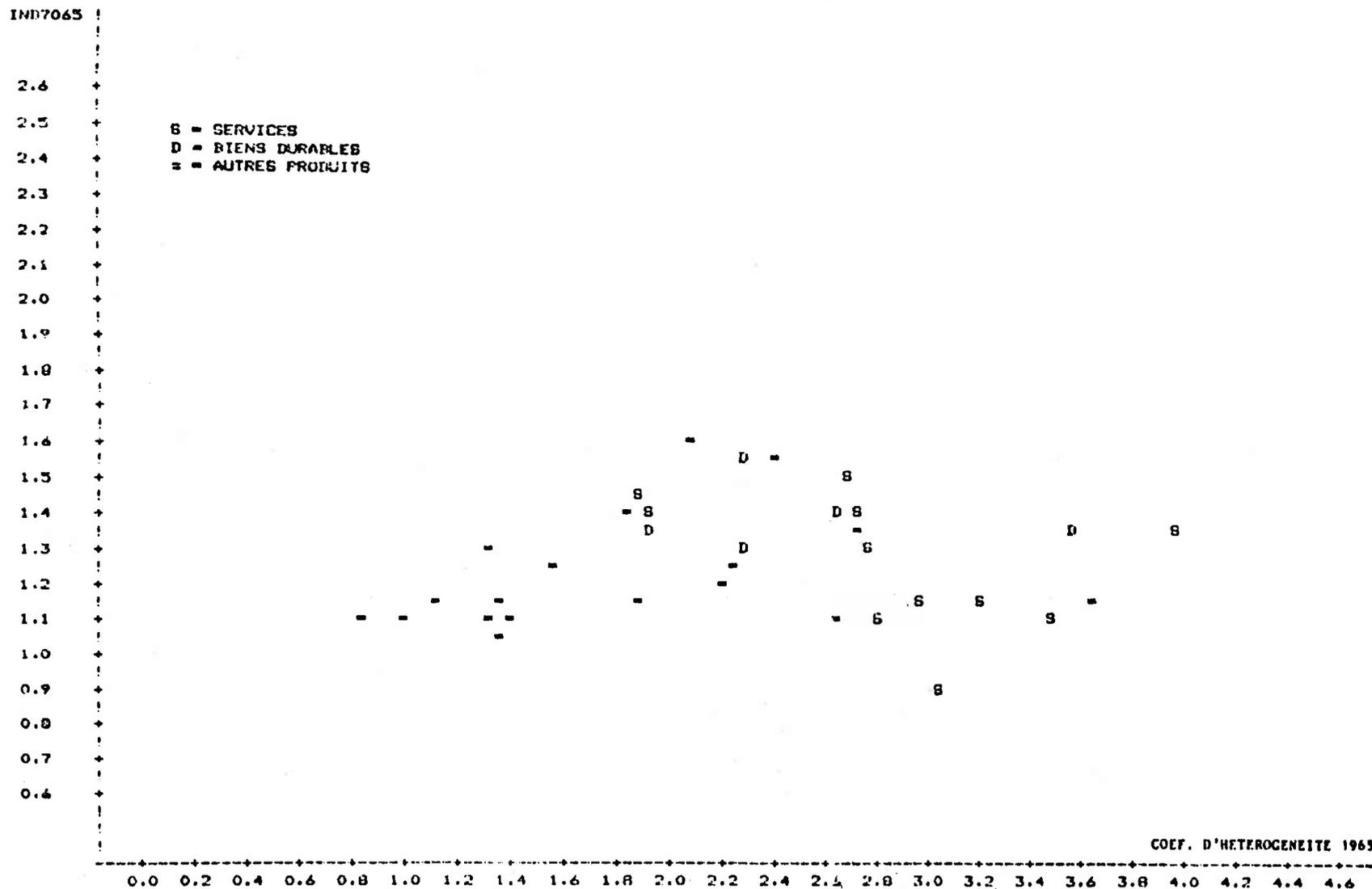
Sur le graphique I.1, la pente de la corrélation n'est que faiblement positive. Ceci ne doit pas surprendre, il s'agit d'un simple effet d'échelle : la grandeur portée verticalement, rapport entre la consommation en volume de l'année finale et celle de l'année initiale, n'introduit pas de correction liée à l'intervalle de temps : or il y a 9 années pour le graphique I.2, contre 5 pour le graphique I.1.

Une autre façon de considérer la question est de s'interroger sur la stabilité des coefficients d'hétérogénéité des divers postes, d'une enquête à l'autre. C'est ce que permet de faire les graphiques I.3 et I.4.

De 1965 à 1970 (graphique I.3) cette stabilité est très nette : les points représentatifs s'alignent à proximité de la première bissectrice. Ceci s'observe encore de 1970 à 1979 (graphique I.4) mais avec une distorsion : les points se placent en-dessous de la première bissectrice, et ce d'autant plus que les coefficients sont élevés. Il paraît vraisemblable d'attribuer cet effet à la "crise" (ralentissement de la croissance à partir de 1979) dont on peut ainsi lire - si cette interprétation se confirme - certaines conséquences sur la répartition de la consommation dans la population.

CORRELATION HETEROGENEITE CONSOMMATION DES CAUSES EN 1965
 ET INDICE DE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION 1970/1965
 OPPOSITION BIENS DURABLES - SERVICES

PLOT OF IND7065#HETE65 SYMBOL IS VALUE OF COI#DS



NOTE:

1 OBS HAD MISSING VALUES OR WERE OUT OF RANGE

C = 0,95
6,22

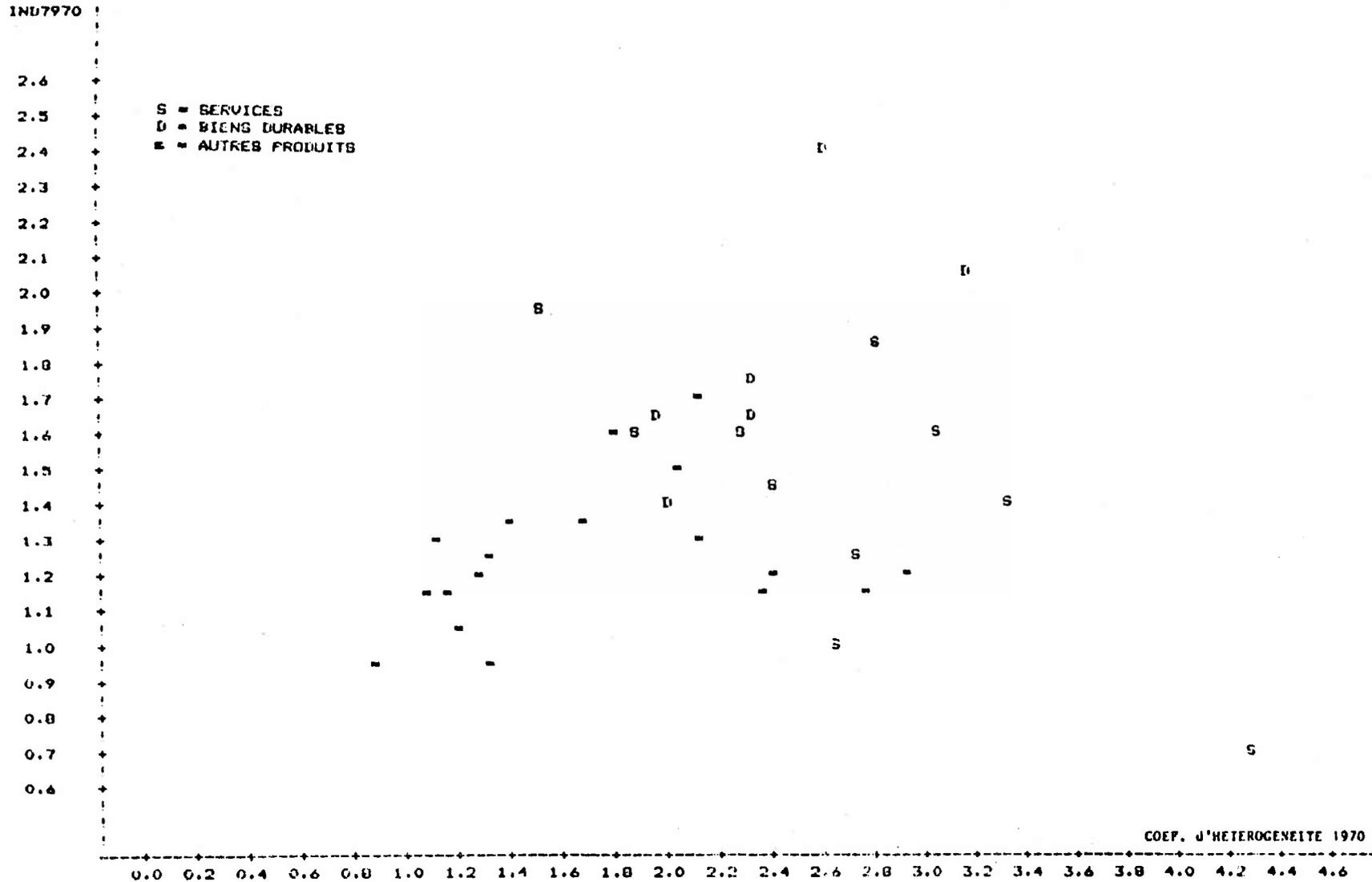
2 OBS HIDDEN

5 = alimentation sous V = viande, poissons
 A = électroménager sous 4 = tabac

GRAPHIQUE I.1

CORRELATION HETEROGENEITE CONSUMATION DE 3 CATEGORIES EN 1970
 ET INDICE DE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION 1979/1970
 OPPOSITION BIENS DURABLES - SERVICES

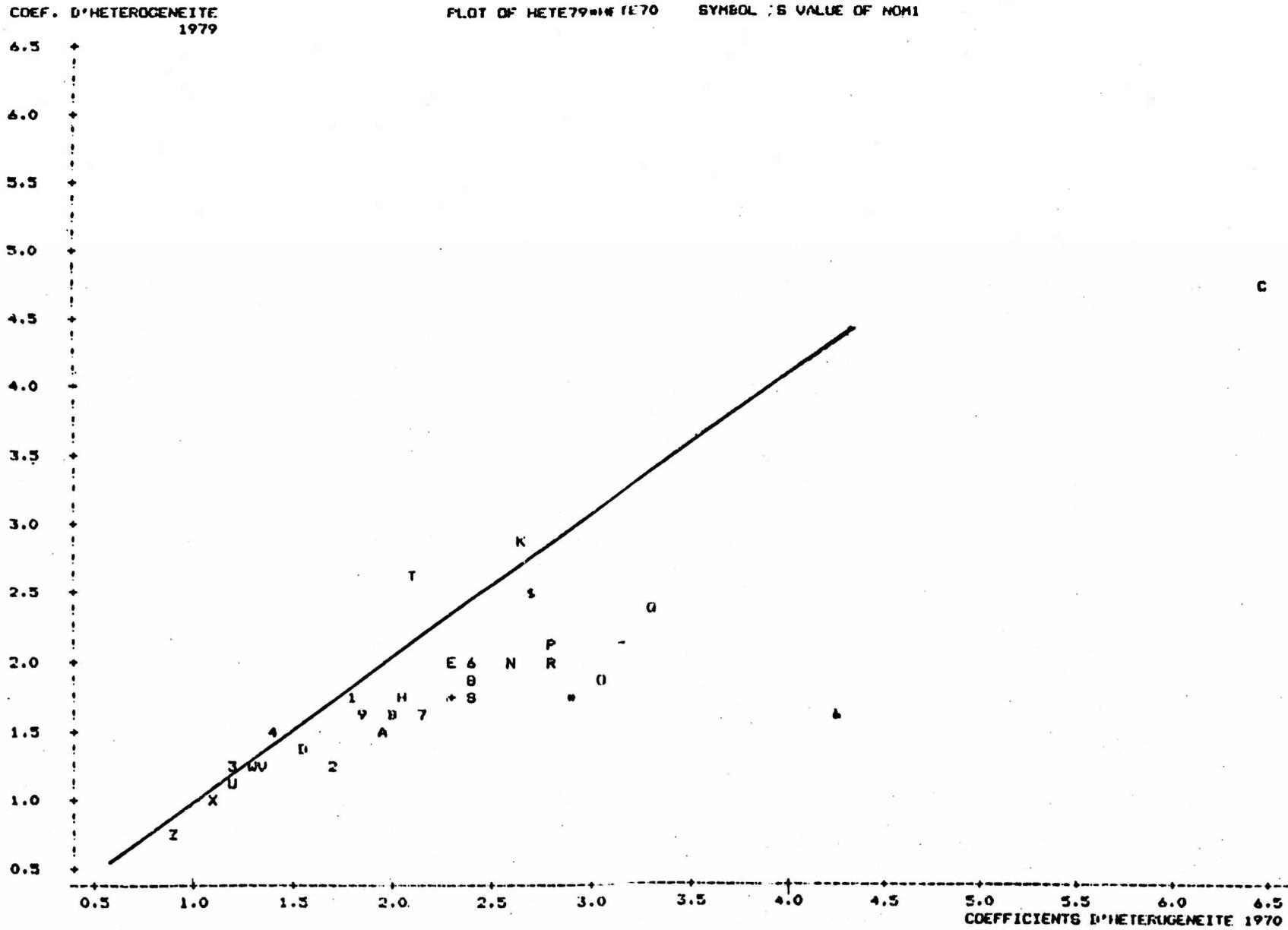
PLOT OF IND7970=HETE70 SYMBOL IS VALUE OF COEFES



NOTE: 2 OBS HAD MISSING VALUES OR WERE OUT OF RANGE 1 OBS HIDDEN W = lait, fromages, oeufs est sous V = viandes, poissons
 C = 0,89 6,43 = services domestiques
 L = 4,40 3,85 = telecommunications

GRAPHIQUE I.3

CORRELATION ENTRE LES COEFFICIENTS D'HETEROGENEITE 1979/1970



NOTE: 4 OBS HIDDEN

GRAPHIQUE I.4

A N N E X E II

Les nomenclatures

Au cours de cette étude, nous avons utilisé trois nomenclatures :

- La nomenclature "T". Etablie selon une optique de production ; elle classe les produits en quarante postes, dont trente-quatre intéressent la consommation des ménages. Elle permet le passage entre la demande et l'offre.
- Une nomenclature construite pour cette étude qui articule la nomenclature par fonction des Comptes annuels de la consommation de l'INSEE(1) et celle de l'enquête Budget de famille. Cette dernière enquête est celle que l'INSEE effectue auprès des ménages depuis 1965 et dont la dernière publication porte sur 1978-1979(2).
- La nomenclature par durabilité qui regroupe les produits selon leur durée d'utilisation et par conséquent leur sensibilité à la conjoncture.

(1) INSEE (1985), *La consommation des ménages en 1984. Services de comptabilité nationale*, "Les Collections de l'INSEE", série M, n° 112.

(2) INSEE (1982), *Budget des ménages 1978-1979*, "Les Collections de l'INSEE", série M, n° 97.

① La nomenclature "T" retenue

La nomenclature de base est celle en quarante postes (nomenclature "T"). Comme elle est établie selon une optique de production(1), il a semblé nécessaire de lui ôter des postes dont le poids dans le budget des ménages est très faible - c'est-à-dire inférieur à 0,5% - ce qui représente au total environ treize milliards de francs, contre une consommation globale de deux mille sept cent cinquante sept milliards de francs (1984). Cette sélection permet donc de mieux appréhender l'importance des postes.

La nomenclature ainsi construite - qui comprend vingt-cinq postes - est donc plus consistante du point de vue de la consommation (Tableau 1). La typologie des postes restants demeure cependant encore hétérogène car :

1) d'une part, huit postes expliquent à eux seuls plus de 65% de l'ensemble de la consommation ;

a. ce sont d'abord les biens de consommation :

Alimentation - viande et produits laitiers. (T02)

- autres produits alimentaires (T03)

parachimie et pharmacie (T12)

habillement - textiles et habillement (T18)

équipement - bois, meubles et industries.

diverses (T20)

b. puis trois services :

les hôtels, cafés, restaurants (T30)

les services marchands aux particuliers : services de santé, réparations

en tout genre (en particulier d'automobile, d'électro-ménager), loisirs-spectacles..... (T34)

les locations de logement et crédit

bail immobilier (T35)

(1) Le critère de classification est celui de la matière de l'objet consommé.

Nomenclature "produits" simplifiée en 25 postes

	Consommation en Mds de F. courants				Coefficient budgétaire en volume et en %			
	1959	1973	1979	1984	1959	1973	1979	1984
T 01. Agriculture, sylviculture, pêche	17,0	42,9	78,6	129,6	9,9	5,7	4,4	3,9
T 02. Viande et produits laitiers	23,0	71,3	142,9	252,1	13,6	10,3	9,7	9,7
T 03. Autres produits agricoles alimentaires	20,9	59,0	127,2	224,0	11,2	9,1	8,4	8,0
T 05. Produits pétroliers, gaz naturel	4,2	29,8	80,2	150,6	1,8	4,7	3,9	3,4
T 06. Electricité, gaz et eau	2,5	14,3	44,3	108,4	1,2	2,2	2,9	3,2
T 12. Parachimie, pharmacie	5,3	2,8	56,3	111,0	2,5	4,8	5,1	6,2
T 13. Fonderie, travail des métaux	1,1	5,2	8,8	13,0	0,6	0,8	0,6	0,5
T 14. Construction mécanique	1,0	4,7	10,9	17,9	0,5	0,7	0,9	0,9
T 15B. Biens d'équipement ménager	4,7	15,8	34,8	51,6	1,5	2,7	3,5	3,9
T 16. Automobile, transport terrestre	3,5	22,1	52,6	80,6	1,6	3,3	3,2	2,7
T 18. Textiles, habillement	16,1	51,8	97,4	159,3	8,2	8,0	6,6	6,2
T 19. Cuir et chaussures	3,5	12,7	27,9	43,9	2,0	1,8	1,6	1,4
T 20. Bois, meubles, industries diverses	6,6	36,2	92,1	139,5	3,5	5,6	6,3	5,3
T 22. Presse et édition	2,6	11,4	25,1	49,4	1,9	1,6	1,5	1,5
T 23. Caoutchouc, matières plastiques	1,1	5,7	11,9	20,3	0,5	0,9	0,8	0,8
T 24. Bâtiment, génie civil	1,2	7,4	16,3	30,1	0,9	1,1	0,9	0,9
T 29. Réparation, commerce auto	2,6	13,8	34,0	66,4	1,8	2,1	2,0	2,1
T 30. Hôtels, cafés, restaurants	11,8	42,7	100,3	187,5	8,6	6,1	5,7	5,4
T 31. Transports	4,1	13,2	31,7	59,5	2,8	2,0	2,0	2,0
T 32. Télécommunications et postes	0,9	4,6	15,1	32,8	0,5	0,7	1,1	1,7
T 33. Services marchands aux entreprises	2,1	10,0	26,3	49,1	1,5	1,5	1,6	1,6
T 34. Services marchands aux particuliers	14,0	71,5	196,0	382,9	9,8	10,5	12,2	13,6
T 35. Location, crédit bail immobilier	7,8	64,6	147,1	292,9	7,8	9,6	10,3	11,5
T 36. Assurances ..	1,1	8,1	15,4	27,7	0,9	1,4	2,2	1,4
T 38. Services non marchands	2,1	7,3	16,2	27,3	2,2	1,0	0,7	0,6
TOTAL	165,4	666,2	1517,6	2757,2	100,0	100,0	100,0	100,0

Ont été supprimés les postes suivants :

T 04. Combustibles minéraux solides, coke ..	(5,2 Mds en 1984)
T 07. Minerais et métaux ferreux	(0,6 Mds " ")
T 08. Minerais, métaux non ferreux	(0,4 Mds " ")
T 09. Matériaux de construction	(10,1 Mds " ")
T 10. Verre	(5,3 Mds " ")
T 11. Chimie de base, fibres synthétiques ..	(0,2 Mds " ")
T 15A. Matériels électriques professionnels.	(6,1 Mds " ")
T 21. Papier, carton	(10,9 Mds " ")
T 37. Services organismes financiers	(10,8 Mds " ")

Source : INSEE

- 2) d'autre part, certains postes, tels les services marchands aux entreprises :
les récupérations, les antiquités, les conseils juridiques et financiers,
la location hors logement..... (T33)
la fonderie et travail de métaux (T13)
ne s'adressent pas uniquement aux ménages mais aussi et parfois essentiel-
lement aux entreprises individuelles.

La nomenclature en quarante postes ou celle, simplifiée, en vingt-cinq postes
ne prennent pas, par ailleurs, en compte les investissements en logement et
terrains des ménages.

*
* *

② Articulation entre la nomenclature de la consommation par fonction des comptes, et celle de l'enquête Budget de famille

N° fonction	Libellé du poste Postes = enquête Budgets des familles en 1978-1979	Groupes de produits adaptés à l'étude des disparités. Contenu de chaque groupe
111	u Pains et céréales	⑥ Produits à base de céréales + ④③ Produits pour bébés + ④④ Produits diététiques
112 113	v Viandes-poissons	②⑤ Viandes-poissons - ②③ oeufs
114	w Laits-fromages-oeufs	②⑧ Fromages/Laits + ②③ oeufs
115	x Huiles et graisses	③② Corps gras
116 117	y Fruits et Légumes (y. c. pommes de terre)	⑩ Légumes + ①④ Fruits
118	z Sucre	③③ Sucre
119	0 Café - Thé	④① Café - Thé - Plantes d'infusion
10	1 Autres produits alimentaires (y.c. confiserie)	③④ Produits à base de sucre ou de cacao + ④⑤ Produits alimentaires
12	2 Boissons non alcoolisées	④⑩ Boissons non alcoolisées
13	3 Boissons alcoolisées	④② Boissons - ④⑩ Boissons non alcoolisées + ④① Café/Thé/Plantes)
14	4 Tabac	①②⑤ Tabac
1	5 Produits, Alimentation,	⑤① Total alimentation + ①②⑤ Tabacs/cigarettes - ④⑨ (repas extérieurs)
21	6 Vêtements (y.c. réparations)	⑤② (vêtements de dessus) + ⑤③ (sous-vêtements, lingerie) + ⑤④ (vêtements de sports et de travail) + ⑤⑤ (tissus, laines, mercerie, layette)
22	7 Chaussures (y.c. réparations)	⑤⑥ Chaussures
	8 Habillement (y.c. réparations)	⑥⑩ Habillement
3	9 Logement	⑥① (Loyers et charges) + ⑥④ (chauffage collectif et urbain) + ⑥⑤ (combustible solides) + ⑥⑥ (bois et charbon de bois) + ⑥⑧ (électricité) + ⑥⑨ (gaz de ville) + ⑦⑩ (dépenses EDF-GDF non isolables) + ⑦① (gaz butane, propane)
4	+ Equipement et entretien du logement	⑦④ (meubles et literie) + ⑦⑤ (linge de maison) + ⑦⑥ (appareils de chauffage et de cuisine) + ⑦⑦ (chauffe-eau) + ⑧① (ensemble des gros appareils de ⑦⑤ à ⑧①) + ⑧② (autres appareils électroménagers) + ⑧③ (quincaillerie, autres articles ménagers) + ⑧④ (bricolage et gros outillage) + ⑧⑤ (produits d'entretien et de nettoyage) + ⑧⑥ (entretien et réparation logement) + ⑧⑦ (matériaux pour équiper le logement)

N° fonction	Libellé du poste Postes = enquête Budgets des familles en 1978-1979	Groupes de produits adaptés à l'étude des disparités. Contenu de chaque groupe
41	- Meubles (y.c. réparations)	(74) Meubles
42	* Textile de maison	(75) Linge de maison, textile d'ameublement
43	A Electro-ménager (y.c. réparations)	(81) (ensemble des gros appareils) + (82) (autres appareils électro-ménagers + (76) (appareils de chauffage et de cuisine) + (77) (chauffe-eau)
444	B Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	(83) (quincaillerie, autres articles ménagers) + (84) (bricolage, gros outillage) + (85) (produits d'entretien et de nettoyage) + (86) (entretien, loisirs)
46	C Services domestiques	(130) (Services employés de maison-temps plein) + (131) (services des autres employés de maison)
5	D Santé	(93) Services médicaux, pharmacie, orthopédie
61	E Achat de véhicules individ.	(95) (achats d'automobiles) + (97) (essence) + (98) (autres frais)
611	F Voitures	(95) (achats d'automobiles) + (100) (leasing)
612	G Caravanes, cycles, motocycles	(115) (caravanes) + (96) achats de véhicules à 2 roues
62	H Dépenses d'utilisations	(99) Total frais d'utilisation ((97) + (98))
622	I Carburants - lubrifiants	(97) Essence
621	J Pneus, etc.	(38) Autres frais d'utilisations
623	K Services de transports	(101) (Frais de transports en commun) + (102) (frais d'avion et de bateau)
64	L Télécommunications et postes	(103) (Téléphone personnel) + (104) (frais d'installation de téléphone)
6	M Transports et communications	(107) Transports et télécommunications
71	N Appareils et accessoires électroniques	(110) (Téléphone-radio, électrophone, magneto) + (111) (appareils-photos, caméra, projecteur) + (113) (disques, films, bandes magnétiques) + (114) (articles de sports, camping, jouets) + (116) (bateaux) + (121) (machines à écrire et à calculer) + (122) (plantes, fleurs, matériels de jardin, + (123) (mobiliers de jardin)
72	O Services de loisirs-spectacles	(117) Spectacles
73	P Presse	(118) (Reliure) + (113) (journaux, revues, papeterie) + (120) (abonnements journaux et revues)
74	Q Enseignement	(124) (Frais d'instruction scolaire)
7	R Loisirs, spectacles, enseignement, culture	(110) + (111) + (113) + (114) + (116) + (121) + (122) + (123) + (117) + (118) + (119) + (120) + (124)
81	S Soins personnels	(90) Produits et articles de toilettes + (91) coiffeur, salon de beauté, bain
82	T Autres articles NDA	(127) Horlogerie, argenterie, maroquinerie
83	Hôtels, cafés restaurants et voyages touristiques	(49) Repas et consommations extérieurs

③ La nomenclature par durabilité (1)

Correspondance entre les postes détaillés de la nomenclature par durabilité et la nomenclature d'activités et de produits 1973 (N.A.P.)

NOMENCLATURE PAR DURABILITE		NOMENCLATURE D'ACTIVITES ET DE PRODUITS (N.A.P.)		Coefficient budgétaire(2) 1984
CODE	DESIGNATION DU POSTE	CODE	DESIGNATION DU POSTE	
11	AUTOMOBILES	3111	VOITURES	2,5
12	TELEVISEURS	29212	TELEVISEURS	1,1
13	REFRIGERATEURS CONGELATEURS	30011	REFRIGERATEURS CONGELATEURS	0,2
14	MACHINES A LAVER	30012	MACHINES A LAVER BLOCS LAVEURS ESSOREURS.	0,2
15	LAVE-VAISSELLE	30013	LAVE VAISSELLE	0,1
16	MELUBLES	49	MELUBLES	3,1
17	AUTRES BIENS DURABLES IMPORTANTS	29211 2922 3002 3003 3112 3116	RADIOS COMBINES APPAREILS D'ENREGISTREMENT ET DE REPROD. APP. MENA. DE CUIS. ET DE CHAUF. NON ELECTR. AUTRES APPAREILS D'EQUIPEMENT MENAGER CARAVANES MOTOCYCLES ET CYCLES	2,4
21	TEXTILES CUIRS	44 45 46 47	TEXTILES SAUF HABILLEMENT ARTICLES EN CUIR CHAUSURES ARTICLES D'HABILLEMENT	7,6
22	AUTRES BIENS SEMI-DURABLES	11 15 16 21 22 27 34 48 52 53 54	PR. DE LA PREM. TRANS. DE L'ACIER (TREFIL.) MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET CERAMIQUE VERRE PRODUIT DU TRAVAIL DES METAUX MACHINES AGRICOLES (MOTOCULTEURS) MACHINES DE BUREAU MATERIEL DE PRECISION PROD. DU TRAVAIL MECANIQUE DU BOIS PNEUMATIQUES ET PRODUITS EN CAOUTCHOUC PRODUITS DE LA TRANSFORM. DES PLASTIQUES PRODUITS DES INDUSTRIES DIVERSES	4,9
311	ENERGIE Y COMPRIS SYLVICULTURE	02 04 05 06 07 08	PRODUITS DE LA SYLVICULTURE COMBUST. MINERAIUX SOLIDES ET PROD. COKEFA. PRODUITS PETROLIERS RAFFINES ELECTRICITE GAZ DISTRIBUE EAU CHAUFFAGE URBAIN	6,7
312	AUTRES BIENS NON DURAB. NON ALIMENTAIRES	014 13 17 18 19 28 42 50 51 55	FLEURS PLANTES ET GRAINES METAUX NON FERREUX (ALUMINIUM) PRODUITS CHIMIQUES DE BASE (ENGRAIS) PHARMACIE PHARMACIE MATERIEL ELECTRIQUE TABAC PAPIERS CARTONS PRESSE IMPRIMERIE EDITION BATIMENT ET GENIE CIVIL	11,3
32	ALIMENTATION	00 011 013 017 03 14 35 36 37 38 39 40 41	FRUITS TROPICAUX P.D.T. LEGUMES FRUITS SAUF TROPICAUX VIN OEUF ET PRODUITS ANIMAUX DIVERS PRODUITS DE LA PECHE MINERAIUX DIVERS (SEL) VIANDES ET CONSERVES DE VIANDE LAITS ET PRODUITS LAITIERS CONSERVES SAUF CONSERVES DE VIANDE PAIN ET PATISSEMERIE FRAICHE PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS PRODUITS ALIMENTAIRES DIVERS BOISSONS ET ALCOOLS	19,7
41	LOCATIONS DE LOGEMENTS	81	LOCATION DE LOGEMENT	11,5
42	SERVICES DE SANTE	84	SERVICES MARCHANDS DE SANTE VC. VETERIN.	10,7
43	TRANSPORTS EN COMMUN ET P.T.T	68 69 71 72 74..6 75	TRANSPORTS FERROVIAIRES DE VOYAGEURS AUTRES TRANSPORTS TERRESTRES TRANSPORTS MARITIMES ET COTIERS TRANSPORTS AERIENS SERVICES ANNEXES DES TRANSPORTS TELECOMMUNICATIONS ET POSTES	3,7
44	SERV. DES HOTELS CAFES REST. CANT. FOYERS	67	CANTINES FOYERS HOTELS CAFES RESTAURANTS	5,5
45	AUTRES SERVICES	56 65 66 78..6 80 82 87..6 88 89 90	RECUPERATION REPARATIONS D'AUTOMOBILES REPARATIONS SAUF CELLES DE VEHICULES SERV. RENDUS PRINCIP. AUX ENTREPRISES LOCATIONS SAUF LOGEMENT ENSEIGNEMENT MARCHAND AUTRES SERVICES MARCHANDS ASSURANCES ET MUTUALITES SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS CONSOMMATION NON MARCHANDE	8,8

(1) INSEE (1985), *La consommation des ménages en 1984. Séries de comptabilité nationale, "Les collections de l'INSEE", série M, n° 112.*

(2) En volume et en %.

